

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTAT JUDICIAIRE

DU

LIMOUSIN AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 17 Décembre 1910, à 3 heures

PAR

FAUCHER

Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { *MM. SALEILLES, professeur*
MEYNIAL, professeur

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, RUE VICTOR COUSIN, 11

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ÉTAT JUDICIAIRE

DU

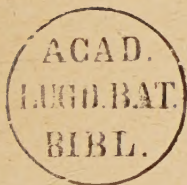
LIMOUSIN AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 17 Décembre 1910, à 3 heures

PAR

FAUCHER



Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { MM. SALEILLES, professeur
MEYNIAL, professeur

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, RUE VICTOR COUSIN, 11

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554626_0042

ÉTAT JUDICIAIRE

DU LIMOUSIN AU XVIII^e SIÈCLE

LE LIMOUSIN AU XVIII^e SIÈCLE

L'étendue et la composition du Limousin n'ont pas varié pendant le courant du xvm^e siècle.

Il se divisait en Haut-Limousin dont la capitale était Limoges et en Bas-Limousin dont la capitale était Tulle.

Au xvm^e siècle l'administration du Limousin comme celle du reste de la France se trouve complètement centralisée. Il faisait partie de la généralité de Limoges à la tête de laquelle se trouvait un intendant et qui comprenait, outre la province du Limousin, celle de l'Angoumois et de la Basse Marche.

Cette généralité était divisée en cinq élections qui sont à la fin de l'ancienne monarchie les divisions administratives les plus précises, c'étaient celle de Bourgneuf, celle d'Angoulême et pour le Limousin celle de Limoges qui englobait en même temps la Basse-Marche, celle de Tulle et celle de Brive.

La division financière avait prévalu sur toute autre et même sur la division provinciale. On trouve bien encore des gouverneurs de la Province en Limousin et même des

gouverneurs pour le Bas-Limousin. Mais ce sont des fonctions purement honorifiques et qui n'impliquent aucun pouvoir, souvent même le gouverneur qui a été supplanté par l'intendant, fonctionnaire dévoué de l'administration centrale, n'a même pas le droit de résider dans sa province.

Il y avait donc un gouverneur pour le Limousin, c'était une fonction héréditaire ainsi que celle de son lieutenant général; en 1731 on nomma deux lieutenants généraux en plus : un pour le Haut-Limousin et un autre pour le Bas-Limousin.

Limoges, Tulle, La vicomté de Turenne et même la petite ville de Beaulieu étaient des gouvernements particuliers. Cet état de choses dura jusqu'en 1776, sous le ministère du comte de Saint-Germain qui réforma tant d'abus.

Il y avait en outre dans le Limousin deux évêchés, celui de Limoges et celui de Tulle dont le ressort avait été distrait du ressort du précédent.

A côté des justices ordinaires dont nous parlerons dans le chapitre suivant, il y avait dans la province de nombreuses justices extraordinaires, justice dont la compétence ne s'étendait qu'à certaines personnes ou à certaines matières.

En tête de ces justices il faut citer le Bureau des finances de Limoges, dont le ressort se composait de toute la généralité du même nom et qui jugeait toutes les questions se rattachant au domaine royal et à la voirie qui était le service des Ponts et Chaussées d'alors.

Venaient ensuite les trois élections de Limoges, Tulle et

Brive, chacune avec un tribunal d'élus siégeant dans chacune de ces villes et connaissant en premier ressort de toutes les contestations s'élevant à raison de la répartition ou au recouvrement des impôts.

L'appel de leurs sentences était porté devant la Cour des Aides de Clermont-Ferrand.

Il y avait en outre dans le Limousin un bureau des traites foraines qui connaissait des contestations au sujet des droits payés par les marchandises entrant ou sortant de la province.

A cette liste il faut ajouter le tribunal des juges-gardes de la monnaie à qui revenait la connaissance de tous les crimes de fausse-monnaie ou d'altération de monnaie.

Les maîtrises des eaux et forêts qui comprenaient deux sièges, celui de Guéret pour le Haut-Limousin et la Basse-Marche et celui de Brive pour le Bas-Limousin, jugeaient toutes les questions relatives aux forêts et aux bois et avaient l'application du code forestier de l'ancien régime.

Le Tribunal des maréchaux de France qui siégeait à Limoges était chargé de réprimer les crimes et délits commis par les militaires ou à la suite des armées. Leurs fonctions, qui étaient limitées à la connaissance des affaires qui sont de nos jours portées devant les conseils de guerre s'étaient peu à peu étendues à la répression des crimes commis sur les chemins publics et aux individus déjà condamnés. C'était une juridiction très redoutée et la seule solution qu'eût trouvée l'ancien régime contre les récidivistes; elle était suffisamment efficace.

Il y avait encore à Limoges un tribunal consulaire qui jugeait les commerçants dans leurs différends et avait un rôle analogue aux tribunaux de commerce actuels.

Venait enfin la juridiction administrative qui était la plus étendue et aussi la [moins efficace, elle était rendue par l'intendant et par ses subdélégués dont les sentences étaient portées devant l'intendant et de là généralement du Conseil des Dépêches au Conseil du roi.

LES JURIDICTIONS ORDINAIRES

I

LE PARLEMENT DE BORDEAUX

Au moment où les Anglais furent chassés de la Guyenne et « boutés hors de France », le sentiment national des populations de tout le sud-ouest de la France était fortement altéré et toutes les sympathies étaient acquises à l'Angleterre. Aussi Charles VII, tout en prenant des précautions militaires formidables pour s'assurer la fidélité de ses nouveaux sujets, essaya par des mesures de bienveillance politique de s'attirer leurs sympathies et de se créer des droits à leur reconnaissance.

Son successeur Louis XI s'engagea délibérément dans cette voie avec ardeur et vint visiter les nouvelles provinces reconquises sur l'Anglais au centre et au sud-ouest pour se mettre en rapport plus direct avec elles, connaître leurs aspirations et leurs désirs et tâcher de les satisfaire.

L'article 20 du traité du 21 juin 1451, passé entre les commissaires du roi Charles VII et les députés des trois Etats de la province de Guyenne, avait créé à Bordeaux un Parlement : « Et sera le roi content qu'en la dicte cité de « Bourdeaulx y ait justice souveraine pour connaître, dis-

« cuter et terminer définitivement de toutes les causes
« d'appel qui se feront en iceluy païs, sans qu'iceulx
« appeaux par simple querelle ou oultrement, soient
« traictés hors de la dicte cité. » Les troubles qui agitaient
encore les provinces du sud-ouest étaient si violents qu'on
n'avait pas pu organiser encore le Parlement.

Louis XI confirma l'ordonnance de son père et augmenta encore le territoire qui devait ressortir à cette juridiction. Le Limousin tout entier et le Quercy furent détachés définitivement du ressort du Parlement de Paris dont ils dépendaient et rattachés à celui de Bordeaux. Cette décision devait être définitive pour le Limousin. Jusqu'à la suppression des Parlements et de l'organisation judiciaire créée par l'ancienne monarchie, les procès des sièges royaux du Limousin furent portés en dernier ressort devant le Parlement de Bordeaux et l'avocat général près de ce siège appelait les Procureurs du Roi près les sièges du Limousin ses substituts.

Quant au Quercy, il fut quelque temps après, par de nouvelles lettres patentes, rattaché au Parlement de Toulouse auquel il avait précédemment appartenu avant d'être du ressort du Parlement de Paris.

Cet édit du 14 février 1462 disait : « Loys par la grâce
« de Dieu, roy de France à tous ceulx qui ces présentes
« lettres verront, salut. — Receu avons humble supplica-
« tion de nos chiers et bien amés les genz d'église, nobles,
« et maires et jurats de nostre ville et cité de Bourdeaulx
« contenant que comme puis naguères nous pour cer-

« taines graves causes et considérations à ce nous mouvans
« avons de nouveau estably une court de Parlement et
« souveraine seoit et estre tenue en nostre dicte cité de
« Bourdeaulx et ordonner que en icelle court ressortiraient
« certains pays circumvoisins ainsy que plus à plain est
« faicte mention es lettres de l'institution à icelle court.

« Et depuis nous estans en icelle nostre cité de Bour-
« deaulx, les dicts supplians nous ayans faict remonstrer
« et requérir que attendeu que les dicts païs de Limosin
« et de Quercy sont circumvoisins et situés, et assis près de
« nostre dicte ville de Bourdeaulx, il nous pleust leur
« octroyer et ordonner que iceulx païs de Limosin et
« Quercy soient ressortissans et ressortir du dict Parle-
« ment de Bourdeaulx, et sur ce leur octroyer nos lestres
« au dict octroy.

« Pourquoi nous ce qui dit est considéré mesmement
« que les dicts païs de Limosin et de Quercy sont plus
« prouchains de nostre dict Parlement de Bourdeaulx que
« de celluy de Paris auquel ils avaient accoustumé ressor-
« tir, parquoy plus convenable et ainsy chose sera aux
« subjects d'iceulx païs ressortir au dict Bourdeaulx que
« ailleurs et pour aultres graves causes et considérations. A
« ce nous mouvans avons voulu et ordonné, voulons et or-
« donnons que ces presentes que tout le dict païs de Li-
« mosin, tant le hault que le bas, et semblablement le
« païs de Quercy, c'est à assavoir tout ce que ressortit et a
« accoustumé ressortir au dict Parlement de Paris, ressor-
« tiront et dorénavant seront ressortissans au dict Parle-

« ment de Bourdeaulx, dans ce que les subjects et habi-
« tans des dicts païs puissent, ne soient tenus de plus
« répondre ni ressortir en aultre Parlement que en icelluy
« de nostre cité de Bourdeaulx. Ci donnons en mandement
« par les dictes présentes à nos amés et feaulx conseillers
« des gens tenans nos Parlemens à Paris, à Toulouse, à
« nos seneschaulx de Limosin ou à leurs lieutenans et à
« chacun d'eulx que nostre présente ordonnance et volonté
« ils publient et facent publier partout où il appartiendra
« et icelle gardent et entretiennent et faient garder et en-
« tretenir sans enfreindre ni venir à l'encontre et en outre
« mandons par ces présentes à nos dicts conseillers des
« dicts Parlemens de Paris et Toulouse que toutes et cha-
« cune des causes et procès pendans par devant eulx des
« dicts païs de Limosin tant le hault que le bas et sembla-
« blément du dict païs de Quercy. C'est assavoir ce qui a
« accoustumé ressortir au dict Parlement de Paris comme
« dict est, restans ces procès que sont receus pour juger ils
« renvoyent par devaut nos amés et feaulx conseillers les
« gens de nostre dict Parlement de Bourdeaulx sans plus
« d'icelles tenir court ne cognoissance et laquelle leur avons
« interdicte et deffendue, interdisons et deffendons par ces
« présentes. Et pour ce que des présentes on pourrait avoir
« à besoigner en divers lieux, voulons que au vidimus
« d'icelles soyt faict adjoucter comme à ce présent original,
« auquel en témoignage de ce nous avons fait mestre
« notre scel...

« Donné à Bourdeaulx le septième jour de février de l'an

« de grace mil quatre cens soixante deux et de notre règne
« le second..... »

Suit en latin la mention de la publication dudit édit :

« Au Parlement de Bourdeaux, reprenant, Jehan Ber-
« maudet avocat du Roy, en l'absence du Procureur
« 19 avril après Pâques en 1463 ».

« A Limoges dans l'auditoire royal par Jehan Defurmartin,
« même année que ci-dessus le 14 mars et à son de trompe
« dans la ville ».

« A Brive le 17 mars 1462 en l'église Saint-Martin et
« sur la place publique ».

« A Uzerche par l'honorable Jehan Defurmartin, licencié
« ès-lois le 16 mars 1462. »

Il n'y avait en effet à cette époque dans la province de Limousin que deux tribunaux rendant la justice au nom du roi.

Dans le courant du xvi^e siècle, la situation se modifia : le siège d'Uzerche, séparé de celui de Brive, eut un ressort, des magistrats particuliers, puis la sénéchaussée de Tulle fut créée.

Les présidiaux furent créés par un édit d'Henri II en 1551. Dans le Limousin, il y en eut un pour le Haut-Limousin à Limoges et un pour le Bas-Limousin à Brive.

Celui-ci ne devait pas vivre sans difficultés et fut supprimé en 1566 ; il fut du reste rétabli presque immédiatement. De plus un présidial fut créé à Tulle.

Au commencement du xviii^e siècle il y avait donc en Haut-Limousin le Présidial de Limoges qui comprenait

dans son ressort la sénéchaussée de Limoges et la Cour d'appaux de Ségur ; celle-ci fut remplacée dans le courant de ce siècle par la sénéchaussée de Saint-Yrieix.

Dans le Bas-Limousin il y avait le Présidial de Tulle dont le ressort était composé de la sénéchaussée de Tulle, de celle d'Uzerche, d'une partie de celle de Martel hors le Limousin et du siège ducal de Ventadour.

Il y avait également le Présidial de Brive qui comprenait dans son ressort la sénéchaussée de Brive, le siège ducal de Turenne et la Cour d'appaux de Saint-Robet.

Toutes ces sénéchaussées relevaient en dernier ressort du Parlement de Bordeaux. *L'Almanach historique de Guienne pour l'année 1760*, nous donne non seulement le nom des magistrats des officiers du siège mais encore des renseignements sur le règlement intérieur de cette cour souveraine, en ce qui concernait les appels des juridictions royales du Limousin :

« La grande audience du lundi de la grande chambre est
« celle des rôles ordinaires ou des sénéchaussées. On ap-
« pelle rôles ordinaires ceux où sont inscrites les appellations
« verbales (les autres ne se plaidant pas à l'audience) qui se
« poursuivent à cette audience, des jugements qui viennent
« de différentes sénéchaussées du ressort. Toutes ces séné-
« chaussées sont distribuées en six rôles différents, qui ont
« chacun un temps fixé et limité et occupent successivement
« cette audience depuis le premier lundi d'après la Saint-
« Martin jusqu'au 13 du mois d'août ».

.

« Le quatrième rôle est celui du Limousin qui commence
« le 1^{er} avril et finit le 14 mai, et comprend les appellations
« qui viennent des sénéchaussées de Limoges, Tulle, Brive,
« Uzerche, Martel et Ventadour... »

Les appellations faites hors le temps du rôle ordinaire étaient jugées par la grande chambre, les mardis et jeudis, jours des audiences consacrées aux rôles extraordinaires. Les mercredis et vendredis on jugeait les affaires qui venaient sur rapport.

Dans les autres chambres il n'y avait aucune de ces distinctions.

Nous avons vu que toute la Province du Limousin était du ressort du Parlement de Bordeaux ; elle était également tout entière régie par le droit écrit n'ayant qu'une seule et unique coutume particulière, celle du château de Limoges que nous étudierons en parlant du Présidial de Limoges (consulter Louis Guilbert. *Les commentaires d'Etienne Guilbert sur la coutume de Limoges*, 1628). Il y avait également quelques autres villes dans le ressort du Parlement de Bordeaux qui avaient une coutume particulière ; on les appelait : « villes de coutume en pays de droit écrit. »

LES JURIDICTIONS ORDINAIRES DU LIMOUSIN

Nous avons vu quelles étaient les juridictions ordinaires du Limousin. Au premier abord l'édifice judiciaire semble à peu près régulier et bien ordonné, mais quand on l'examine de près on s'aperçoit combien son organisation est défectueuse, la confusion qui règne partout, « de la mauvaise direction générale imprimée à ce service important, « des atteintes que le pouvoir central porte lui-même aux « lois qu'il a édictées ».

On exigeait des officiers certaines conditions d'âge et d'inscription au barreau, mais nous verrons en étudiant successivement chacun des officiers des sièges royaux que le plus grand nombre d'entre eux obtenait des dispenses. Si le candidat était trop jeune, on lui accordait des dispenses d'âge à la condition qu'il n'aurait pas voix délibérative dans la discussion ; mais peu de temps après il obtenait par de nouvelles lettres patentes mainlevée de cette interdiction et le droit de jouir de tous les avantages attachés à sa charge.

D'autre part, deux officiers qui étaient parents ou alliés

à un degré trop rapproché ne pouvaient être nommés dans le même siège. Or, vers la fin de la Monarchie nous verrons ceux-ci obtenir des lettres de dispenses d'alliance, ce qui fait que chaque siège était un véritable tribunal de famille. A la vérité, ces dispenses étaient accordées à la condition qu'au cas où les deux officiers seraient du même avis quand on passerait aux voix, les deux leurs ne compteraient que pour une seule, mais ce procédé présentait des inconvénients pour le plaideur.

Enfin le magistrat devait subir un examen : mais à raison même des liens de parenté qui unissaient plus ou moins la plupart des magistrats des sièges du Limousin, cet examen n'était qu'une simple formalité.

A tous ces inconvénients il faut ajouter le plus grave de tous, la vénalité. Le recrutement des officiers royaux, nous ne parlons pas des juges seigneuriaux, eut donc dû être lamentable, il n'en fut rien.

« Au contraire de ce que nous voyons fréquemment, « l'individu fut meilleur que la loi. Il y eut des familles de « magistrats dans lesquelles la probité, la science, l'amour « du devoir furent héréditaires. Dès son début dans la vie, « on habitua l'enfant qui devait succéder à son père à aimer sa profession et à se rendre digne de l'exercer. Le « respect de soi-même, l'esprit de corps poussé au plus haut « degré, l'habitude du travail faisait le reste. C'est ainsi que « se sont formés les grands magistrats dont les noms sont « venus jusqu'à nous. »

Au moment de la réunion des états généraux les magis-

trats jouissaient d'une certaine popularité. Beaucoup d'entre eux furent nommés députés à l'Assemblée nationale. « Il « semblait qu'on eut oublié leurs défaillances et leurs erreurs pour se rappeler le bien qu'ils avaient fait et les services qu'ils avaient rendus depuis un siècle. »

Nous étudierons successivement le Présidial de Limoges et son ressort, celui de Brive et son ressort et celui de Tulle et son ressort.

LE PRÉSIDENTIAL DE LIMOGES

II

LA COUR D'APPEAUX DE SÉGUR

La Cour d'appaux de Ségur n'avait été instituée à l'origine que pour connaître les appels des justices ordinaires du Périgord. Roger Bernard, comte de Périgord, avait cédé à Philippe de Valois, en 1341, la place de Bergerac en échange des seigneuries de Montignac et de Montleydier et moyennant une soulte de seize cents livres.

Le fils aîné du roi de France, Jean, duc de Normandie, accorda par reconnaissance pour la cession ainsi consentie à Roger Bernard, le 27 mai 1352, le privilège de tenir un juge d'appaux sur sa terre de Périgord. « *Ei concessimus et concedimus quod ipsa terra Petracoricensi... creare possit judicem appellationum primarum, qui de causis appellationum primarum, tam in criminalibus quam in civilibus... judicare valeat* ». (Archives des Basses-Pyrénées, E 699 et 700).

Jean, devenu roi de France après la mort de son père, confirma par lettres en date du mois de janvier 1353 le privilège qu'il avait accordé onze ans auparavant au comte Roger Bernard et limita la compétence de ce nouveau juge

aux appels du juge-mage, des consuls de la ville de Périgueux et de la Cour appelée du Celarier qui était tenue en paréage par le chapitre de l'Eglise Saint-Front de Périgueux et par le comte. Celui-ci se montra peu satisfait du ressort qui lui était attribué et, après plusieurs démarches, il obtint par lettres patentes données au mois d'août 1356 le droit d'hommage et la juridiction d'appel sur la plus grande partie de son comté. Son juge d'appaux connaissait des appels de toutes les justices qui existaient sur les terres que possédaient en Périgord l'archevêque de Bordeaux et l'évêque de Sarlat, sur les domaines de l'abbé de Saint-Amand, du prieur de Soussac, des seigneurs d'Hautefort, de Tenon, de Reynac, de Pons, de Castelnau, de Berbière, de Bourdeilles, de Commargne sur le territoire des villes de Bomme, de Saint-Astier, de Brantôme, de la Tour-Blanche, du lieu de l'Isle et de la chatellenie de Montagnier (Lettres patentes données à Breteult août 1356).

Il faut ajouter à cette liste pour qu'elle soit complète, d'après le *Chroniqueur du Périgord* (1854, page 183) les justices suivantes : tous les sièges de justice des terres de l'évêque de Périgueux, des seigneurs de Ribérac et de Montfort de Montances, de Mareuil, d'Aubeterre, de Saint-Aulaye près d'Aubeterre, des abbés de Châtres, de Terrasson et de Tourtoirac.

Quoiqu'il en soit, la circonspection judiciaire de la Cour d'appaux du comte Roger-Bernard ne dépassait pas les limites du Périgord et si des seigneurs voisins lui devaient l'hommage et l'appel en premier ressort, ce n'était que pour

les terres qu'ils possédaient dans l'étendue de son comté et pour celles-là seulement. En outre, défense était faite par les mêmes lettres patentes aux sénéchaux de Toulouse, de Carcassonne, de Cahors et aux juges-mages de ces sénéchaussées de ne rien faire qui pût porter atteinte au privilège du comte et empêcher les causes d'être portées devant son juge d'appaux.

Les justices du Limousin étaient donc en dehors du ressort de ce dernier et même une ordonnance de Charles, régent de France en date du 25 janvier 1358, transcrite à la suite des lettres patentes d'août 1356, ne jugeait pas nécessaire de prémunir le comte de Périgord contre les usurpations du vicomte de Limoges.

Le comte de Périgord organisa en conséquence sa Cour d'appaux, en fixa le siège à Périgueux et nomma Pierre Flanent comme juge. Celui-ci eut de nombreuses difficultés à vaincre, ainsi qu'on le constate en consultant son registre des causes qui va du 2 novembre 1373 au 29 novembre 1376 (Archives des Basses-Pyrénées, E 645); il avait en effet à lutter non seulement contre les sénéchaux circumvoisins, mais encore contre les plaideurs. Ceux-ci hésitaient à se présenter devant la nouvelle Cour. La province étant envahie par les Anglais, les routes peu sûres, ils hésitaient à venir à Périgueux porter leurs litiges.

Archambaud IV, fils de Roger Bernard, ayant fait alliance avec les Anglais fut banni du royaume et ses biens furent confisqués par arrêt du Parlement en date du 18 avril 1396

et le comté de Périgord passa de ce fait au roi qui le donna au duc Louis d'Orléans.

Le fils de celui-ci, Charles d'Orléans, le vendit en 1437 à Jean de Bretagne et en 1454, après la mort de ce dernier, la réunion du comté de Périgord et de la vicomté de Limoges s'opéra sur la tête de son frère Guillaume.

Un seul document qui constate le paiement des gages du juge des appels de Périgord, Helie Chabrol, et de 1422 prouve l'existence de la cour pendant un demi-siècle.

C'est à partir de 1547 que celle-ci commença à étendre sa juridiction sur le Limousin. Les rois de Navarre étant maîtres des deux provinces du Périgord et de Limousin avaient eu avantage à étendre autant que possible leur ressort d'appel. « Le comte du Périgord, en réclamant pour
« son juge la connaissance des appels des justices seigneuriales du Limousin, ne risquait pas de froisser les intérêts d'un rival et de voir éclater des protestations contre
« sa demande, puisqu'il était en même temps vicomte de Limoges. L'occasion était donc propice, si on en croit le
« mémoire rédigé par l'avocat du roi au présidial de Limoges, juge de la Borie. » Voir son mémoire.

Dans une requête présentée à Henri II, le roi de Navarre demanda pour son comté et pour sa vicomté, sans distinction, que tous les privilèges qui avaient été accordés à ses prédécesseurs, « sans toutefois rappeler en quoi consistaient ces dons, ni même les titres qui les contenaient », lui fussent confirmés et obtint cette confirmation par une ordonnance royale du mois de septembre 1547.

La reine Jeanne de Navarre sollicita en 1571, de Charles IX, la reconnaissance des droits dont jouissaient ses prédécesseurs et exposa dans sa requête qu'en l'année 1356, le roi de France, en échange de la ville de Bergerac, avait permis à Roger Bernard, comte du Périgord, « d'avoir un juge d'appaux aux comtés du Périgord et vicomté de Limoges », ce qui était inexact.

Par lettres patentes données au mois de mai 1571 Charles IX fit droit à la requête qui lui était présentée et confirma ce prétendu droit de Jeanne de Navarre dans l'ignorance où il était de la réunion de la comté et de la vicomté, « ensemble des privilèges accordés aux vicomtes de Limousin par les rois de France qui sont pareils à ceux dudit comté », ordonnant « que ladite dame royne de Navarre jouysse paisiblement des droicts et privilèges octroyés à ses prédécesseurs comtes de Périgord et vicomtes de Lymosin, et suivant iceux, ledict seigneur lui a permis et permet avoir juges d'appaulx ès comté de Périgord et vicomté du Limosin... » (Bibliothèque nationale, collection du Périgord, tome XXIV).

C'est ainsi que le juge d'appaux du Périgord étendit peu à peu sa juridiction sur le Limousin. Plus tard il se transporta à Ségur à cheval sur les deux provinces et au milieu de son ressort.

Le nouveau Denizart, verbo appel, paragraphe 1, n° 8, s'exprime ainsi. « Il y avait à Ségur un tribunal nommé le « siège des appeaux, qui, dans son origine, n'avait été « créé que pour la province du Périgord mais dont le res-

« sort s'était, par succession de temps, étendu sur le Li-
« mousin. Ce tribunal a été supprimé par un édit du mois
« de janvier 1750, enregistré au Parlement de Bordeaux le
« 16 février suivant et en la chambre des comptes de Paris
« le 21 mars 1753. »

Voici comment arriva cette suppression. Un édit du mois d'avril 1749 avait supprimé les juridictions royales qui ressortissaient aux baillages et aux sénéchaussées établies dans la même ville. La prévôté de Limoges était donc appelée à disparaître mais elle prétendait que non, ses appels devant être portés devant la Cour d'appeaux.

« L'autorité saisie du débat déclara que si l'appel des
« sentences de la prévôté était porté devant la juridiction
« de Ségur, cette juridiction était elle-même subordonnée
« à la sénéchaussée de Limoges et qu'il était vrai que, si la
« prévôté n'était pas expressément comprise dans l'édit elle
« l'était dans son esprit. »

Et cette déclaration royale de 1748-1749 ajoutait :
« Nous nous portons donc d'autant plus volontiers, à lui en
« appliquer les dispositions, que nous ferons cesser par là un
« circuit aussi inutile qu'onéreux aux plaideurs, par lequel on
« fait passer l'appel des sentences rendues en la prévôté par
« le siège de Ségur avant de venir à la sénéchaussée de Li-
« moges ; en sorte que, au lieu de ne supprimer qu'un degré
« de juridiction, nous aurons la satisfaction d'en supprimer
« deux. »

La Cour d'appeaux de Ségur fut en conséquence supprimée par un édit du mois de janvier 1750.

Elle avait été auparavant maintes fois menacée dans son existence. Au moment même où par la réunion sur la même tête du comté de Périgord et de la vicomté de Limoges elle était transportée à Ségur, elle faillit disparaître.

En 1561 le roi de Navarre, Antoine de Bourbon et sa femme la reine Jeanne, demandèrent dans une requête au roi l'érection de la vicomté de Limoges en marquisat et proposèrent de supprimer la Cour d'appaux de Ségur qui devait être remplacée par un sénéchal de robe courte et deux autres sénéchaux qui auraient eu leurs sièges l'un à Limoges et l'autre dans une ville à déterminer.

Charles IX accueillit favorablement cette demande ; par lettres patentes du mois de mars 1561, il accordait au roi de Navarre tout ce qu'il avait demandé. Le conseil du roi ne fut pas du même avis et maintint la Cour d'appaux de Ségur, se contentant de supprimer un degré de juridiction. Il décida en effet que les appels qui devaient autrefois être portés devant le sénéchal du Limousin seraient à l'avenir portés directement devant le Parlement de Bordeaux. On supprimait ainsi un ressort inutile et tout le monde devait être satisfait puisqu'on élevait d'un rang la Cour d'appaux dans la hiérarchie judiciaire (Bibliothèque Nationale, collection Doat, t. CCXLVI, p. 289 *bis*).

Ce projet n'eut pourtant pas de suites ; Antoine de Bourbon mourut en 1562 et sa veuve la vicomtesse Jeanne renonça à ses avantages et l'édit royal resta lettre morte. La Cour d'appaux de Ségur continua à siéger ; trente ans plus tard, elle devait être de nouveau en péril.

Henri VI de Navarre, qui devait devenir bientôt roi de France sous le nom d'Henri IV, était vicomte de Limoges et venait de vendre sa seigneurie de Ségur au comte des Cars, en se réservant toutefois son droit de ressort. La Cour d'appeaux ne tarda pas à souffrir de cet état de choses et son prestige diminua rapidement. Les plaideurs hésitaient à ce point de se présenter devant elle qu'elle ne produisait guère pour le vicomte qu'une somme annuelle de 355 livres (Nadaud, *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, t. III, p. 113). Les sentences étaient devenues si rares qu'on ne trouve aucune trace d'expédition à cette époque; enfin le receveur des finances chargé d'affermir le greffe ne trouvait pas de preneur. Henri IV pensant que c'était l'éloignement de sa cour qui empêchait les plaideurs de s'y présenter songea à transporter son siège ailleurs et crut avoir trouvé une ville qui remplissait toutes les conditions requises, la petite ville du Périgord : Thiviers.

Par lettres du 20 juin 1852 (Archives des Basses-Pyrénées) il chargea le président de la Chambre des comptes de Nérac de s'enquérir de l'état de Thiviers, de s'informer des facilités que cette ville pouvait offrir pour l'installation de la Cour d'appeaux et d'y transférer cette juridiction s'il pouvait en résulter quelque avantage pour lui et pour ses justiciables. Les habitants de Ségur qui voyaient leur échapper une source de profits au sujet d'une ville mieux placée manifestèrent un fort mécontentement et, chose curieuse, ceux de Thiviers ne furent pas plus satisfaits. Les officiers de la Prévôté de cette ville craignaient en effet le

voisinage d'une Cour supérieure qui pourrait amoindrir leur prestige et atteindre leur indépendance, aussi tous, le prévôt, son lieutenant, le procureur, présentèrent-ils une requête au comte de Périgord, en même temps vicomte de Limoges, Henri de Navarre, qui y répondit ainsi : « Est or-
« donné que le transport et établissement de la dite Cour
« et siège d'appaux en la dite ville de Thiviers est fait
« sans aucunement préjudicier à leurs droits et autorités,
« et que par cela l'exercice de la justice ordinaire sera
« fait ainsy qu'ils ont accoustumé jusques icy, sans qu'ils
« y puissent estre troublés ni empeschés par les officiers
« de la dite Cour d'appaux, ores que l'édit de l'option
« des degrés de juridiction y fut exécuté. » (Archives des Basses-Pyrénées, E, 714).

Heureusement pour Ségur qu'en 1586, les revenus des appeaux de Ségur et des autres justices du Limousin furent saisis par ordre du roi de France pour cause de religion protestante et Henri IV n'ayant aucun intérêt à augmenter ces revenus laissa les choses en état.

Ce ne fut pas pour longtemps. Devenu roi de France, il reprit son projet et, le 12 janvier 1602, il chargea le sieur de Lardenalye, baron d'Auberoche, gouverneur du Périgord et du Limousin d'opérer le transfèrement et par lettres patentes en date du 9 février 1604 il lui adjoignit le sieur Du Pont, membre du Conseil d'Etat et du Conseil privé, président de la Chambre des comptes de Pau, et expose les motifs de ce transfert.

« ... et considéré que, pour la réception des dits hom-

« mages et aultres droicts et devoirs à nous appartenans, il
« étoit nécessaire retenir un lieu et place dans nos dits comté
« et vicomté, ensemble pour l'établissement du siège d'ap-
« peaux de la dite vicomté, lequel nous avons cy-devant de-
« claré vouloir estre transporté en nostre ville de Thiviers,
« comme estant lieu fort propre à cet effect, situé presque
« au milieu de nos dits comtés et vicomtés et dependant
« d'icelle, scavoir faisons que, à l'advis de notre dit conseil
« privé de Navarre et ancien domaine, nous avons dict, de-
« claré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons par les
« présentes, voulons et nous plaict la dite ville et paroisse
« de Thiviers estre perpetuellement inaliénable, et que les
« sièges d'appeaux y soient à jamais permanent et immuable-
« ment estably, suivant mission particulière par nous à ces
« fins adressée au sieur de Lardynalye ce douzième jour
« de janvier mil six cents deux et nos lettres de ratification
« de la dite translation depuis expédiée, que nous voulons
« et entendons sortir leur plain et entier effect... » Et il ac-
cordait aux habitants de Thiviers le droit de construire
une halle dans laquelle serait ménagée une salle de justice.

Les lettres patentes furent enregistrées le 2 avril 1604 par la Chambre des Comptes de Nérac, à la condition que les habitants de Thiviers paieraient chaque année une rente de quatre livres dix sols et feraient construire la halle et le prétoire dans un délai de six mois sous peine « d'estre déchus et deboutés de l'ottroy à eux faict ». (Archives des Basses-Pyrénées. B. 1922). Un contrat devait intervenir entre le roi et la ville pour sceller les conventions.

Les habitants de Thiviers se réunirent le 30 mai 1604 en assemblée du consulat et nommèrent des délégués qui signèrent le contrat avec le sieur de Lardynalie le 1^{er} juin 1604 en la maison « où pend par enseigne le lyon d'or ».

Le contrat ne devait pas être appliqué. Henri IV qui rêvait l'établissement d' « une vaste république chrétienne » et qui préparait d'autre part ses armées et ses finances pour la guerre contre l'Autriche fut détourné de Ségur et de Thiviers par ces « grands desseins », lorsqu'en 1610 il tomba sous les coups de Ravaillac.

En 1625 les habitants de Thiviers essayèrent de se prévaloir des lettres patentes d'Henri IV et du contrat de 1604. Ils en saisirent le Conseil du roi qui, par arrêt du 28 avril 1625, ordonna qu'une enquête serait faite « pour éclaircir s'il était plus commode de tenir les assises à Thiviers qu'à Ségur ». Cet arrêt ne fut pas exécuté et cette dernière ville garda sa Cour d'appaux jusqu'à sa suppression en 1750.

Ce ne fut pourtant pas sans difficultés ; elle eut en effet à soutenir une lutte acharnée et sans cesse renaissante avec les sièges royaux voisins : les présidiaux de Limoges, de Périgueux et de Brive et la sénéchaussée d'Uzerche. Les plaideurs aimaient peu à se rendre à Ségur qui était d'un accès difficile et préféraient s'adresser directement aux officiers des sièges supérieurs qui se gardaient bien de protester.

Il n'en était pas de même des juges et du greffier de Ségur qui y perdaient leurs droits et leurs émoluments. Ce dernier, Yrieix Dubois, présenta en 1632 au Parlement de Bordeaux une requête dans laquelle il dénonçait les empiè-

tements des sièges voisins et demandait l'application des ordonnances royales qui avaient institué la Cour d'appeaux de Ségur. Il avait, disait-il, acheté et payé son greffe et « n'en jouissait presque point à cause que les sénéchaux de « Limoges, Brives, Uzerche et Périgueux prenaient connaissance des premières appellations des juges qu'il disoit relever de Ségur ». — Sa requête fut soutenue par le Procureur général qui s'appuyait sur l'arrêt du Conseil du roi du 8 avril 1625 et le Parlement de Bordeaux par un arrêt en date du 31 mars 1632 « enjoint à tout justiciable des juridictions dépendantes dudit juge d'appeaux de Segur « d'y relever leurs premières appellations, à telle peine que « de droit ; fait très expresses inhibitions et defenses aux sénéchaux et présidiaux de Limoges, Périgueux, Uzerche « et Brive d'en prendre aucune cognoissance en première « instance à peine de mille livres et plus grande si le cas y « écheoit. » (« Mémoire pour Anne et Magdelaine Faure », collection privée).

Le sénéchal de Limoges s'étant permis de retenir un appel du juge de Solignac, le greffier Yrieix Dubois adressa une nouvelle requête au Parlement, qui par décret du 4 avril 1634. fit « inhibitions et defenses aux-dits officiers de connaître plus de telles et semblables causes : ainsi leur enjoit de garder et observer les reglemens, à peine de « suspension de leurs charges ; il est de plus ordonné que « les partyes se pourvoieront par devant les dits juges des « appeaux de Ségur ».

Le Parlement rendit un nouvel arrêt qui condamnait

les empiètements du sénéchal d'Uzerche le 7 juillet 1637.

En 1689 de nouveaux empiètements se produisirent et les sénéchaux dénoncés expliquèrent leur conduite en disant que le dénombrement des justices relevant des appeaux de Ségur n'avait jamais été fait. En réponse, le juge et le procureur produisirent un état des justices du ressort de la Cour d'appeaux tiré de la Chambre des comptes de Nérac. Cet état fut confirmé par un arrêt du Parlement de Bordeaux en date du 23 juillet 1689 qui fut enregistré et copié dans tous les greffes du ressort. (Archives de la Gironde, B, 1066.)

Cet arrêt n'eut pas grand effet puisque les arrêts contre les empiètements se succèdent en 1707, 1711, 1723, 1729, 1743.

La Cour d'appeaux fut supprimée en 1750, comme nous le verrons plus loin. Elle garda jusqu'à sa disparition le même ressort qui avait été déterminé par l'arrêt du Parlement de Bordeaux du 3 mai 1729 qui l'avait fixé définitivement.

« Veu par la Cour la requête à elle présentée par maître
« Yrieix Lafon, sieur du Queyroy, conseiller du roy, juge
« civil et criminel des appeaux du comté de Perigord et
« vicomté de Limoges, étably en la ville de Ségur en Li-
« mousin et François Bardou de Brun, substitut de M. le
« Procureur général ausdits appeaux tendant à ce que
« quoyque par divers arrests de la Cour des 22 mars 1632,
« 4 avril 1634, 7 juillet 1638, et notamment par autre
« arrest du 23 juillet 1689, il ait été fait très expresses

« inhibitions et deffenses aux officiers des seneschaux et
 « presidiaux d'Uzerche, Brive, Périgueux, Sarlat et Li-
 « moges, de prendre aucune connaissance des appellations
 « qui relevent des juges ordinaires des juridictions depen-
 « dantes dudit siege des appeaux de Segur qui sont :

« Scavoir du comté de Perigord : »

(Comme cette partie du ressort de la Cour ne rentre pas
 dans le cadre de notre sujet, nous n'en parlerons pas.)

.

« Et dudit comté de Limoges : »

La justice de la Châtellenie d'*Aixe*, dont la circonscrip-
 tion comprenait onze paroisses, (à peu près l'étendue du
 canton actuel) ;

La châtellenie de *Chalus* dont la justice s'étendait sur
 onze paroisses ;

La châtellenie de *Combeffy* qui comprenait dans sa juri-
 diction six paroisses ;

La justice *des Cars* ;

Celle de *La Gouspillière* ;

La juridiction de *Limoges* qui, d'après les mémoires ré-
 digés à la fin du xv^e siècle par les officiers d'Alain d'Albret,
 s'étendait sur vingt-quatre paroisses autour de Limoges ;

Le Paréage de *Solignac* qui appartenait à l'abbé de Soli-
 gnac et au vicomte de Limoges et ne s'étendait pas au-
 delà de la paroisse ;

La justice de *Nexou* ;

Celle de *Saint-Priest Ligoure* ;

Celle de *Saint-Hilaire Lastours* ;

Celle de *Laroche-L'abeille* ;

Celle de *Lastours* ;

La justice de *Pierre Buffière* ;

Celle de *Boysseuil*, paroisse dans laquelle était situé le château de Chalusset ;

Celle de *Saint-Jean-Ligoure* ;

Celle de *Chalusset*, siège d'une ancienne châtellenie qui comprenait onze paroisses dans sa juridiction ;

La justice de *Saint-Germain-les-Belles* ;

Celle de *Vic* ;

Celle de *La Porcherie* ;

La justice des *Allois* ;

La petite justice de *La Rochette* près Saint-Yrieix ;

Celle de *Coussac* ;

Toutes ces justices et leur ressort sont compris aujourd'hui dans le département de la Haute-Vienne. Ceux qui suivent dépendent du département de la Corrèze.

La justice de *Louignac* ;

Celle de *Marcillac* ;

La justice de *Juillac* ;

Celle de *Morterol* ;

Celle de *Chabrignac* ;

Celle de *Lascaux* ;

Celle de *Saint-Bonnet-La-Rivière* ;

La prévôté ecclésiastique de *Rosiers* ;

La châtellenie de *Ségur* dont la justice s'étendait sur neuf paroisses ;

La justice voisine de *Jarousse* ;

Celle de *Montgibaud* ;

Celle de *Pompadour* ;

Celle de *Benayes* ;

Celle de *La Vergne* ;

Celle de *Las Bordas* ;

Celle du *Fraineix* ;

Celle de *Maisonnette* ;

La châellenie de *Masseret* dont la juridiction embrassait quatorze paroisses ;

La Prévôté de *Saint-Ybard* ;

Celle de *Meilhards* ;

Et celle de *Troche* ;

A cette liste il faut ajouter les justices de *Sainte-Trie*, *Dalon*, *Genis*, *Haut-Genis*, *Moruscles*, *Cheybouret*, *Magnagat*, *Chancel*, *La Vareille*, *Sarlaude* et *Louis* dont le ressort se trouve actuellement dans le département de la Dordogne mais qui appartenait autrefois au Limousin. Le ressort de la Cour d'appaux ne subit aucune modification pendant le XVIII^e siècle grâce aux officiers de son siège qui le défendirent avec opiniâtreté.

Ceux-ci étaient au nombre de quatre : un juge, un lieutenant du juge, un procureur d'office et un greffier.

Le premier juge que nous trouvons au XVIII^e siècle est *Jean de la Porte* ou de *la Forge* qui obtint du Parlement de Bordeaux un arrêt en date du 23 juillet 1689, énumérant toutes les justices du Périgord et du Limousin ressortissant à la cour de Ségur ; il espérait ainsi se mettre,

comme nous l'avons vu, à l'abri des empiètements des sénéchaussées voisines.

Il fut remplacé par *Bardon* qui était assisté de *François Combut*, sieur de *Fontbonne*, lieutenant civil et criminel. Il rendit le 7 juin 1700 un arrêt qui nous fait connaître toute la procédure de la Cour d'appaux (Archives du département de la Haute-Vienne, A, 8895).

Martin de Lafon, seigneur du *Queyroix*, était juge en 1713, *François Combut* conseiller du roi, étant toujours lieutenant. Il mourut en 1728 et fut remplacé par son fils.

Yrieix de La fon ou *Delafont* qui ne resta juge que deux ans à Ségur, il alla ensuite occuper à la nouvelle sénéchaussée de Saint-Yrieix, l'office de procureur du roi. Il révoqua ses fonctions en 1730 en faveur de

Jean-Baptiste Teytut qui fut le dernier magistrat des appeaux de Ségur. Installé en 1730 il siégea jusqu'à sa suppression et lorsque la sénéchaussée de Saint-Yrieix fut créée, il fut nommé conseiller du roi et lieutenant général.

Le procureur portait le titre de procureur de la Cour d'appaux ou de substitut du procureur général près le Parlement de Bordeaux. En 1581, ses gages et ceux du juge s'élevaient pour chacun d'eux à quarante livres par an.

Le greffier n'avait pas de traitement fixe ; il était donné à ferme moyennant une rétribution périodique.

Ces officiers n'avaient à leur disposition qu'une seule

salle, celle de l'auditoire qui était contiguë à la halle de Ségur qui lui servait d'antichambre. C'était du reste la même salle où le juge ordinaire de Ségur tenait ses audiences. En 1735, lorsque Juge de la Borie, avocat du roi au Présidial de Limoges, la visita, elle était fort délabrée, le plafond était crevé, il n'y avait pas de vitres aux fenêtres.

Ce fut une des nombreuses causes de la suppression de la Cour d'appaux de Ségur, comme nous allons le voir.

III

LA SÉNÉCHAUSSÉE DE SAINT-YRIEIX

Nous avons vu les nombreuses luttes soutenues par la Cour d'appaux de Ségur pour sauvegarder son existence. Cela n'était pas fait pour lui donner du prestige et presque toutes les affaires qui étaient portées devant elle se terminaient par un défaut. Les plaideurs hésitaient à se rendre dans cette ville mal située, loin des chemins et des routes, d'un accès difficile. D'autre part, Henri IV avait vendu la châellenie de Ségur aux seigneurs des Cars, et elle passa plus tard entre les mains du marquis d'Hautefort. Les officiers du roi devinrent par ce fait les hôtes d'un vassal. Abandonnée par le roi, elle le fut aussi par les plaideurs et le Parlement de Bordeaux ne connaissait cette Cour que par les réclamations incessantes des juges et des greffiers. Dès l'année 1733 il fut question de sa suppression définitive.

Le Présidial de Limoges fit dans ce but les démarches les plus actives et obtint l'appui de de Tourny, intendant de la généralité de Limoges. Celui-ci chargea le 11 avril 1735, Juge de la Borie, avocat du roi au Présidial de Li-

moges, de procéder aux enquêtes de comodo et incommodo et de rédiger un rapport de ses opérations.

Cet officier se transporta le 23 avril 1735 à Ségur accompagné de son secrétaire le sieur Chadenier de Lestaing et communiqua au juge et à son lieutenant l'objet de sa mission. Il visita le prétoire, constata qu'il était souvent envahi par la rivière qui en chassait juges et plaideurs et qu'il était fort délabré, n'eut pas le courage de pénétrer dans la prison tant elle lui parut sale et humide, compta le nombre des maisons de Ségur qui était cent vingt, « presque toutes de peu d'apparence ». « Les avenues, « dit-il dans son rapport, sont des plus difficiles et des « plus irréparables par la rapidité de la descente où elles « sont pratiquées et parce qu'on y trouve à chaque pas des « rochers escarpés qui semblent ouvrir autant de précipices. » Il constata qu'il n'y avait pas de cure à Ségur qui dépendait des trois paroisses voisines de Saint-Julien, Beyssenac et Saint-Eloy ; qu'il n'y avait que 400 habitants, « presque tous pauvres ou malheureux » ; que le marché ne se tenait plus depuis plusieurs années et il ajoutait : « Il « n'y a point de commerce dans ledit Ségur, point de bureau établi pour les postes et voitures publiques ; celui « d'Uzerche est à trois lieues de Ségur, il y a un messager « au delà de Jumilhac, à un endroit appelé aux Bordes, qui « porte les lettres à Saint-Yrieix, éloigné du dit lieu des « Bordes de plus de deux lieues ; et Ségur se sert du même « messager quand il veut écrire à Bordeaux ou à Limoges ».

Nous avons dit en parlant de la Cour d'appeaux de Ségur quel fut l'incident qui motiva sa suppression. Un édit du mois d'avril 1749 avait supprimé les justices royales qui relevaient d'une sénéchaussée ou d'un présidial siégeant dans la même ville qu'elles pour supprimer un degré de juridiction inutile. La prévôté de Limoges résistait à l'application de cet édit soutenant qu'elle ne relevait pas directement de la sénéchaussée mais de la Cour d'appeaux de Ségur devant laquelle ses sentences devaient passer avant d'être soumises à la sénéchaussée.

Le conseil du roi saisi de l'affaire estima que si le cas de la prévôté de Limoges ne rentrait pas dans la lettre de l'édit, elle rentrait dans son esprit, et que la Cour d'appeaux était aussi inutile que la prévôté, « en sorte, dit la déclaration royale, qu'au lieu de ne supprimer qu'un degré de juridiction nous aurons la satisfaction d'en supprimer deux ».

La Cour d'appeaux fut en conséquence supprimée par un édit du mois de janvier 1750.

Dès qu'il fut question de la suppression on songea à la remplacer par une juridiction supérieure qui aurait son siège dans une ville voisine plus importante.

Il y avait à Saint-Yrieix une justice dont le ressort était assez étendu et qui appartenait au chapitre de Saint-Yrieix en paréage avec le roi. Cette justice était attaquée de toutes parts et des ordonnances de Philippe-le-Bel, Henri II, de Charles IX et de Louis XIV ne réussissaient pas à la faire respecter. Elle subit le même sort que la Cour d'appeaux de Ségur par le même édit. Mais Saint-Yrieix avait un cha-

pitre influent, comprenait cinq paroisses avec deux mille habitants. On ne pouvait dépouiller de sa juridiction cette ville sans lui donner un dédommagement, d'autant plus qu'elle possédait des bâtiments suffisants pour y établir un siège de justice avec ses dépendances, grille et prison.

Le même Juge de la Borie, avocat du roi au Présidial de Limoges, que nous avons vu chargé de l'enquête sur la Cour de Ségur, fut chargé de visiter Saint-Yrieix.

Il se rendit dans cette ville en quittant Ségur, « cet endroit infernal », « le 24 avril 1735, et fut émerveillé du bon « entretien et de l'heureuse disposition de chaque chose ». « Le Prétoire, dit-il dans son rapport, est vaste et confortable ; c'est un bâtiment réparé à neuf, bâti en pierres et « couvert en tuiles plates, la porte duquel bâtiment est au « milieu d'une tour où est le degré pour communiquer du « premier au second étage ; celui du rez-de-chaussée divisé « en trois pièces, dont la première qui sert de cuisine au « garde-palais, a environ vingt pieds de longueur et environ onze de large, avec une cheminée toute neuve ; et à « côté de cette chambre il y en a deux petites de treize pieds « de longueur sur neuf de large, dont l'une, qui regarde « sur les fossés de la ville, sert encore au logement du « garde-palais, et l'autre qui a ses vues du côté de la ville, « sert de dépôt pour le greffe ; les dites trois chambres séparées par un mur, bien pavées en pierre de moellons, « crépies et séparées de l'étage supérieur par un plancher « bien solide, ayant chacune une croisée bien vitrée et munie de deux barres de fer ; de là sommes montés, par un

« degré tout neuf en bois qui est dans la tour, au second
« étage, où est une salle qui sert d'auditoire, d'environ
« vingt-six pieds de longueur sur dix-neuf de large et treize
« de hauteur. A un des bouts de laquelle salle est le siège
« des juges de dix-huit pieds en triangle, élevé sur le plan-
« cher de deux pieds et demi..... le dit auditoire
« bien planché en bas et en haut, les murs bien crépis et ou-
« verts par deux grandes croisées bien vitrées avec contre-
« vents, l'une du côté des fossés, l'autre du côté de la ville. »

La prison ne lui parut pas moins confortable. « Nous
« nous sommes rendu dans une tour carrée appelée de
« l'abbé, qu'on nous a dit aussy appartenir au roy et cha-
« pitre, et qui est éloignée de l'auditoire à environ cent
« pas, dans laquelle étant monté par un degré de pierre de
« neuf marches et hors d'œuvre, on nous a fait remarquer
« en entrant une grande et spacieuse chambre bien voûtée,
« servant de logement au geôlier et au-dessous d'icelle
« sont deux grands cachots aussi voûtés, prenant jour
« chacun par une ouverture dans la voûte, les dites ouver-
« tures grillées en fer et donnant dans la chambre du geô-
« lier..... ; au-dessus desquelles prisons il y en a encore
« deux autres semblablement voûtées par le haut... le tout
« terminé par une bonne charpente couverte en pierres. »

Juge de la Borie parlait ensuite des ressources de la ville,
de ses quatre cent cinquante maisons de belle apparence,
de ses cinq paroisses, des halles, marchés, foirail, fontaines
publiques, de l'hôpital, des communautés religieuses, de
l'école « où l'on enseigne jusqu'à la rhétorique ». « Les

jeunes gens sont peu portés à ce but, il y a cependant quelques gradués, un licencié, quatre avocats. « Le Paréage se composait d'un juge, d'un lieutenant civil et criminel, d'un lieutenant de police, d'un procureur du roi ; il y avait en outre huit charges de procureur et deux huissiers audienciers. Une seule ombre au tableau : le peu de fortune des habitants. « Plusieurs familles sont en état de vivre noblement mais l'habitant en général est fort pauvre, d'autant qu'il n'y a quasi pas de commerce. »

Ce projet conçu en 1733 ne reçut, nous l'avons vu, son application que dix-sept ans après. Cet intervalle fut employé par l'intendant de la généralité de Limoges à préparer l'organisation du nouveau tribunal, à déterminer son ressort, à dresser la liste des magistrats qui devaient le composer, à régler le prix de leurs offices.

Il fut tout d'abord question d'étendre la juridiction de la sénéchaussée de Saint-Yrieix sur les justices qui relevaient de l'ancien paréage, sur le doyenné et la prévôté de Saint-Yrieix et de comprendre en outre dans sa circonspection les paroisses suivantes : en Limousin : Saint-Julien le Vendômois, Beyssenac, Saint-Cyr les Champagnes, Saint-Eloi, Glaudon et Quinsac en partie, Le Chalard, Ladi-gnac, Saint-Nicolas, Freyssinet, Château-Chervix, Cherveix-hors-Château, Coussac-Bonneval, Feyzac, Savignac, Genès, Salagnac, Boisseuil, Teilloux, Saint-Trie, Saint-Mesmin, Combefy.

En Périgord les paroisses de Sarlaude, Angoisse, Sarrazac, Jumilhac, Saint-Priest-les-Fougères, Saint-Pierre et

Sainte-Marie, de Frugie, Saint-Paul-la-Roche, Nantiat, Chalais, Firbeix, Thiviers, Mialet et Saint-Laud.

Cette liste fut modifiée dans l'édit de création de la sénéchaussée, les justices de Coussac, Peyzac, Savignac, Salagnac, Boisseuil, Teilloux, Saint-Trie, Saint-Mesmin et Combefy en Limousin furent détachées de la circonscription et remplacées par celles de Villebranche, Chadeseyne, la Pruvie, Lavaud, Porcher, Puy-de-Milieu, Puy-de-Haut, la Chacave, l'Étang de Baudy, la Rebeyrolle, les Fargeas, Mazieras, Gabillou et Beausoleil.

En Périgord, les justices de Thiviers et de Saint-Laud furent enlevées au ressort de Saint-Yrieix et remplacées par celles de Rouffiat et de la Valouze.

Les Ephémérides de 1765 donnent l'énumération suivante des juridictions qui relevaient à ce moment-là de la sénéchaussée de Saint-Yrieix : la prévôté, le doyenné : les cinq paroisses de la ville vont au sénéchal en première instance ; Villebranche, Chadeseyne, la Pruvie, Lavaud, Puy-de-Haut, Puy-de-Milieu, La Chacane, l'Étang de Baudy, la Riberolle, la Fargeas, Mazieras, Gabillou, sont incorporées dans l'étendue des cinq paroisses et ont été démembrées de la Prévôté.

Voici quelles étaient les juridictions qui relevaient de la sénéchaussée par appel : Ségur, Beyssenac, Saint-Cyr les Champagnes, l'enclave de Savignac, Saint-Julien, Saint-Eloi, Glandon, la Meyze, Royère, Freyssinet, Château, Genès, Julhat, Angoisse, Rouffiat, Saint-Priest-les-Fougères, Lavalouze, Saint-Paul-la-Roche et Jumilhac.

Une fois fixée la circonscription de la nouvelle sénéchaussée il fallut arrêter quel serait le nombre des officiers de ce siège. L'article 3 de l'édit royal du mois de janvier 1750 en fixe ainsi la composition :

« Et pour suppléer à la dite justice (la prévôté de Saint-Yrieix qui était supprimée) et à celle de Ségur, avons créé, « érigé et établi, créons, érigeons et établissons dans notre « dite ville de Saint-Yrieix, un siège de sénéchaussée qui sera « composé d'un sénéchal de robe courte, qui sera par nous « fourni en la manière ordinaire, d'un lieutenant général « civil, d'un lieutenant général criminel, d'un lieutenant par- « ticulier assesseur civil, d'un assesseur criminel, de deux « conseillers, d'un notre avocat et procureur, d'un greffier « en chef civil et criminel, de six procureurs, d'un premier « huissier, et de deux autres huissiers audienciés ; tous les- « quels dits officiers nous créons en titres d'offices formés, « pour jouir des gages qui leur seront par nous attribués, « ensemble des mêmes droits, autorités, prérogatives, préé- « minences, franchises, libertés, profits et émoluments dont « jouissent les pourvus d'office de pareille nature et qualité. »

Il avait d'abord été question de nommer quatre conseillers mais la difficulté de trouver des titulaires capables de bien remplir l'emploi fit réduire le nombre à deux. Pour occuper les sièges créés on dut attirer les candidats par des faveurs exceptionnelles, des remises de droits, des rabais d'environ mille livres sur les grosses charges et de près de la moitié sur les petites.

Les officiers des sièges supprimés de Ségur et de Saint-

Yrieix posèrent leurs candidatures et se disputèrent les charges les plus lucratives. Jean Baptiste Teytut, juge royal des appeaux, déclara qu'il s'opposerait à toute suppression de la Cour d'appeaux de Ségur si on ne lui promettait pas le premier rang à Saint-Yrieix.

Delafont, ancien juge à Ségur et procureur depuis peu au paréage royal, ambitionnait la même place et écrivait le 17 janvier 1734 à de Tourny intendant de la généralité de Limoges : «..... Si j'avais cru qu'il fut nécessaire d'entrer
« en parole avec le juge royal des appeaux, je ne doute pas
« qu'il ne consentît bien à la demande de nos habitants, en
« ce qu'il serait lieutenant général ; il me l'a même fait
« sentir ; mais comme je souhaiterais cette place fort, en
« augmentant ma finance ou le dédommagement, la conversion ne passa pas outre. Ainsi, monseigneur, si vous
« jugez nécessaire que un arrangement avec luy soit nécessaire pour l'érection du sénéchal dont vous voulez
« nous favoriser, je tâcherai de le ménager.

« Il se dispose aussi à faire agir le peu d'habitants qu'il
« y a dans Ségur et faire valoir que les rois de Navarre ont
« habité en cet endroit infernal ; mais s'ils mettent cela en
« avant, j'ai de quoy le parer... »

Malgré les démarches de Delafont ce fut Teytut qui fut renommé lieutenant général. Celui-ci eut pour successeur Jean Teytut de la Jarrège, son fils, qui était encore en fonction en 1799, lorsque le tribunal de district fut substitué à la sénéchaussée.

Delafont fut nommé procureur du roi.

LE PRÉSIDENTIAL DE BRIVE

LE PRÉSIDIAL DE BRIVE

I

LE PRÉSIDIAL ET LA SÉNÉCHAUSSEE DE BRIVE

Il n'y eut pendant tout le Moyen Age dans tout le Bas-Limousin qu'un seul siège royal, celui de Brive et Uzerche. Sept fois par an, les magistrats institués tenaient leurs assises pendant lesquelles étaient jugés les procès civils et criminels de leur ressort : quatre de ces assises se tenaient à Brive et c'est dans cette ville que résidaient les officiers royaux et chaque année ceux-ci se transportaient trois fois à Uzerche tenir leurs assises afin d'éviter aux habitants de cette ville et des paroisses voisines ou plus éloignées qu'elle encore du chef-lieu de la sénéchaussée des déplacements longs, dispendieux et souvent fort difficiles : c'était rapprocher la justice des justiciables.

Les magistrats du siège de Brive ne faisaient pas non plus ce voyage sans difficultés et sans frais. Aussi, pour abrégé leur séjour à Uzerche sentirent-ils la nécessité de laisser dans cette ville un délégué chargé de recevoir les plaintes des justiciables, d'instruire les procès tant au civil qu'au criminel et ne leur laissèrent que le soin de décider. C'est ainsi que fut créé l'office de vice-gérant qui porta plus tard le titre d'assesseur.

Ce vice-gérant devint par la force des choses et du fait même de sa situation qui le faisait considérer par tous les justiciables comme le seul et véritable représentant de l'autorité judiciaire devint le seul et véritable juge. Celui-ci qui n'avait pourtant ni le droit, ni le pouvoir légal pour lui, prit le pouvoir réel. Il empiéta peu à peu sur les attributions mal définies qui lui étaient confiées, encouragé par les excitations qui lui venaient de toutes parts et par l'indifférence, au début, du moins, des officiers du siège de Brive. Les habitants d'Uzerche le poussaient surtout. Ceux-ci étaient très fiers de l'ancienneté et de l'illustre origine de leur cité dont ils attribuaient la fondation, à tort ou à raison, à Pépin le Bref en 760, et prétendaient que c'était ce dernier qui avait ordonné que les assises se tiendraient trois fois par an dans ses murs. Il faut ajouter qu'à cette époque l'importance de cette petite place forte était au moins égale à celle de Brive. Sa possession assurait celle de la vallée supérieure de la Vézère, elle était riche, bien défendue et dans une situation stratégique remarquable. Dans ces conditions ses habitants ne pouvaient être que jaloux de la suprématie des habitants de Brive et ils s'efforcèrent par tous les moyens, ruse ou force, d'obtenir la création d'une sénéchaussée distincte avec un ressort propre. D'autre part, les magistrats du siège de Brive ne voyaient pas d'un bon œil ces déplacements trois fois par an et, pour abrégé encore leur séjour à Uzerche, ils avaient imaginé de renvoyer aux affaires qui se tenaient à Brive bon nombre d'affaires et notamment celles qui étaient encore sans solution.

Les habitants d'Uzerche n'eurent, malgré leurs démarches, aucun succès, au début du moins. Nous voyons successivement Louis XI, Charles VIII, Louis XII et François I^{er} maintenir le *statu quo* par diverses ordonnances (Cf. *Recueil des ordonnances des rois de France*).

En 1553, les choses devaient prendre une autre tournure. L'officier qui exerçait à ce moment-là, à Uzerche, les fonctions de vice-gérant, jugea quelques causes qui avaient été portées devant lui à la grande fureur des officiers de Brive et Etienne Vielbaus, lieutenant particulier et criminel de la sénéchaussée de Brive et Uzerche, annula les procédures qui avaient été faites et cassa les jugements comme ayant été rendus par une personne qui n'avait pas le droit de juger. Appel fut interjeté par Rigoullerie de cette sentence devant le Parlement de Bordeaux. Cette querelle personnelle passionna immédiatement les habitants des deux villes, surexcita le patriotisme local à tel point que les syndics des deux villes intervinrent au procès et le soutinrent avec acharnement.

Ce procès durait encore en 1542, le Parlement n'ayant pas décidé sur le fond. Dans des conclusions présentées à cette époque le syndic de la ville d'Uzerche celui-ci demandait que le vice-gérant résidant dans cette ville « put juger extra-
« ordinairement et hors le temps des assises par prévention
« et à l'option des habitants du dict baillage de toutes causes
« ès matières civiles de quelque qualité qu'elles soyent, et
« des criminelles esquelles ny eschoit peine de mort ou
« autre punition corporelle, et ce en l'absence de lieute-

« nans général et particulier au dict siège de Brive et
« Uzerche. Ettant que touche des autres causes criminelles
« qui requièrent punition de mort ou aultre punition cor-
« porelle, que le dict vice-gérant pourrait seulement in-
« former et décréter les informations et le surplus de la
« procédure serait failte à Uzerche par les officiers du dict
« Brive, ou bien dans la dicte ville de Brive quelque temps
« après. »

Du Roy et de Salna succédèrent à Rigoullerie et à Vielbans dans leurs charges mais les passions locales ne se calmèrent pas, loin de là ; l'attitude des nouveaux magistrats ne fit que les surexciter davantage. Jehan de Roy dès son entrée en fonctions ne tint aucun compte des droits des officiers du siège de Brive et il se conduisit comme s'il avait été le seul et véritable juge. Il alla même jusqu'à interdire à Berault de Salna, lieutenant particulier à Brive et successeur de Vielbans, qui s'était transporté à Uzerche pour y tenir une des trois sessions d'assises, de juger les affaires qui seraient portées devant lui. Ce dernier le poursuit devant le Parlement de Bordeaux qui lui donna gain de cause par un arrêt en date du 5 mai 1546 qui le maintenait dans tous ses droits.

Du Roy fut plus heureux auprès de François I^{er} auquel il s'adressa directement et parvint à faire triompher ses prétentions. Il fut autorisé à juger à Uzerche pendant toute l'année et même aux époques fixées par les arrêts, si toutefois les officiers du siège de Brive étaient absents, par lettres patentes qui interdisaient formellement à de Salna

de prendre le titre de lieutenant particulier d'Uzerche. On laissait toutefois aux justiciables la faculté qui leur avait été accordée par le Parlement de Bordeaux de choisir leurs juges et de faire décider leurs procès suivant leurs conventions soit à Uzerche, soit à Brive. C'était une solution bizarre et qui devait fatalement amener des complications.

Si les deux adversaires étaient d'accord sur le choix du tribunal, c'était parfait ; mais si, au contraire, il y avait parmi eux un habitant d'Uzerche et un habitant de Brive, chacun en vertu du droit d'option qui lui appartenait assignait l'autre devant le tribunal qui était le plus proche de lui et qu'il savait lui être d'avance favorable. Il en résultait deux jugements sur le même procès et le plus souvent deux décisions contradictoires.

Le Procureur général près le Parlement de Bordeaux s'émut de cette situation et en saisit le Parlement pour voir mettre un terme à cette situation si contraire à la bonne distribution de la justice.

Une nouvelle procédure commença : Du Roy et Berault de Salra furent mandés à Bordeaux et on fit agir toutes les personnes haut placées pour appuyer les plaideurs. Brive était soutenue par la Reine en sa qualité de dame de Donzenac et par le vicomte de Turenne qui était seigneur d'une partie de Brive et qui, d'autre part, ayant un juge d'appel ne voulait pas voir la ville d'Uzerche s'élever au-dessus de lui. L'entrée en ligne de ces protecteurs donna un nouveau courage aux habitants de Brive qui redoublèrent d'activité et d'ardeur. Ils offrirent alors à Du Roy de payer tous les

frais du procès et de le désintéresser si sa charge était supprimée. Ils pensaient ainsi calmer le zèle des habitants d'Uzerche et se débarrasser de leur adversaire. Celui-ci n'accepta pas.

C'est alors qu'ils offrirent au roi de verser entre les mains du receveur du trésor royal une somme de quatre mille livres tournois, dès que la suppression du siège d'Uzerche leur aurait été accordée. C'était là le meilleur argument et leurs conclusions furent favorablement accueillies par le Conseil du roi qui ne tarda pas à faire connaître sa décision. Par lettres patentes données à Joynville au mois d'avril 1551, Henri II supprima purement et simplement le siège d'Uzerche et l'office de vice-gérant : le ressort d'Uzerche était de nouveau rattaché expressément au ressort de la maréchaussée de Brive avec « tous ses bourgs, villes, paroisses et villages ». Du Roy ne fut pas oublié et fut autorisé à se faire pourvoir d'un siège de conseiller à la maréchaussée de Brive. D'autre part, le prix de son office devait lui être remboursé intégralement et enfin les frais du procès qui furent taxés à la somme de dix écus soleil furent payés par les habitants de Brive. François Barthélemy, conseiller du roi était chargé par les mêmes.

Les syndics d'Uzerche et Jehan du Roy, qu'il avait mandés par devant lui le récusèrent, il passa outre et comme les habitants de Brive avaient versé au trésor royal la somme de quatre mille livres tournois promise, il rendit le 20 septembre 1552 une ordonnance décidant que les prescriptions de l'édit seraient exécutées. Du Roy fit appel de

cette sentence mais sans succès. Ce fut son dernier effort, il cessa ses fonctions peu de temps après.

C'est alors qu'on voit entrer en scène un nouveau personnage représentant les intérêts d'Uzerche et qui devait avoir plus de succès que du Roy, Jehan de Bonnet, licencié ès droit ; grâce à lui, ses compatriotes obtinrent plus même qu'ils n'avaient demandé : ils réclamaient l'établissement dans leur ville d'un siège royal complètement indépendant de celui de Brive, on leur accorda un présidial.

Instruit par l'expérience, de Bonnat usa des mêmes procédés que ceux qui avaient si bien réussi aux habitants de Brive. Il chercha d'abord à intéresser à sa cause un puissant personnage qu'il découvrit en la personne de François de Coligny, plus connu sous le nom de Dandelot, qui était le frère du cardinal de Châtillon et de l'amiral de Coligny. Il venait de s'illustrer en Italie et « quoiqu'il eût été fait « prisonnier pendant le siège de Parme, sa réputation militaire était restée intacte. Rendu à la liberté par la trêve « de Vaucelles, il venait de reparaitre à la Cour. Il ne « s'était pas encore déclaré ouvertement calviniste et jouis- « sait alors de toute la faveur d'Henri II. »

Les brillantes mais inutiles expéditions de Charles VIII, Louis XII et François I^{er} en Italie, la lutte de ce dernier contre Charles-Quint avaient englouti toutes les ressources du Trésor royal. On n'avait pu payer Dandelot qui avait été nommé colonel-général de l'Infanterie et dont on avait besoin pour la campagne qui se préparait contre le fils de Charles-Quint, Philippe II, allié aux Anglais. Il réclamait le

remboursement des sommes qu'il avait dépensées pendant sa captivité et le paiement de sa rançon, soit dix mille livres tournois.

De^r Bonnet apportait justement cette somme au nom des habitants d'Uzerche. Il s'engageait en outre à payer tous les frais au procès et à rembourser aux habitants de Brive les quatre mille livres tournois que ceux-ci avaient payées pour obtenir la suppression de la vice-gérance établie à Uzerche. Henri II accepta immédiatement et autorisa son trésorier à remettre entre les mains de Dandelot les sommes que ses protégés s'engageaient à verser. De Bonnet versa les dix mille tournois promises, le 5 décembre 1557, entre les mains de Nicolas de Verdun, trésorier royal.

Les habitants d'Uzerche avaient demandé une sénéchaussée, on leur accorda un présidial; craignant d'exciter par trop la haine et le ressentiment de leurs adversaires, ils déclarèrent dans une requête présentée au roi qu'ils se contenteraient d'une sénéchaussée du baillage, ce qui leur fut accordé par lettres patentes données à Paris au mois de février 1557. « Avons créé par ces présentes, dit le
« roi, un siège de sénéchal ou bailly pour y être perpé-
« tuellement tenu et exercé ordinairement et extraordina-
« rement en toutes matières civiles et criminelles..... auquel
« nous avons ordonné et estably à cette fin les officiers qui
« s'en suivent, qui seront tenus y résider pour l'administra-
« tion de la justice requise et nécessaire aux habitans et
« ressortissans du dict siège, assavoir, ung lieutenant gé-
« néral pour les causes tant civiles que criminelles, con-

« jointement ung lieutenant particulier, ¶ ung avocat et ung
« procureur pour nous, ung greffier, quatre ¶ notaires, six
« sergens, et un geolier qui servira de trompette et de
« crieur. »

Pour cette fois seulement les habitants d'Uzerche furent autorisés à présenter à l'agrément royal les personnes qu'ils désiraient voir revêtir de ces charges et pour témoigner leur reconnaissance à de Bonnet qui avait si bien soutenu les intérêts de la cité ils le nommèrent immédiatement lieutenant général. D'autre part, toutes les affaires qui étaient pendantes devant la maréchaussée de Brive et qui intéressaient les personnes habitant dans le ressort du nouveau siège royal furent immédiatement portées devant la sénéchaussée d'Uzerche.

Quant aux affaires qui étaient susceptibles d'appel, elles devaient être portées devant le Présidial de Brive qui venait d'être créé et datait de la première création (1551). Ce sont les mêmes lettres patentes données à Joynville au mois d'avril 1551 par Henri II qui avaient supprimé la charge de vice-gérant à Uzerche qui l'avaient institué.

Une nouvelle affaire devait encore être créée par les habitants de Brive à la sénéchaussée d'Uzerche qui pourtant se croyait à l'abri de toute surprise. Nous l'étudierons en détail en parlant du Présidial de Tulle. Toujours est-il que ceux-ci obtinrent, en 1572, du roi de nouvelles lettres patentes qui supprimaient la sénéchaussée d'Uzerche purement et simplement et rattachait son ressort à celui de la sénéchaussée de Brive.

Il ne fallut rien moins qu'une révolution des Etats généraux de 1576 qui se tinrent à Blois pour obtenir d'Henri III les lettres patentes qui ordonnaient le rétablissement de la sénéchaussée avec le même ressort et la même composition que ceux qui lui avaient été accordés par les lettres patentes de février 1557.

Les lettres patentes de 1576 furent immédiatement entreprises par les habitants de Brive, mais en vain, et elles furent enregistrées par le parlement de Bordeaux en 1585. A partir de cette date la lutte entre Uzerche et Brive fut terminée.

La sénéchaussée d'Uzerche, nous l'avons vu, ressortissait du Présidial de Brive. En 1637 celui de Tulle fut créé et la sénéchaussée d'Uzerche fut rattachée au Présidial de Tulle. Le Présidial de Brive n'eut donc plus à partir de cette époque que les appels de la sénéchaussée de Brive et du sénéchal de Turenne.

Nous allons maintenant étudier son ressort. Il comprenait du commencement du xviii^e siècle à la Révolution les justices suivantes ;

Les noms que nous donnons à la suite de chaque justice sont les noms des seigneurs et des juges du milieu du xviii^e siècle.

La justice d'*Argentat* qui appartenait par moitié aux religieux de l'abbaye de Carennac qui dépendait de l'ordre de Cluny et dont Fénélon fut abbé, et au curé d'Argentat, officiers : Jean Chartany du Praëllec, juge ; de Redenat, lieutenant, et Rondier, procureur d'office.

La justice d'*Aubassine*, dont le ressort s'étendait sur la paroisse du même nom appartenait à l'abbaye d'Aubassine. Guillaume Mathurin, abbé ; Brival, juge, Barthélémy Monteil, lieutenant, Jouvenel, procureur d'office.

Celle de *Brive* qui appartenait jusqu'en 1738 à trois seigneurs, le vicomte de Turenne qui vendit à cette date son vicomté à la couronne, au duc d'Ayen et aux consuls de la ville. Après 1738, il n'y a plus que ces deux seigneurs : Geouffre, juge ; Laplace, lieutenant ; Laroche, procureur d'office.

Celle de *Brignac* étendait son ressort sur les paroisses de Perpezac, le Blanc, Issaudon, Coupjours, Longniac, Agen, Segonzac, Vars, Saint-Ciprien, le Temple d'Agen, Saint-Robert, Saint-Maurice, Royiers et Cublac. Cette justice avait un ressort très vaste et très riche en cultures. Le duc d'Agen en était seigneur, officiers : Villeneuve-Dalgay, juge ; Chassaigue de Latrade, lieutenant ; Bertier de la Forge, procureur d'office.

Celle de *Nonars* qui comprenait les paroisses du Moulin d'Ornac et de Puy d'Ornac appartenait au marquis de Sauvebœuf. Elle ne comptait pas de lieutenant du juge ; officiers : Bonin des Forges, juge ; Mal, procureur.

Celle de *Saint-Olaire* avait comme ressort la paroisse du même nom et avait pour seigneur le marquis de Beuvron. officiers : Villeneuve, juge ; Bladamet, lieutenant ; Bone, procureur d'office.

Celle de *Saint-Viance* s'étendant sur la paroisse avait deux seigneurs : le comte du Saillant chez lequel résida par

la suite pendant longtemps Mirabeau (la tradition veut même que celui-ci ait arrêté les voyageurs la nuit sur la route pour les dépouiller) et à l'abbé d'Aubusson (actuellement Creuse). Officiers : Lavergne, juge ; Lachère, procureur d'office ; il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Celle de *Sainte-Ferreole* appartenait à l'évêque de Tulle et ne comprenait que la paroisse de Sainte-Ferreole. Officiers : Murat, juge ; Arnaudie, procureur d'office : il n'y avait pas non plus de lieutenant du juge.

Celle de *Servière* et *Darassac* qui comprenait ces deux paroisses appartenait au duc d'Agen. Officiers : Bos, juge ; Chassaing de Pradal, lieutenant du juge. En 1762 la charge de procureur d'office était vacante.

La justice de *Turenne* qui comprenait auparavant un juge, un lieutenant, un procureur d'office et un greffier et qui étendait sa juridiction sur la paroisse de Turenne et les cours attenantes fut supprimée en 1738 à la suite du rachat de la vicomté de Turenne par le pouvoir royal.

Celle d'*Ussac* qui comprenait cette paroisse avait deux seigneurs : M. de la Renaudie et l'abbé d'Espagnac, officiers. La Coste, juge ; Echapaze, lieutenant ; Perny, procureur d'office.

Celle de *Varennes* appartenait également à l'abbé d'Aubusson. Officiers : Roche, juge ; Dufour, lieutenant ; Delor, procureur d'office.

Celle de *Vegennes* était au marquis de Cardaillac. Elle ne comptait pas de lieutenant du juge. Officiers : La Coste, juge ; Nombrial, procureur d'office.

Celle de *Noaillac* avait pour seigneur le duc d'Agen. — Officiers : certain de Valabre, juge ; Enlafer, lieutenant ; Couder, procureur d'office.

Celle de *Noailles* et *Jugeals*, *Nespouls* et *Chasteaux* appartenaient également au duc d'Agen. Officiers : Lavergne de Bondy, juge ; Conchard de Vermeil, lieutenant ; La Coste, procureur.

Celle de *Malemort* aux portes de Brive était encore au duc d'Agen. Officiers : Salivac, juge ; Treillard, lieutenant ; Faurie, procureur d'office.

Celle de *Mausane* appartenait à deux seigneurs, le duc d'Ayen et M. de Felé. Officiers : Barutel, juge ; Sigerabe, lieutenant, et Lestrade, procureur d'office.

Celle de *Menoire* appartenait à l'abbaye de Bonnesaigne de l'ordre de Saint-Benoît. L'abbesse en était dame. Officiers : Prodel, juge ; Aimbert, procureur d'office, il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Celle de *Ligneyrac* était au comte de Ligneyrac : Officiers : Laguarigue, juge ; Salivac, lieutenant ; Gondet, procureur.

Celle de *Lissac* appartenait pour moitié chacun à deux seigneurs, M. de la Porte de Puy Mège de Mauriolles et le prieur de Brive. Officiers : La Corte frère, juge ; La Corte fils lieutenant. Rebieyre, procureur d'office.

La justice de *L'Arche* et *Saint-Pantaléon* avait pour seigneur le duc d'Agen. Officiers : Poumarel, juge ; La Corte de Barutel, lieutenant ; Perny, procureur d'office.

Celle de *Marcillac* était au marquis de Plas. Officiers :

Chaumond, juge ; Soulier, procureur d'office ; il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Celle de *Meyssac* appartenait pour un tiers chacun a trois seigneurs : M. Lamotte de Flaumond de Terme de Pierre, Taillade et aux Pères Feuillants de Tulle. Elle ne comptait pas de lieutenant du juge : Vesi, juge ; Ponchet, procureur d'office.

Celle de *Curemonte* et *Saint-Geniès* avait pour seigneur le comte de Plas, seigneur de Curemonte. Il n'y avait pas de lieutenant du juge. Officiers : Marmotel, juge ; Marche, procureur d'office.

Celle de *Collonges* était au duc d'Agen. Officiers : de Vosi, sieur de Beauregard, juge ; Voisin, lieutenant ; Chapelle, procureur d'office.

Celle de *Dampinac* et *Cosnac* était au comte de Cornac. Officiers : Polverel, juge ; Monteil, lieutenant, Lajoami, procureur d'office.

Celle de *Donzenac* avait pour seigneur le duc de Ventadour. Elle avait appartenu autrefois à la Reine de France que nous avons vu intervenir en cette qualité dans le procès entre Brive et Uzerche. Officiers : Vincent, juge ; Vincent, procureur d'office ; il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Celle de *Lentueil* appartenait à M. de la Saye. On ne trouve pas d'indication sur les officiers de cette justice.

Celle de *Gigniac* se composait de la paroisse du même nom et était au duc d'Ayen. — Officiers : Le Roux, juge ; Salviac, lieutenant ; et Lafare, procureur d'office.

Celle de *Billac* était au marquis de la Tourette. Offi-

ciers : Teylac, juge ; Marsillac, procureur d'office. Il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Celle de *Beynat* appartenait au vicomte de *Cornac*. Officiers : Bedoch, juge ; Perny, lieutenant ; Certain, procureur d'office.

Celle de *Cerillac* avait pour seigneur M. Bertin. Officiers : Antoine Neuville, juge ; Treuil, procureur d'office. Il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Celle de *Chartiers* et *Saint-Sernin de Larche* était au marquis de Larochefoucaud de Cousages. Officiers : de la Fauconnerie, juge ; La Feuille, procureur d'office ; il n'y avait pas de lieutenant du juge.

Et la justice de *Chenaillers* et *Brivezac* qui appartenait aux Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur avait pour officiers : Dupuy, juge ; Miallet, lieutenant, et Lacoste, procureur d'office.

Tel était le ressort du Présidial de Brive au commencement du XVIII^e siècle. Il ne varia plus pendant ce siècle jusqu'en 1790, époque à laquelle il fut supprimé et remplacé par le tribunal de district de Brive.

Nous examinerons en traitant du sénéchal de Turenne le ressort de la sénéchaussée de Brive jusqu'en 1738, date à laquelle la vicomté de Turenne fut vendue par son seigneur au roi Louis XV. A partir de cette date le ressort du Présidial se confond en Bas-Limousin avec celui de la sénéchaussée.

La composition du Présidial de Brive comme celle de tous les autres sièges royaux de l'ancien régime a varié

souvent au cours de son histoire. Au xviii^e siècle il avait une composition fixe et comprenait : Un premier président, un second président ; un lieutenant général, un lieutenant criminel, un lieutenant particulier ; un lieutenant assesseur (ancien siège du vice-gérant d'Uzerche), six conseillers dont un doyen, un procureur du roi et deux avocats du roi.

Voici réunis et classés en un certain nombre de tableaux les noms des magistrats du Présidial de Brive qui sont mentionnés dans les registres d'enregistrement d'édits du Parlement de Bordeaux et tous les renseignements sur ces officiers qui se trouvent dans les registres.

PRÉSIDENTS AU PRÉSIDIAL

Jacques-Gilbert de *Sahuguet-Damarzie* est cité dans les lettres de noblesse qui furent accordées en 1704 à son fils. L'édit constate qu'il avait exercé ses fonctions pendant trente ans.

Christophe *Dumas* est cité dans l'acte de prestation de serment de *Dumas de Neuville*.

Jean *Dughous* ou *Dugonou* fut pourvu du siège de *Dumas* mais non installé.

François *Dumas de Neuville* lui succéda après qu'il eut résigné ses fonctions ; il était avocat au Parlement de Bordeaux depuis le 24 mai 1686 et fut nommé par lettres pa-

tentes données à Versailles le 6 juillet 1810 : il prêta serment un an après.

A son décès il eut pour successeur Martial-François *Niclou*, qui est cité dans l'acte de prestation de serment de Vielbans en faveur duquel il résigna ses fonctions.

Gabriel *Estienne de Vielbans* était lieutenant-général au palais et fut nommé par lettres patentes données à Compiègne le 30 mai 1732.

Hugues-Joseph de *Sahuguet Damarzie* de Vialard est cité dans l'acte de prestation de serment de Reynette. Il mourut le 11 février et fut remplacé par :

Guillaume de *Sahuguet Damarzie de Puymarches* qui fut pourvu mais non installé et résigna ses fonctions en faveur de :

Jean-Hugues *Beynette*, avocat au Parlement de Paris, qui fut nommé par lettres patentes données à Paris le 7 février 1710. Il resta en fonctions jusqu'en 1790.

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX

Jacques de *Griffoulière d'Autissat*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé le 23 août 1697 à la suite de la résignation de Pierre *Duverdier*, conseiller au Présidial. C'était la veuve de son prédécesseur, Charles de *Maleduc de la Cabane*, qui l'avait fait nommer. Il ne fit que prêter son nom afin qu'elle put présenter dans les délais prescrits un

successeur ; de *Griffoulière* résigna ses fonctions en faveur de :

Jean-Elie *Lacoste*, qui résigna à son tour en faveur de :

Pierre de *Maleduc*, *sieur de la Cabane*, avocat au Présidial de Brive, qui fut nommé par lettres patentes du 18 mars 1723 données à Paris et qui prêta serment le 5 juillet suivant. A sa mort il fut remplacé par son fils.

Jean-Joseph de Maleden de la Bastille, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres datées de Compiègne le 18 juillet 1749. Il fut obligé d'obtenir des lettres de dispense d'âge (car il n'avait que vingt-huit ans moins un mois) qui disaient : « Nommé en considération « des services de Pierre de Maleden de la Cabane, Jean-Charles de Maleden et Mathieu de Maleden, ses père, aïeul « et bisaïeul qui ont exercé l'office depuis plus d'un siècle ». A son décès il fut remplacé par son frère.

François-Joseph de *Maleden de la Cabane*, avocat aux Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Fontainebleau le 17 juillet 1764 et prêta serment le 9 février 1765. Il était alors âgé de cinquante-trois ans et obtint par lettres patentes du 9 août 1764, la validation des inscriptions de droit prises par lui à la faculté de Paris du mois d'avril 1729 à juillet 1730 et la permission de passer l'examen de licence es-droit civil et canonique devant la faculté de Bordeaux. Il fut remplacé à son décès survenu le 8 décembre 1778 par son fils.

François-Joseph-Marie de *Maleden de la Bastille*, avocat au Parlement de Bordeaux qui n'était âgé que de vingt-

quatre ans et six mois et obtint des dispenses d'âge pour cinq ans et six mois à la condition de n'avoir voix délibérative qu'à partir de vingt-cinq ans. Il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 27 janvier 1779 et prêta serment le 31 mars de la même année. Son père avait résigné ses fonctions en sa faveur le 10 novembre 1777 lorsqu'il mourut.

Il acheta au sieur Guillaume de Vielbares, lieutenant-général de police, son office et obtint la réunion des deux titres sur sa tête. La suppression du second office fut prononcée par lettres du 28 janvier 1781 qui furent enregistrées par le Parlement de Bordeaux le 28 mars 1783. Ce fut le dernier lieutenant général du siège d'une longue lignée de magistrats qui avaient occupé le même siège pendant plus d'un siècle.

LIEUTENANT PARTICULIER

De Fieux est cité dans l'acte de prestation de de J. de la Bachelerie qui lui succéda après son décès.

Joseph *de la Bachelerie* était déjà conseiller au même siège depuis le 9 avril 1707, il fut renversé par lettres patentes données à Paris le 29 décembre 1718 et ne prêta serment que deux après, le 2 mars 1720. A son décès il eut pour successeur son fils.

Jean *de la Bachelerie*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui obtint des lettres de dispenses d'âge en date du 19 avril

1734 pour sept ans et dix mois (il n'était âgé que de 27 ans) à la condition qu'il ne pourrait juger qu'à partir de vingt-cinq ans et présider qu'à partir de l'âge de trente ans accomplis. Il fut relevé de cette dernière condition par lettres patentes données à Compiègne le 9 juillet 1739.

LIEUTENANT CRIMINEL

Thibaut-Henry *de la Jugie de Faucon*, avocat au Parlement de Paris depuis le 21 novembre 1695, fut nommé en remplacement de son père décédé par lettres patentes données à Versailles le 4 juillet 1709. Celui-ci, Gabriel de la Juprin, avocat au Parlement de Bordeaux, avait été adopté par son oncle François de Faucon dont il ajouta le nom au sien et dont il avait pris l'office au décès de celui-ci. Il avait été nommé le 23 juin 1651 et mourut le 25 décembre 1704. De *la Jugie de Faucon* résigna ses fonctions en faveur de :

François *Boulg de Lavergne*, qui fut pourvu mais non installé et résigna à son tour en faveur de

Hélie *Boutot*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Paris le 20 janvier 1734 et prêta serment le 13 mars suivant.

Joseph *Cerou* est cité dans l'acte de prestation de serment de son successeur de *Toulzac* en faveur duquel il résigna ses fonctions.

Pierre-Jacques *de Toulzac*, avocat au Parlement de Bor-

deaux, fut nommé par lettres patentes en date du 20 août 1784 à Paris et ne prêta serment que le 16 février 1785.

ASSESEURS CIVIL ET CRIMINEL

Jacques *Dalby* qui mourut avant d'avoir été installé succéda à son père ; il est cité dans l'acte de prestation de serment de son successeur.

Christophe *Lausade*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui n'avait à ce moment-là que vingt-trois ans et dut obtenir des lettres de dispense d'âge pour sept années. Il fut nommé par lettres données à Versailles le 13 août 1751 et ne prêta serment que le 13 mai 1752. Il résigna ses fonctions le 8 janvier 1865 en faveur de :

Jean *Gaye*, ancien lieutenant en l'élection de Brive, avocat au Parlement de Bordeaux, qui dut obtenir des lettres de dispense d'alliance, son beau-frère Latreille de Lavarde étant conseiller au Présidial de Brive. Il fut nommé par lettres données à Paris le 24 avril 1765, prêta serment le 4 juin suivant et mourut en 1779 ; il fut remplacé par :

Anne Raymond *de Vielbans*, avocat au Parlement de Bordeaux qui n'était âgé que de vingt-cinq ans et quatre mois et dut obtenir non seulement des dispenses d'âge pour quatre ans et six mois mais encore des lettres de dispense de parenté, son oncle maternel Parcher étant conseiller au Présidial de Brive. Il fut nommé par lettres patentes don-

nées à Paris le 30 octobre 1781 et prêta serment le 30 janvier 1782.

CONSEILLERS

Michel *Noiret*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres patentes données à Saint-Germain-en-Laye le 26 février 1675, son père François Noiret ayant résilié ses fonctions en sa faveur.

Pierre de *l'Estant* résigna ses fonctions en faveur de :

Gabriel *Gage*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres données à Versailles le 25 avril 1675.

François *Nauche* fut eunobli par lettre du mois de décembre 1701, enregistrée au Parlement de Bordeaux.

Joseph de la *Bachelerie* fut nommé par lettres du 9 avril 1707 et fut pourvu en 1718 de l'office de lieutenant particulier au présidial de Brive.

Duverdier ne nous est connu que par l'acte de prestation de serment de son fils qui lui succéda après son décès.

Charles *Duverdier*, avocat, qui fut nommé par lettres des-nées à Versailles le 3 avril 1715 et prêta serment le 18 décembre de la même année.

Hérard *Dalmaïs* eut pour successeur après sa mort son fils.

Jean *Dalmaïs d'Autissat*, avocat au Parlement de Bor-

deaux, qui fut nommé à Fontainebleau le 7 octobre 1740 et prêta serment le 18 mars 1741.

A partir de cette époque il nous est possible de reconstituer la liste des officiers de chaque siège.

Premier siège : Joseph *Maillard* ne nous est connu que par l'acte de prestation de serment de son fils qui lui succéda après son décès.

Jean-Baptiste *Maillard*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes du 28 février 1750.

Guillaume *Touzy*, avocat au Parlement de Bordeaux, lui succéda lorsqu'il eut résigné, le 30 mars 1779, ses fonctions en sa faveur et fut nommé le 16 juin 1779.

Deuxième siège : Gabriel de *Planche-Gaye* eut pour successeur à son décès :

Léonard Ausset *Latreille*, sieur de Lavarde, avocat au Parlement de Bordeaux, qui n'était alors âgé que de vingt et un ans et dut obtenir des lettres de dispense d'âge, fut nommé par lettres patentes données à Paris le 20 février 1750. Il fut nommé conseiller honoraire le 4 juin 1787. Il avait auparavant, le 11 janvier 1786, résigné ses fonctions en faveur de :

Pierre Vincent *Cessac*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Paris le 11 juin 1786.

Troisième siège : Pierre *Desroches* est cité dans l'acte de prestation de serment de Pascher qui lui succéda après son décès.

Jean *Pascher*, avocat au Parlement de Toulouse, fut

nommé par lettres patentes en date à Versailles du 17 novembre 1760 et prêta serment le 26 janvier 1761. Il fut nommé conseiller honoraire en 1784 et résigna la même année, le 12 janvier 1784, ses fonctions en faveur de :

Liberal *Treilhard*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres données à Versailles le 28 janvier 1784 et prêta serment le 21 mai suivant.

Quatrième siège : *Laval* ne nous est connu que par l'acte de prestation de serment de *Louhiat* : il eut pour successeur après son décès :

Jean *Louhiat de Lachapelle*, avocat au Parlement de Toulouse, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 6 septembre 1761 et prêta serment un an après.

Cinquième siège : Pierre *Bellet de Lartigue* eut pour successeur à sa mort :

Pierre *Maillard de Bellefonds*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes, données à Paris le 13 mars 1765, et résigna ses fonctions le 6 octobre 1788 en faveur de

Jean Guillaume *Vayne*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé, par lettres en date à Paris du 10 décembre 1788 et prêta serment le 12 mai 1789. Il ne devait pas longtemps conserver ses fonctions.

Sixième siège : Jean *Geoffre* est cité dans l'acte de prestation de serment de *Salviat* qui lui succéda après sa mort.

Libéral-François *Salviat*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé, par lettres patentes données à Paris le

14 février 1776, prêta serment le 27 avril de la même année et résigna ses fonctions le 29 décembre 1785 en faveur de

Jérôme *Chiniac de la Bastide*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettre en date à Paris du 22 février 1786 et prêta serment le 24 mai 1786.

PROCUREUR DU ROI

Etienne de *Verlhac* ne nous est connu que par l'acte de nomination de son fils qui lui succéda après sa mort.

Jean de *Verlhac*, avocat au Parlement de Bordeaux, dut obtenir des lettres de dispenses d'âge ; il fut nommé le 19 février 1701 et ne prêta serment que le 12 janvier 1703, deux ans après. Il mourut le 20 janvier 1745 et eut pour successeur son fils :

Jean de *Verlhac*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui par lettres patentes en date du 22 juillet 1746 données à Versailles fut nommé « à cause, dit le titre, des services « que nous ont successivement rendus ses ancêtres dans « l'exercice de la dite charge depuis 1533..... » Cet office n'était en effet pas sorti de cette famille depuis cette date et devait y rester jusqu'à la Révolution. De *Verlhac* résigna en effet ses fonctions en faveur de son fils

Jean de *Verlhac*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui dut obtenir des lettres de dispenses d'alliance, son beau-frère, Marie-Guillaume de Vielbares, étant lieutenant-gé-

néral de police, fut nommé par lettres en date à Paris du 19 juillet 1738 et prêta serment le 5 septembre de la même année.

AVOCATS DU ROI

Premier office.

Pierre *Lescot de Martainville* eut pour successeur après sa mort son fils .

Pierre *de Lescot de Martainville*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé à Versailles le 27 juillet 1707, prêta serment le 11 janvier 1708 et résigna ses fonctions le 1^{er} mai 1730 en faveur de

Pierre Salles qui était subdélégué de l'intendant de la généralité de Limoges en la ville et élection de Brive et résigna à son tour ses fonctions en faveur de son fils

Joseph *Salles*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui dut obtenir des lettres de dispenses d'âge pour huit mois et des lettres de dispenses d'alliance, étant par sa mère petit-neveu de Duverdier, conseiller avant d'être nommé le 28 février 1742 par lettres données à Paris. Il eut pour successeur à son décès

Jean-Baptiste *Alguay*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 12 novembre 1757 et prêta serment en janvier 1758.

Deuxième office.

Hugues *Maigne* succéda à son père et fut à son tour remplacé à sa mort par son fils

Alexandre *Maigne*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui était né le 30 décembre 1681 et fut nommé le 10 novembre 1709 à Versailles. A son décès son fils

Jean-Baptiste *Maigne de Sarazac*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres en date à Paris au 17 janvier 1750 et prêta serment le 10 août de la même année.

Cet office n'était pas sorti de la famille depuis 1597.

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX DE POLICE

Cette charge héréditaire fut créée par un édit du mois d'octobre 1699. Le premier officier de ce siège fut

Joseph *Dubois*, ancien commissaire pour la revue des troupes, subdélégué des intendances en la généralité de Limoges et maire de Brive qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 7 février 1700 et résigna le 17 mai 1727 ses fonctions en faveur de

Gabriel Estienne de *Vielbans*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres en date à Versailles du 19 mars 1728. — Les gages s'élevaient à la somme de trois cents livres. — Il fut pourvu le 30 mai 1732 de l'office

de président au Présidial de Brive et exerça concurremment ces deux charges. Il résigna ses fonctions mais pour sa charge de lieutenant général de police seulement, en faveur de son fils

Guillaume de *Vielbans*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui dut obtenir non seulement des lettres de dispenses de parenté mais d'alliance. Son père en effet avait conservé sa charge de président au présidial et son beau-frère La Bachellerie était lieutenant particulier. Ces lettres lui furent accordées à la condition que leurs trois voix ne compteraient que pour une seule s'ils étaient du même avis dans une délibération. Il fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 9 mai 1757 et prêta serment le 25.

Cet office, réuni à celui de lieutenant général dont était alors titulaire François-Joseph-Marie de Maladen de la Bastille, fut supprimé par lettres du 28 janvier 1781, enregistrées par le Parlement de Bordeaux le 28 mars 1783.

« Le présidial de Brive, dit le mémoire de de Bernage, intendant de la généralité de Limoges (1698), « était autrefois plus considérable, ayant été démembre en partie « pour en composer celui de Tulle qui fut créé depuis. Il « comprend cent quarante petites villes, bourgs ou paroisses, huit châtellenies et cent cinquante justices de « seigneurs.

« La justice ordinaire de la ville et paroisse de Brive « appartient aux seigneurs ducs de Bouillon en qualité de « barons de Malemort et encore aux sieurs, maires et consuls de Brive qui en sont co-seigneurs. Ils n'ont tous

« qu'un seul et même juge et qu'un seul et même procureur d'office.

« La principale juridiction ressortissant au présidial de Brive est le siège de la vicomté de Turenne..... »

.

« Les plus considérables justices, après celles-là, sont :
« Noailles, Malemort, Agen, Douzenat, Saint-Aulaire,
« Castelnovel, Saint-Viame, Cosnac et plusieurs autres
« justices particulières dont la plupart appartiennent à
« M. le Maréchal duc de Noailles et le reste à plusieurs seigneurs ecclésiastiques. »

Et il ajoute parlant du présidial de Brive : « Il n'y a dans
« ce siège aucun officier qui mérite distinction par sa capacité. La plupart sont pauvres et leurs charges sont de
« peu de valeur. »

Le duché de Noailles était composé de quatre anciennes châtelainies et de vingt-quatre paroisses dont quelques-unes étaient situées dans le Périgord. Les quatre châtelainies étaient Agen, Larche, Mauzat et Terasson. Celle d'Agen fut acquise en 1581 par François de Noailles, évêque de Dax (1555 à 1562) qui l'acheta à Henri IV alors qu'il n'était encore que roi de Navarre ; elle fut érigée en comté en mars 1593 en faveur d'Henry de Noailles, lieutenant général et gouverneur de Rouergue ; elle comptait 59 vassaux.

Ces quatre châtelainies furent érigées en duché sous le titre de Noailles en 1663, en faveur d'Antoine de Noailles, premier capitaine des gardes du corps et père du maréchal de Noailles.

Saint-Aulaire appartenait au marquis de ce nom, lieutenant général de la province du Limousin.

La terre de Saint-Viaux appartenait au marquis de ce nom.

Castelnovel appartenait au marquis d'Aubusson de la maison du maréchal de la Feuillade. Cette terre était depuis deux cents ans, au commencement du XVIII^e siècle, dans cette maison.

La terre de Cosnac appartenait à la princesse d'Egmont et relevait de l'évêché de Limoges.

Celle du Pecher était au sieur de Saint-Chamont.

Et enfin celle de Lostanges au marquis de ce nom. Il faut ajouter à cette liste la vicomté de Turenne dont nous parlerons à part pour avoir la liste complète des terres titrées situées dans le présidial de Brive.

C'est dans cette ville que siégeait le Présidial. La ville de Brive, dit le mémoire de de Bernage, « est située sur le bord
« du Bas-Limousin... dans un vallon assez spacieux dont
« les costeaux sont ornés de vignes et de bois châtaigniers
« et le paysage très agréable. C'est peut-être pour la beauté
« de sa situation qu'on la nomme Brive la Gaillarde. Ses
« maisons sont presque toutes bâties de pierre de taille et
« couvertes d'ardoises ; enfin c'est la plus jolie ou pour
« mieux dire c'est la seule jolie ville du Limousin. Elle con-
« tient environ mille feux et près de quatre mille âmes
« (aujourd'hui 25 000). Les habitants ne font aucun com-
« merce que celui des vins qu'ils recueillent dans leur can-
« ton, et des bestiaux dont on fait trafic dans le pays.

« Cette ville n'est pas chef-lieu de titre ; elle appartient à
« trois co-seigneurs, sçavoir à MM. de Bouillon et de
« Noailles comme barons de Malemort et aux maires et
« consuls de Brive. L'évêque de Limoges est seigneur su-
« zerain de cette ville. »

Le présidial de Brive fut définitivement supprimé en
1790 et remplacé par un tribunal de district.

LA COUR D'APPEAUX DE SAINT-ROBERT

La Cour d'appaux de Saint-Robert fut plus heureuse que celle de Ségur : elle survécut jusqu'à la révolution et ne fut supprimée que le 23 octobre 1790. Elle a dû sans doute sa longue existence au peu de ressort de son étendue et à la sagesse de ses juges qui évitèrent d'attirer par des procès avec les sièges voisins l'attention sur eux et sur leur cour.

Elle ne comprenait en effet dans son ressort que les juridictions de Larches, de Terasson qui était dans le Périgord, de Mausac et du comté d'Agen.

Son siège fut transporté à Larches, le 4 septembre 1787, cette ville étant mieux placée au centre du ressort de la cour d'appaux.

Les appels de ses sentences étaient portés devant le Présidial de Brive et son tribunal était le même que celui seigneurial de Saint-Robert d'abord, de Larches ensuite.

On ne trouve aux archives que quatre pièces se rapportant à cette juridiction.

III

LE SIÈGE DE TURENNE

OU SÉNÉCHAL DE TURENNE

« La principale juridiction ressortissant au Présidial de
« Brive, — dit le mémoire de de Bernage, — est le siège de
« la vicomté de Turenne, qui a beaucoup de justices parti-
« culières, bourgs et paroisses dont les causes ressortissent,
« en première ou seconde instance, au sénéchal de Turenne
« et en seconde et troisième à celui de Brive.

« C'est, ajoute-t-il, la plus belle terre pour les droits et
« franchises qui soyt peut-estre en France. Elle a été au-
« trefois possédée en toute souveraineté et l'était encore
« par Raymond du temps de Louis le Jenne. »

C'est au commencement du x^e siècle qu'un vicomte de Turenne (probablement Rodulfe) rendit hommage au roy à condition que cette vicomté ne pourrait être mise « hors de la maison de sa Majesté » et que lui et ses successeurs, vicomtes de Turenne, continueraient à jouir de tous les droits réguliers, avec la même liberté que leurs prédécesseurs. Saint Louis, néanmoins, ayant cédé par le traité d'Abbéville, en 1259, à Henri III, roi d'Angleterre, le duché

de Guyenne écrivit à Raymond VI, vicomte de Turenne, de ne pas faire de difficulté pour rendre hommage à celui-ci. « Et il obéit, mais toujours avec la mesme reserve de tous « les droits reguliers qui sont expliqués au long dans les « traités » (consulter les libertez, franchises du vicomte de Turenne, 1640, 1658, in-4°).

« Depuis les rois de France les ont toujours confirmés « et en dernier lieu sa Majesté glorieusement régnant, « par ses lettres du 12 may 1656. Encore qu'il ne se lève « aucun droit au profit du Roy dans toute l'étendue de « cette vicomté qui contient les villes de Turenne, Beau- « lieu, Argentat, Saint-Céré, Meyssac et Colonges et « quatre-vingt-dix bourgs ou paroisses, M. de Bouillon y « établit presque tous les droits que sa Majesté fait lever « dans son royaume, et les impositions ordinaires sont ré- « glées par les délibérations des états du païs convoqués de « l'autorité du vicomte. La taille seule monte à trente et « tant de mille livres. Il y a d'ailleurs les droits de papier « timbré, controle des exploits et les dons gratuits faits de « temps en temps par les Etats.

« Enfin cette terre est également considérable tant par « noblesse de ses droits que par son revenu. Elle ne l'est « pas moins par ses mouvances. Il y a une très grande « quantité de terres et de fiefs qui en relèvent. M. le duc « de Bouillon compte entre les principaux : Castelnau. La- « garde, Salagnac, Lappleau, Saint-Julien, Souliac, La « Bastide, Carbonnières, Montal, Hautefaye, Rugay, Saint- « Bobil, Duport, Soursac, Beynat, Brivezac et plusieurs

« autres (Cf. *Bulletin de la Société historique de Brive*,
« tome II, page 405. Etat des Châtellenies de la vicomté
« de Turenne). »

Après les appeaux du Limousin, appelés aussi appeaux volages ou frivoles, la plus antique institution de même nature, dont il soit fait mention dans les vieux documents, est celle de Turenne. Les vicomtes de Turenne avaient obtenu des ducs d'Aquitaine au commencement du xiii^e siècle, le privilège de tenir sur leurs terres un juge des premières appellations. Ce droit leur fut confirmé par une lettre royale de 1281. Le vicomte de Turenne, Raymond VI avait appuyé à l'aide de ses troupes une expédition que fit Philippe le Hardi en 1276 en Navarre. En récompense, le roi reconnut formellement les libertés et franchises de la vicomté et le droit de rendre la justice, en matière civile, criminelle ou mixte et de connaître des premières appellations : «cognitio hominum qui sunt de Foro suo et
« cujuscumque facti ex contractu, delecto sen quasi, sive
« mixto dependentis ; etiam primarum appellationum et
« primi Ressorti..... ».

Ces privilèges furent confirmés par Jean I^{er}, d'autres disent Jean II, au vicomte Guillaume, neveu de Clément VI par une lettre dans laquelle il était fait mention de cette parenté, écrite de Villeneuve, près le Pont d'Avignon, en décembre 1350.

Il obtint encore, à la même date, du même prince, une charte rappelant son droit de tenir un juge d'appeaux.
«Nous donnons et concédons et en toute propriété et

à perpétuité, disent les lettres patentes de décembre 1350, en latin (*Ordonnance des rois de France de la 3^e race*, t. VI, pages 524 et 35), la reconnaissance et l'exercice des premières appellations, le droit de premier ressort et de supériorité que nous avons tant sur la susdite vicomté, dans la ville et le lieu de Brive dite la Gaillarde, le château de Saint-Céré, que sur toutes les villes, tous les lieux, châteaux, châtellenies, territoires ou dépendances quelconques de la vicomté de Turenne, et, sur toute autre terre que le dit vicomte possède médiatement ou immédiatement, conjointement avec d'autres, ou séparément ou autrement de n'importe quelle façon, dans l'étendue de notre royaume, avec haute juridiction; donnant et accordant au dit vicomte à ses héritiers, etc... plein et libre pouvoir d'instituer, surveiller, destituer et déposer les sénéchaux, baillis, juges, sergents ou tous autres officiers de quelques noms qu'on les nomme, d'en instituer d'autres à leur place, toutes les fois qu'il leur plaira, lesquels auront compétence, jugeront, feront exécuter leurs sentences, tant en matière civile qu'en matière criminelle ou mixte. »

Et, par les mêmes lettres patentes, le roi faisait défense au sénéchal de Périgord et à tous ses autres officiers de s'immiscer dans la connaissance des premières appellations du ressort de Turenne et ordonna de soumettre au tribunal du vicomte Guillaume les appels que l'on relevait jusqu'à lui et mandait à ses sujets qu'ils devaient soumission et obéissance à leur suzerain dans l'exercice de ses fonctions.

Ces lettres patentes furent approuvées et confirmées en

faveur du vicomte de Turenne Guillaume III par le roi Charles V, le 9 septembre 1734 (ordonnance des rois de France, t. VI, page 35) et une seconde fois par Louis duc d'Anjou et régent de France par lettres patentes du mois d'octobre 1380.

Une autre ordonnance de la seconde moitié du xv^e siècle maintenait aux vicomtes de Turenne le droit de tenir un juge d'appaux, c'est l'ordonnance de Louis XI datée du mois de mai 1374 qui maintenait ce privilège.

Depuis cette date les rois de France n'eurent plus à défendre le vicomte de Turenne, ils devinrent au contraire les ennemis de cet petit « État dans l'État » qui sut conserver son autonomie et sa physionomie particulière jusqu'à sa suppression qui eut lieu après le rachat de la vicomté de Turenne.

Il y avait au pied et dans l'enceinte de la forteresse de Turenne un palais de justice dans lequel siégeait la Cour d'appaux, composée d'un juge, de son lieutenant, d'un procureur et d'un greffier et qui était en même temps une justice seigneuriale.

En cette qualité elle connaissait en première instance des contestations s'élevant sur un certain nombre de paroisses, parmi lesquelles on en comptait huit qui étaient situées dans la partie quercinoise de la vicomté et le ressort de la sénéchaussée de Martel. (Pour le surplus de la partie quercinoise de la vicomté les appels étaient portés devant la sénéchaussée de Martel et devant le Présidial de Tulle). Les paroisses de cette catégorie qui se trouvaient situées dans le

Limousin étaient celles de Turenne, Lignerac, Noailles, Noaillac, Lanteuil, Reynat, Dampinac, Lagarde, Jugeals, Charteaux, Linac, Chartriers, Saint-Sernin de Larche, Estivals, Nespouls, Branceilles, et pour la partie quercinoise que nous ne citons ici que pour mémoire : Cremusac, Cuzame, Saint-Bonnet, Valeyrac, Sarrazac, Cavanias, Gupriac, Boursoles, Reirevignes, Beissac, Saint-Palacy, Saint-Félix et Saint-Michel.

Il y avait, d'autre part, trente-trois paroisses appartenant à des seigneurs particuliers dont les sentences des justices allaient en premier appel devant le sénéchal de Turenne juge d'appel et en second appel devant la sénéchaussée de Brive. C'étaient les justices suivantes :

Celle de *Meyssac* qui appartenait à divers co-seigneurs ;

Celle de *Saint-Bausire* qui appartenait à M. de Saint-Julien ainsi que

Celle de *Saint-Julien* ;

Celle de *Maumont* ;

Celle de *Marcillac* qui appartenait au comte de Plas ;

Celle de *Serillac* qui était à divers seigneurs ;

Celle de *Lostanges* à M. de Montalembert ;

Celle de *Curemonte* au comte de Plas ;

Celle de *Vegennes* au marquis de Cardaillac ;

Celle de *Lachapelle aux Saints* à divers co-seigneurs ;

Celle de *Queyssac* au marquis de Queyssac de Cour ;

Celle de *Puy-d'Arnac* au marquis de Sauvebamp ;

Celle de *Nonars* à divers seigneurs ;

Celle de *Tudeils* qui appartenait au vicomte de Ginul et

Celle de *Sainte-Geniès* qui était au comte de Plas.

Il y avait en outre dans la vicomté de Turenne 44 paroisses dont les appels des justices étaient portées directement au Présidial de Brive et de là au Parlement.

Le juge de Turenne abandonna de bonne heure ce titre de juge d'appeaux pour celui plus honorifique de sénéchal auquel il avait droit et c'est sous ce titre qu'il nous est connu à partir de 1246. On le voit intervenir à chaque instant dans la vie de la vicomté, assister aux délibérations des États, s'occuper de tous les détails de l'administration en dehors de la justice.

Le titre de sénéchal lui convenait mieux pour d'autres raisons encore. Les vicomtes de Turenne avaient successivement aliéné, pour faire face aux dépenses considérables que leur imposait l'entretien du château et de la vicomté et aux prodigalités qui devaient les conduire à vendre leur terre à Louis XV, une partie de leurs vastes domaines.

Dans ces ventes successives qu'ils avaient consenties à leurs vassaux, ils s'étaient dépouillés au profit de ceux-ci de la basse et moyenne justice et même de la basse moyenne et haute justice, se réservant au contraire leur ressort d'appel et le droit d'hommage. Ces paroisses ne dépendaient d'aucune autre châtellenie que de celle de Turenne dont elles avaient fait partie et elles se trouvaient situées dans la partie de la vicomté qui s'appelait anciennement *Vicaria amacensis* et bien qu'elles appartenissent en toute justice pour la plupart à leurs seigneurs, ceux-ci devaient hommage au vicomte.

Cela ne faisait point l'affaire des seigneurs désireux de

secouer le joug de leurs anciens maîtres, aussi essayèrent-ils, à la faveur des récentes ordonnances du roi de France, de faire supprimer la Cour d'appeaux de Turenne. François II ayant décrété que pour mettre fin à de nombreux abus, les seigneurs n'auraient à l'avenir qu'un seul siège de justice dans la même ville et que ceux qui étaient en possession de deux degrés de juridiction devaient opter à bref délai entre les deux tribunaux sous peine de nullité de toutes les décisions émanant d'eux. Les seigneurs dont les appels des justices allaient en premier ressort devant le sénéchal de Turenne pensèrent qu'ils pourraient, en s'appuyant sur ce texte, faire supprimer celui-ci, du moins en tant que juge d'appeaux.

Il n'en fut rien et le roi Charles IX, par des lettres patentes en date du 23 août 1564, confirma purement et simplement le droit pour le vicomte de Turenne de tenir un juge d'appeaux.

Ce droit, il le conserva jusqu'en 1738, c'est-à-dire jusqu'au moment du rachat par Louis XV de la vicomté de Turenne. Il est vrai que dès le xv^e siècle le juge de Turenne ne portait plus le titre de juge d'appeaux et avait pris celui de sénéchal.

En 1738, le siège de Turenne fut supprimé non seulement comme siège d'une Cour d'appeaux mais même comme justice seigneuriale ; les appels des sentences des justices furent portés en première instance devant la sénéchaussée de Brive ; on détruisit de fond en comble l'ancienne organisation de la vicomté ; les états ne furent plus

convoqués et furent remplacés par des élus. La partie limousine de la vicomté fit partie de l'élection de Brive. Son territoire était le suivant. « Au nord, la Vézère lui sert de « limites jusqu'à son confluent avec la Corrèze. Elle dé- « borde à partir de ce point sur la rive droite de la Cor- « rèze sans s'en écarter beaucoup, gagne Favars et Pois- « sac et s'arrête au confluent de la Arone, à quelques cents « mètres des portes de Tulle.

« A l'est, elle descend presque en ligne droite de « Ventadour qu'elle laisse en dehors jusqu'à la Dordogne « entre Soussac et Neuvee.

« Au sud-est elle prend une grande partie de la Xaintrie « limousine entre la Dordogne et le Doustre jusqu'aux con- « fins de l'Auvergne.

« Les deux rives de la Dordogne lui appartiennent du « Doustre jusqu'à la Cère, mais elle ne sort guère de sa « vallée, Mercœur étant son point extrême vers le sud. « Après la Cère elle s'enfonce dans le Quercy en remon- « tant le bassin de la Bave jusqu'à Lentillac et Aynac. La « Dordogne l'enferme ensuite au sud-ouest à part quelques « localités situées sur sa rive gauche. »

On y comptait sept petites villes dont quatre dans la partie limousine : Beaulieu, Argentat, Turenne et Servièrès, environ douze cents villages ou hameaux avec huit mille cinq cents feux.

Lorsque la vicomté fut, en 1738, incorporée au royaume elle comprenait dans la partie limousine les paroisses suivantes : Turenne, Jugeales, Saint-Hilaire de Cornil,

Chameyrat, Vernasal, Ussac, Dampriat, Lauteuil, Malemort, Noailac, Liguierac, Collonges, Saillac, Chauffour, Beynat, Meyssac, Saint-Bazile de Meyssac, Marcillac la Croze, Saint-Julien Maumont, Sérilhac, Lostanges, Curemonte, La Chapelle aux Saints, Végennes, Queyssac, Saint-Geniez, Puy d'Aurac, Nouards, Tudeils, Billac, Beaulieu, Atillac, Mercœur, Brauceilles, Liourdes, Soniac, Astaillac, La Garde, Lissac, Charteaux, Chartrier, Ferrière, Saint-Cemein, Estivals, Nespouls, Noailles, Argentat et Servières.

IV

LE JUGE DES SEPT CAS DE BEAULIEU

Il existait à Beaulieu une justice appelée des sept cas dont il n'est resté aucune trace dans les documents. Cette justice fut réunie à celle de la ville par une ordonnance du vicomte de Turenne du mois de février 1572.

LE PRÉSIDENTIAL DE TULLE

LE PRÉSIDIAL DE TULLE

I

LE PRÉSIDIAL ET LA SÉNÉCHAUSSEE DE TULLE

Le siège présidial de Tulle fut créé en 1637 et la sénéchaussée d'Uzerche qui ressortissait au début du présidial de Brive fut rattachée à celui de Tulle. Cela ne se fit pas sans difficultés et la même lutte qui se déroulait entre le Présidial de Brive et le siège d'Uzerche se déroulait, d'autre part, entre le siège de Brive et celui de Tulle. Cette lutte ne dura pas moins d'un siècle, de 1463 à 1553, et présenta de nombreuses analogies avec celle que nous venons d'étudier en parlant du présidial de Brive. On y voit tour à tour triompher l'un ou l'autre parti. De 1551 à 1553, c'est-à-dire pendant deux ans, Brive arriva à supprimer le siège de Tulle qui était établi comme sénéchaussée dans cette ville depuis 1523 et il n'y eut pendant ces deux années-là qu'un siège royal unique pour tout le Bas-Limousin : celui de Brive. A force d'énergie et de sacrifices les habitants de Tulle arrivèrent à faire rétablir leur sénéchaussée et même à obtenir un présidial.

Ce ne fut pas sans peine. Dès le début, en effet, les habitants d'Uzerche avaient obtenu, lors du voyage de Louis XI en Limousin, le droit de tenir chaque année trois sessions

d'assises dans leur ville et en les rattachant purement et simplement au ressort de Brive on les dépouillait d'un droit acquis. Il n'en était pas de même des habitants de Tulle. Malgré leurs démarches incessantes leurs demandes avaient été repoussées et les efforts tentés successivement auprès de trois rois étaient demeurés infructueux.

Nous voyons en août 1463 Louis XI refuser de reconnaître les titres des Tullistes par lettres patentes données à Alluyes, près Bonneval (Eure-et-Loire) (1). Ceux-ci soutenaient qu'ils avaient droit à un siège de justice royal parce que les lieutenants des sénéchaux du Limousin avaient tenu fréquemment leurs assises à Tulle pendant les guerres contre les Anglais. « Ils avaient tenu leurs assises à Tulle, comme
« territoire emprunté, et non pas es villes de Brive et Uzer-
« che, lesquelles villes et mesmement la dicte ville de Brive
« et habitants d'icelles, à l'occasion d'icelles guerres, et
« pour eux entretenir en notre obéissance et de nos pré-
« décesseurs, ayant esté comme désertes et dépeuplées et
« ne osoient aller ne conserver les dicts sénéchaux ou leur
« lieutenans pour crainte es doubte de gens de guerre de
« guerre de nostre royaume que pour les ennemis d'ice-
« luy... » Ce fut sans succès.

Cela ne les découragea pas et ils présentèrent la même requête auprès de chaque nouveau roi. En 1492, Charles VIII repoussait leur demande avec autant de rigueur que son père.

Et cependant non seulement ils s'adressaient par voie de

(1) Cf. Ordonnances des rois de France (Recueil).

supplique directement au pouvoir royal et essayaient d'obtenir de lui par faveur la décision qu'ils sollicitaient, mais encore ils essayaient de décourager les sièges voisins plus heureux et de les amener, pour avoir la paix, à consentir à la création d'un siège dans leur ville, par des procès incessants et sans nombre devant le Parlement de Bordeaux.

Cette dernière tactique n'eut aucun succès, officiers et habitants de Brive à Uzerche se défendirent avec d'autant plus d'énergie qu'ils étaient attaqués plus fortement. Ni les uns, ni les autres n'avaient intérêt à voir installer à leur porte un nouveau siège royal de justice, qui leur aurait fait une concurrence sans merci.

Les officiers des sièges de Brive et d'Uzerche y voyaient un intérêt immédiat : le ressort du nouveau siège serait pris sur le leur et partant le nombre des procès diminuerait ce qui aurait pour conséquence de diminuer également les bénéfices de leurs offices.

Les habitants de ces deux villes avaient deux raisons : la première était une question d'orgueil et la seconde une question pécuniaire. La présence dans une ville d'un juge supérieur de justice amenait de nombreux plaideurs qui y séjourneraient longtemps et en profitaient pour faire des achats. Les commerçants et les corps de métiers avaient donc le plus grand intérêt à empêcher la création d'un nouveau centre commercial dont la prospérité aurait été un obstacle à celle de leur cité. La petite industrie et le commerce peuplaient seuls en effet à cette époque les villes.

Les habitants de Tulle ne furent pas plus heureux auprès de Louis XII qu'auprès de ses prédécesseurs, bien qu'ils eussent réduit leurs prétentions ; ils ne sollicitaient plus en effet qu'un siège ordinaire qui aurait deux audiences par semaine. « Remontrant qu'il estait requis et très nécessaire aussy le faire pour le reppos et soullaigement de son peuple et augmentation de son domayne, attendu que, en la dicte ville, y avait siège ypiscolal et que estoit la ville de tout le bas païs de Limosin mieulx peuplée de gens, scituée et assise en païs fertile au milieu de la sénéchaussée de Limosin et que la dicte ville de Brive estoit scituée sur les limites de la dite sénéchaussée..... »

Le roi ne se laissa pas toucher par toutes ces raisons qui du reste étaient fausses ou sans fondement et après avis de son Conseil privé mandant les ordonnances de ses prédécesseurs.

Cet état de choses dura jusqu'en 1509. A cette date Louis XII alors sur la fin de son règne finit par accorder par lettres patentes une partie de ce que désiraient si ardemment les habitants de Tulle. Il ordonna qu'il y aurait chaque semaine une audience à Tulle, pendant laquelle seraient jugées toutes les affaires qui se présenteraient ordinaires ou extraordinaires.

Bien que les lettres patentes ne nous fixent pas sur l'organisation de cette nouvelle juridiction, il y a lieu de supposer qu'il se passa à Tulle ce qui s'était passé à Uzerche et qu'on installa un vice-gérant avec les mêmes attributions. D'autre part, il est établi qu'il y avait un lieutenant civil et

un lieutenant criminel de la sénéchaussée de Tulle qui appartenait à la sénéchaussée de Brive (François Meynard, lettres patentes du 18 juin 1514 et François Dumas, lettres patentes du 18 mars 1520).

Toujours est-il qu'un sieur Martial de la Garde, qui devait remplir les fonctions de vice-gérant en l'absence de membres délégués du Présidial de Brive, prit de lui-même le titre de lieutenant particulier du sénéchal de Limousin, en résidence à Tulle, et fit publier partout qu'il venait d'être créé dans cette ville un nouveau siège royal. Une audience devait avoir lieu le mardi de chaque semaine pour l'expédition de toutes les affaires et aussitôt il se mit à rendre la justice comme s'il agissait régulièrement.

Cet excès de zèle pour les intérêts de ses compatriotes lui fut fatal. Si Brive et Uzerche avaient supporté sans trop de protestations l'établissement d'un vice-gérant chargé de préparer les affaires en l'absence des officiers royaux qui avaient seuls le droit de les juger, ils ne purent souffrir de le voir lui-même rendre la justice ; les officiers étaient les premiers à protester, car le nouveau juge leur enlevait une bonne part de leurs bénéfices et n'hésitèrent pas à porter l'affaire devant le grand conseil du roi.

Celui-ci, par un arrêt en date du 13 juin 1516, rétablit les choses dans leur état ancien. Mais les habitants de Tulle qui avaient été si près du but et qui avaient cru le tenir ne se laissèrent décourager par rien et obtinrent enfin par lettres patentes de 1523 la création d'un siège royal dans leur ville et la nomination d'officiers qui devaient y rendre la justice.

Le conseiller du Présidial de Brive, Charles de La Mothe, fut chargé de se transporter sur les lieux pour organiser la nouvelle juridiction.

Il se heurta à une opposition formidable : des personnages importants du pays, tant ecclésiastiques que séculiers, et parmi eux les deux grands feudataires du Bas-Limousin, le vicomte de Turenne et Gilbert, comte de Vendatour, le duc d'Albany, des représentants de certains bourgs ou villages, froissés dans leurs intérêts privés et furieux d'avoir perdu dans la lutte qu'ils soutenaient depuis si longtemps, cherchèrent par tous les moyens à empêcher cette installation et firent appel de toutes les sentences de la nouvelle sénéchaussée devant le grand conseil du roi.

De là une suite d'interminables procédures devant toutes les juridictions connues, enquêtes, contre-enquêtes, arrêts, productions de titres, etc., qui dura jusqu'en 1550.

Jusqu'à ce moment-là les deux villes d'Uzerche et de Brive avaient mené de concert la campagne contre Tulle ; elles avaient les mêmes intérêts dans la lutte. Uzerche possédant des titres importants les avait prêtés à son alliée pour fournir une preuve plus péremptoire. C'est alors que Brive, se sentant puissamment protégée, voulut en profiter. Elle garda par devers elle les titres de son alliée et lutta seule et contre celle-ci et contre Tulle. Uzerche, privée de ses moyens de défense, succomba et resta privée de sa sénéchaussée pendant plusieurs années. Tulle subit le même sort. Les prétentions de Brive avaient été soutenues devant Jehan-Jacques de Mesmes, seigneur de Rouny, maître des

requêtes au grand conseil et chargé de rapport par François de Peyrat « dict de Jugeals », lieutenant général de la sénéchaussée de Brive et d'Uzerche.

Tulle avait confié la défense de ses intérêts à Jehan Joubert, enquêteur à la sénéchaussée de cette ville et à Jean de Puydeval doyen de son église et on entassait procédures sur procédures lorsque Jugeals s'avisait de passer par dessus la tête de tous les magistrats et de s'adresser directement au roi en lui demandant la suppression des deux sièges de Tulle et d'Uzerche. Suivant l'usage de l'époque, il appuyait sa requête de la meilleure recommandation : il offrait de payer au trésor royal la somme de deux mille livres tournois et de désintéresser les adversaires en leur remboursant tout ce qu'ils avaient dépensé pour la création de leurs sénéchaussées.

C'est en vain que Puydeval faisait appel aux meilleurs arguments : il soutenait que si au début on avait refusé d'établir un siège à Tulle, on avait bien été obligé d'y établir une sénéchaussée, parce que c'était un progrès qui s'imposait ; qu'en effet, il y avait soulagement pour les populations qui pouvaient se faire rendre justice sans être obligées de se transporter à l'extrémité de la province ; que Tulle était une ville importante dont les marchés étaient fort achalandés, à ce point que les habitants des environs de Brive étaient obligés d'y porter leurs récoltes pour les vendre, qu'il y avait enfin à Tulle le siège épiscopal, l'élection du Bas-Limousin et le receveur des tailles. Ces arguments restaient sans effet à raison de l'appui que prêtaient

à ses adversaires les grands seigneurs du Bas-Limousin et surtout l'offre de dix mille tournois et malgré l'offre de payer au trésor royal la somme de quinze mille livres si le roi maintenait le siège créé en 1523, celui-ci fut supprimé par édit au mois d'avril 1551 qui rattachait le ressort de la sénéchaussée de Tulle à celui de Brive et nommait François Barthélémy conseiller du roi pour assurer son exécution.

Non seulement alors Brive était le seul siège royal du Bas-Limousin, mais encore on créait presque immédiatement un présidial composé des mêmes juges que ceux de la sénéchaussée et qui devait connaître en appel des sentences des sénéchaussées de Brive et de Martel.

Ce succès ne devait pas durer. Les habitants de Tulle avaient confié à cette époque la défense de leurs intérêts à deux de leurs compatriotes : Pierre Ferris, juge ordinaire de la ville, et Bertrand Fegerdye, bourgeois. Ceux-ci requièrent tous les arguments qu'ils avaient déjà fait valoir, y compris la promesse de verser au trésor royal la somme de quinze mille livres tournois.

Ces arguments jugés sans valeur en 1551 furent trouvés excellents en 1553 : la situation était tout autre : les dix mille livres versées par les habitants de Brive étaient dépensées et ceux-ci ne pouvaient faire de nouveaux sacrifices. Les besoins du trésor royal étaient toujours considérables. Victoire resta au plus offrant et un édit du mois de juin 1553 rétablit le siège de Tulle.

Ferris et Fegerdye s'engageaient au nom de leurs conci-

toyens à supporter de lourdes charges. Ils devaient rembourser aux habitants de Brive toutes les sommes que ceux-ci avaient payées pour faire supprimer le siège de Tulle, soit aux habitants de cette ville et aux officiers de la sénéchaussée, soit au trésorier royal. De plus, ils versèrent entre les mains de M^e André Rageau, trésorier du roi, une somme de quinze mille livres tournois. Ce ne fut pas tout, il fallut récompenser les protecteurs dont l'influence avait amené la réussite de l'affaire. Baluze dans son *Historia Tutelensis* (p. 251) nous fait connaître ces chiffres. « In monumentis
« domesticis reperis Franciscum Turrianum Vicecomitem
« Turenensem tractum in partes nostras negotium illud
« multum promovine ea auctoritate qua plurimum vabetat
« in aula, eique pro itinere quod propterea ferit salutas
« fuisse quinque mille septingentas et quinquaginta libras,
« domesticis vero ejus ducentas trigenta. Magna præterea in
« pecuniæ allis quoque soluta est, in primis vero magistro
« hospitu Ducis Nivernensis bis nulle et herentæ libræ, se-
« cretario Annæ Montmorencii Conestabuli mille centum
« et quiquaginta. Tandem ergo reducta est sedes senes-
« challi apud Tutelam literis datis meus Junio anni MDLIII.
« Eam que obeansam urbs nostra interlit in ararium
« regium quinde cim millia librarum ad damna vero Briven-
« sium resarcienda et in alias impensas decem et octo
« mille centum viginti rex libra cum decem solidis profusa
« sunt... »

Le territoire qui avait composé son ressort fut de nouveau distrait de celui de la sénéchaussée de Brive et c'est du

reste devant le présidial de cette ville qu'était porté l'appel de ses sentences. Il était créé par le même édit des offices pour le nouveau siège : un lieutenant général civil et criminel, un lieutenant particulier, un procureur du Roy, un avocat du Roy, un enquesteur et un greffier. Le nombre de ces magistrats fut bientôt augmenté, on créa des sièges de conseillers et les fonctions attribuées au lieutenant général furent réparties entre deux magistrats distincts, le lieutenant général civil et le lieutenant général criminel.

Le lieutenant général civil réclama en 1569 la suppression des deux offices de conseillers nouvellement créés et offrait de payer deux mille livres tournois si on faisait droit à sa requête et si on lui accordait le droit de toucher les gages annuels de ces deux offices-qui s'élevaient à deux cents livres.

Rien n'était plus variable à cette époque que la composition des tribunaux. Aussi de la Garde n'eut-il pas de peine à obtenir la suppression de ces deux sièges et l'« unyon à l'office de lieutenant général par lettres patentes du mois d'avril 1569 enregistrées au Parlement de Bordeaux le 19 février 1570.

Ces changements ne furent pas les seuls introduits dans l'organisation et le ressort du nouveau siège royal : Tulle, qui obtint par lettres patentes du 15 juillet 1637 un présidial, dut subir une diminution de compétence territoriale à cause de la création de la sénéchaussée ducale de Ventadour que nous étudierons plus loin.

Le présidial de Tulle comprenait au commencement du

xviii^e siècle la sénéchaussée ducale de Ventadour, la sénéchaussée royale d'Uzerche, une partie de celle de Martel qui avait été distraite du présidial de Brive auquel elle appartenait auparavant par un édit du 16 juillet 1566, et la sénéchaussée de Tulle.

Le ressort de celle-ci comprenait les justices suivantes :

Celle de la ville de *Tulle*, était le seigneur était l'évêque de Tulle et qui comprenait dans son ressort les paroisses de Saint-Pierre et Saint-Julien de Tulle, celle de Laguenne sur deux ou trois villages dans celle de Naves et autant dans celle de Sainte-Fortunade. Cette justice était importante et son personnel était en rapport. Voici les noms des officiers de ce siège d'après l'almanach de Guienne pour l'année 1762. Nous donnerons avec chaque justice le nom des seigneurs et des officiers à cette époque : Melon, juge, Lafaunie, lieutenant, Vialle, procureur d'office, et Ville-neuve, greffier.

La justice du *chapitre de l'Eglise de Tulle* qui appartenait au chapitre de l'église et étendait son ressort sur les paroisses de Saint-Hilaire Foissac, une partie de celle de Saint-Clément, celle du Bousquet, sur une partie des environs de Tulle, la paroisse d'Albunac en partie, celle d'Espaignac en partie, Saint-Sylvain en partie, Sulliac en partie et Saint-Paul en partie. Le personnel était aussi nombreux que celui de la justice de la ville. Serre, juge ; Ferrès, lieutenant du juge ; Vachot, procureur d'office ; Sudone, greffier.

Celle de la *Prévôté de l'Eglise de Tulle* comprenait dans

son ressort les paroisses à Orliac de Bar, partie de celle de Naves, partie de Chanat, Saint-Bonnet-Avalonge en partie et quelques villages dans la banlieue de Tulle. Le personnel comprenait un juge, son lieutenant, un procureur d'office et un greffier. Le grand prévôt de l'église de Tulle en était le seigneur. — Vachot, juge ; Dunel, lieutenant du juge ; Laporte, procureur d'office ; Sudom, greffier ; M. de Ferrès, grand prévôt.

Celle d'*Aix* avec les paroisses d'Aix et d'Eygurandes appartenait au duc de Ventadour. Elle ne comprenait qu'un seul magistrat, le juge. Les appels de celui-ci étaient portés en 1^{er} appel devant le sénéchal de Ventadour, en 2^e devant la sénéchaussée de Tulle. — Demichel, juge.

Celle de *Laroche*, comprenait dans son ressort les paroisses de Champagnac, Laroche, Gros-chastang, Gumont, Ladignac en partie, Saint-Pardoux, La Croisille, Saint-Martin-la-Meanne. Le seigneur en était le marquis de Canilhac. Elle ne comptait également qu'un seul magistrat. — Labonon, juge.

Celle de *Marc-Latour* qui s'étendait sur la paroisse du même nom avait la même composition ; elle appartenait en seigneurie au doyen de l'église de Tulle. — Farge, doyen. — Jubert, juge.

Celle du *Port-Dieu* appartenait à l'abbé du Port-Dieu ; elle comptait dans son ressort les paroisses du Port-Dieu, de Merlines, de Monestier et de Saint-Bonnet. — M. Demichel, juge.

Celle de *Chameyrac* avait comme ressort la paroisse du

même nom ; elle ne comptait qu'un seul magistrat. — Du-bois, seigneur ; Chauchet, juge.

Celle de *Saint-Hilaire le Peyroux* appartenait au même seigneur et s'étendait sur les paroisses de Saint-Hilaire le Peyroux et Vernasal. Un seul magistrat. — Pouch, juge.

Celle de *Favars* comprenait les paroisses de Favars en partie, Saint-Meixens, Saint-Germain-les-Vergnes en partie. — M. Merigonde, seigneur. — Vachot, juge.

Celle de *Saint-Germain* avait pour ressort une partie de la paroisse du même nom et appartenait au seigneur de Saint-Germain. Un seul magistrat, Debar, juge.

La Prévôté de Favars comprenait une partie de la paroisse de Favars et quelques villages dans celle de Saint-Meixens. Elle appartenait naturellement au roi. — Lacombe, prévôt. — Lanot, juge.

La justice de *Lagarde* avec comme ressort une partie de la paroisse du même nom appartenait à M. de Subige. En 1762 la charge de juge était vacante et comme c'était le seul magistrat du siège, la justice chômait.

Une autre justice de *Lagarde* dont le ressort comprenait l'autre partie de la paroisse. Celle-ci avait comme seigneur M. de Lauttromie : Jubert, juge.

Celle de *Servières* comprenait les paroisses de Servières, Haute-Fage, Haute-Brousse, Saint-Genyeix du Merle et appartenant au duc d'Agen, un des plus puissants seigneurs du Bas-Limousin. — Un seul magistrat : Bos, juge.

La justice de *Bort* ville avait comme ressort la ville de

Bort et ses dépendances ; elle appartenait au prieur de Bort-Millages, juge.

Celle de *Saint-Chamans* avait un ressort très vaste ; il comprenait les paroisses de Saint-Chamans, Monceaux, Forges, Saint-Pardoux, Saint-Bonnet le Vert, Saint-Silvain en partie et appartenait au marquis d'Escars ou des Cars, puissante famille du Haut-Limousin. — Jarrige de Bellefonds, juge.

Celle de *Bellechassaigne* appartenait à la commanderie de l'ordre de Saint-Jean et Jérusalem qui possédait sur la limite du Limousin et de la Marche de très vastes domaines. — Le ressort de cette justice s'étendait sur les paroisses de Saint-Merid aux Oussines, Belle-Chassaigne, Thalamy, la Tourette, l'Estards, Chavanac et Mille-Vaches, Chaveroche, Couteix et Couffy. La justice était rendue au nom du commandeur de Belle-Chassaigne. — Peyré de la Jugie, juge.

Celle de *Seilhac* qui s'étendait sur une partie de la paroisse du même nom appartenait au comte de Seilhac-Ventefoul, juge.

Celle de *Treignac* était une des plus anciennes justices du ressort et avait même compté autrefois un juge d'appiaux. Elle s'étendait sur les paroisses de Viam, Pradines, Perols, Orluc, Bassanges, Bugat, Bonnefon en partie et Bugeat. Elle appartenait au marquis de Boysce. Elle avait été formée de la réunion de deux justices siégeant à Treignac toutes les deux mais avec un ressort différent. — La-chaud, juge.

Celle de *Saint-Victour* avait comme ressort presque toute l'étendue de la paroisse du même nom. Le seigneur en était M. de Lacombe, propriétaire de l'usine de « fusils boncaniens » c'est-à-dire pour la chasse à la grosse bête qu'il avait fondée à Tulle. Un seul magistrat : Milanges, juge.

La Prévôté de Clergoux comprenait la paroisse de Clergoux et celle de Vitrac en partie. Chobière, juge.

La justice de Gimel avait un ressort relativement vaste et comprenant les paroisses de Gimel, Saint-Martial de Gimel, Chanal en partie, Saint-Pardoux de Gimel. Le seigneur en était M. de Lantrillac qui était également seigneur de Tudeil. Leyrac, juge.

Celle de *Saint-Prieuch de Gimel* ne comprenait que cette paroisse, M. Mensac de Labartide, seigneur. Villeneuve, juge.

Celle de *Sainte-Fortunade* comprenait une partie de la paroisse du même nom et appartenait au seigneur du lieu. Darnieux, juge.

Celle de *Saint-Clément* était peu importante et s'étendait sur la paroisse de Saint-Clément en partie ; le seigneur en était M. de Gardouf. Bourguet, juge.

Celle de *Saint-Exupery* qui appartenait au vicomte Daphier s'étendait sur toute la paroisse de Saint-Exupery. Duteil, juge.

Celle de *Saint-Julien-au-Bois* comprenait les paroisses de Saint-Julien-au-Bois, de Saint-Privat et de Malènes : elle avait pour seigneur le duc d'Ayen.

Celle de *La Rochette* appartenait au comte de Lavar et comprenait les paroisses d'Espaignac en partie, de Saint-Paul en partie et de Paudrigues. Lanot, juge.

Celle de *Saint-Angel* avait pour ressort les paroisses de Saint-Angel en partie et de Lignares. Elle appartenait à l'abbaye des Pères bénédictins de Saint-Angel. La justice était rendue au nom de l'abbé par Duteil, juge.

Celle de *Chanteuix* appartenait par moitié à l'abbaye d'Aubazines et aux chartreux du Glaudier. Elle comprenait les paroisses de Chanteuvel de la Grolière en partie ; Germain, juge.

Celle de *Bar* avait pour ressort la paroisse du même nom. Le seigneur en étant M. de Gardouf ; de Lavialle, juge.

Celle de *Beaumont* appartenait de moitié au marquis de Saint-Jal, gouverneur du Bas-Limousin, et au prieuré de Saint-Salvador. Le ressort s'étendait sur les paroisses de Beaumont, Saint-Salvador, Chaumeil ; Maurianges, juge.

Celle de *Beaulieu-ville* étendait son pouvoir sur la ville de Beaulieu et ses dépendances. Il lui avait été remis l'ancienne juridiction des sept cas de Beaulieu par une ordonnance du vicomte de Turenne. Elle appartenait à M. de Lavialle ; Bony, juge.

Celle de *Mercœur* appartenait de moitié au marquis d'Estresses et au comte de Castelnau, le puissant vassal des vicomtes de Turenne à qui il payait chaque année un œuf de tribut qui était porté de Turenne au château sur un char en grande pompe. Son ressort comprenait

les paroisses de Camp, de Mercœur et de Sexcles. Breuil rendait la justice pour le compte du marquis d'Estunes et Manoulier pour M. de Castelnaud.

Celle de *Saint-Bauzire*, avait pour ressort la paroisse du même nom ; elle appartenait au seigneur du lieu.

Celle de *Saint-Martial d'Entraignes* s'étendait sur cette paroisse. Le seigneur en était le marquis de Gibanel.

Celle de *Bonnaygue* qui s'étendait sur la paroisse de Saint-Freygeoul appartenait à l'abbaye de Bonnaygue. Le seigneur était l'abbé.

Celle de *Lafaigue*, s'étendant sur toute cette paroisse, appartenait au prieuré de Lafaigue. Le prieur en était seigneur ; de Rocquemaurel, prieur ; Chabrière, juge.

La *Prévôté des Plas* dont le ressort se composait de la paroisse des Plas ; Floucaud, juge.

La justice du *Chastang* avait comme ressort la paroisse du Chastang en partie ; M^{me} Duverdier, seigneur ; Vialle, juge et seul magistrat du siège.

Celle d'Aubazine appartenait à l'abbaye d'Aubazine, une des plus considérables du Bas-Limousin ; elle était de l'ordre de Saint-Bernard ainsi que celle de Bonnaygue dont nous avons déjà parlé et qui en était issu. La justice étendait sa juridiction sur les paroisses de Cornhil en partie, du Chastang en partie et d'Albussac en partie. L'abbé d'Aubazine en était seigneur ; Brivac, juge.

Celle d'*Argentat-ville* avait comme ressort la ville d'Argentat et ses dépendances. Le seigneur en était l'abbé de Carennac qui se trouvait dans le Quercy. Fénelon fut abbé

de Carennac et y résida longtemps. La tradition veut que c'est là qu'il ait composé le *Télémaque* et pour conserver ce souvenir on a donné à l'île qui se trouve sur la Dordogne en face de l'abbaye le nom d'île de Calypso.

Celle de *Bassignac-Haut* appartenait au comte de Laval et ne comprenait que la paroisse de Bassignac.

La *Prévôté de Brivezac* se réduisait également à cette seule paroisse. Ce bourg fortifié a joué dans l'histoire du Bas-Limousin au Moyen Age un rôle assez important à cause de sa situation dans une gorge resserrée sur la Dordogne qui était le chemin naturel des bandes qui s'organisaient pour le pillage ou pour les armées. Il fut pris et repris maintes fois.

La justice de *Valette* qui appartenait aux religieux de Valette avait dans son ressort la paroisse de Labesse et celle de Loursac en partie.

Celle de *Reygades* qui appartenait à Métivier de Labesse ne comprenait que la paroisse de Reygades.

Celle de *Saint-Germain-le-Lièvre*, avait comme ressort la paroisse du même nom. Le seigneur était M. de Saint-Germain Daumanon, juge.

Celle de *Saint-Merd* appartenait au maréchal duc de Noailles et étendait sa juridiction sur la paroisse de Saint-Merd aux Oussines.

Celle de *Goullès* s'étendant sur cette paroisse appartenait à l'archiprêtre de Goullès. — De Commarque, archiprêtre ; Veyrac, juge.

Celle de *Lagorsse* appartenait au seigneur du lieu et avait

comme ressort une partie de la paroisse de Seilhac. — Vergue juge.

Celle de *Saint-Augustin* avec comme ressort la paroisse du même nom appartenait pour moitié chacun à deux seigneurs, le duc de Ventadour et M. de Beyssac. — Terriou, juge.

Celle de *Saint-Cirgues* appartenait également à deux seigneurs : au curé de Saint-Cirgues dont la paroisse était le ressort de la justice, et au marquis de Pleaux.

Celle de *Saint-Pardoux-le-Vieux*, qui était au marquis d'Aulezy, étendait sa juridiction sur les paroisses de Saint-Pardoux-le-Vieux et de Saint-Martial-le-Vieux.

Celle de *Sarroux* appartenait à M. de Pierrefitte et comprenait la seule paroisse de Sarroux.

Celle de *Serandon* avec la paroisse du même nom était en contestation et les habitants portaient leurs causes au sénéchal de Tulle.

Celle de *Veyrières* appartenait à l'abbé de Couras. Son ressort se composait des paroisses de Vedrennes, de Bonnefond en partie, de Saint-Yrieix-le-Defalou en partie. — Chassain, juge.

Celle de *Tarnac* comprenait les paroisses de Tarnac et de Peyrelevade et appartenait au baron de Tarnac. — Plazanet, juge.

Celle de *Saint-Sulpice-Freytet* était au baron de Rochefort. Les paroisses de Saint-Sulpice, de Freytet, de Soursac et de Rochefort en partie étaient son ressort. — Espinane, juge.

Celle de *Sarran* avec la paroisse de Sarran avait deux seigneurs, M. de Gimel et M. de Laselve et un seul juge. — Terrion, juge.

Celle de l'*Estranges* qui comprenait dans son ressort les paroisses de l'Estranges et de Pleaux appartenait au seigneur du lieu. — Grenier, juge.

Celle de *Reilhac* avec les paroisses de Reilhac, Ceintrie et Saint-Bonnet le pauvre avait pour seigneur le marquis de Saint-Projet. — Fumel, juge.

Et enfin la justice de *Bonnesaigne* dont le ressort se composait des paroisses de Còmbressol, Bonnesaigne et Maussac, appartenait en seigneurie à l'abbesse de Bonnesaigne. Cette abbaye de femmes de l'Ordre de Saint-Benoît était gouvernée par une abbesse perpétuelle et possédait vingt-cinq religieuses ; elle fut absorbée par la suite par le couvent de Sainte-Claire de Brive. Ses abbesses furent de haute lignée : Dauphine de Chabannes en 1469, Claude de Lévy-Ventadour en 1683, Léonarde d'Ussel, en 1777. Elle était réputée mondaine. — Du Boucheron, juge.

Voici maintenant que nous avons étudié le ressort de la sénéchaussée de Tulle l'état des paroisses dépendant du sénéchal de Ventadour et ressortissantes au présidial de Tulle :

Ussel, Aleyrac, Ambrugeac, Champaignac-la-Noaille, Champaignac-le-Pauvre, Chirac, Corrèze, Couderc, Darnet, Davignac, Esgletons, Eyrem, Feix, Fournols, La Mazière, Laval, Le Jardin, Le Monestier de Ventadour, Marsihlac, Mextes, Monestier, Meyrignac, Neuvié, Palmes, Perets,

Peyrinac, Roche-les-Peyroux, Roche près Feyt, La Chapelle-Spinasse, Latronche, Saint-Merd-les-Aussines, Rozières, Saint-Cestiers, Saint-Dezery, Saint-Dionni, Saint-Etienne-les-Peyroux, Saint-Cemin-Lavaloup, Saint-Hilaire-Luc, Saint-Hypolite, Sainte-Marie, Senengom, Soudeilles, Saint-Remy, Valingues, Ventefoux, Mexques, Lestranges, La Bartine et Marguides.

A cette liste il faut ajouter les paroisses du sénéchal d'Uzerche ressortissantes au présidial de Tulle. C'étaient celles d'Uzerche, Espartignac, Treignac, Peyrinac, Affieux, Saint-Hilaire-les-Courbes, Mauzanes, La Celle, Reilhac, La Vinadière, Chambent, Sonderres, Meilhards, Ormesson, Aulonzac, l'Eglise-aux-Bois, Saint-Pierre-le-Château, Allanac, Margontier, Eylrine, Chamberet, Vigeois, Saint-Gal, Chamboulive, Pierrefitte, La Grolière, Sachoc, Estivaux, Saint-Bonnet-Sadroc, Saint-Pardoux-Lortigue et Raffiniac.

Toutes ces paroisses, tant du sénéchal de Tulle, de celui d'Uzerche que du sénéchal ducal de Ventadour ressortissaient du présidial de Tulle. Il faudrait ajouter à cette liste, pour avoir le ressort complet de ce présidial, la liste des justices de la sénéchaussée de Martel en ressortissant. Mais comme celle-ci ne rentre pas dans le cadre de notre sujet nous ne la citerons que pour mémoire.

Le personnel du Présidial de Tulle se composait d'un Président au Présidial, d'un lieutenant général, d'un lieutenant particulier, d'un lieutenant criminel, d'un assesseur criminel, de cinq conseillers dont l'un était clerc, d'un

Procureur du Roi, d'un avocat du roi et d'un lieutenant général de police.

Voici la liste office par office de ces magistrats du commencement du XVIII^e siècle à 1790.

PRÉSIDENTS AU PRÉSIDIAL

Le premier en titre fut :

Jean-Baptiste *Faucon* qui est cité dans les lettres de position de son fils et successeur en faveur duquel il résigna ses fonctions.

Jean-Charles de *Faucon*, avocat au Parlement de Toulouse, fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 17 octobre 1712 et prêta serment le 19 décembre 1712. Son extrait baptistère est du 14 mars 1681.

François-Martial de *Perrès de Laprade* fut conseiller du roi en son grand conseil ; il est cité dans les lettres de provision de son fils et successeur en faveur duquel il résigna ses fonctions.

Jean de *Perrès de Laprade, sieur de la Feuillade*, avocat au Parlement de Bordeaux ; il obtint par lettres du 4 juillet 1745 des dispenses d'âge, car il n'était âgé que de vingt-six ans et huit mois ; il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 16 juillet 1745 et prêta serment le 20 août de la même année.

Jean-Charles de *Jaucen de la Geneste* lui succéda ; il mourut en 1753 et fut remplacé par son fils.

Etienne-Charles-François de Jaucen de Poissac, avocat au Parlement de Bordeaux, qui était né le 26 novembre 1733 et dut obtenir des lettres de dispenses d'âge qui lui furent accordées à la condition qu'il n'aurait voix délibérative qu'à partir du jour où il aurait vingt-cinq ans accomplis, et qu'il ne présiderait qu'à trente ans. Il fut nommé par lettres patentes en date à Versailles du 22 avril 1755 et obtint mainlevée de la restriction qu'il ne présiderait qu'à trente ans le 9 février 1759.

Pourvu en 1760 d'un office de conseiller au Parlement de Bordeaux, il fut autorisé, par lettres du 24 octobre de la même année, à accumuler les deux fonctions, et à en toucher les traitements, à la condition de ne pas exercer la charge de président de Présidial et de la résigner dans le délai de trois ans... à cause, disent les lettres de provision « des services rendus par ses aïeux dans l'office de président depuis la création du présidial sans interruption ».

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX

Jean-Joseph de Chabanes, avocat au Parlement de Bordeaux, fut présenté par Martial de Uary le titulaire. Un arrêt du Parlement de Bordeaux du 13 juin 1675 ordonna une enquête de bonne vie et mœurs sur son compte. Il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 6 juin 1675 et fut remplacé après sa mort par

Jean *Borderie*, escuyer, sieur de Lavour, avocat au Parlement de Bordeaux, qui était né le 17 novembre 1682 et n'avait par conséquent pas à ce moment-là trente ans. D'autre part, son père était lieutenant général de police au Présidial de Tulle, ce qui lui donnait entrée et voix délibérative au siège de cette ville ; il dut obtenir des lettres de dispense d'âge et de parenté qui lui furent accordées à la condition, que si dans les délibérations, son père et lui étaient du même avis, leurs deux voix ne compteraient que pour une seule. Nommé par lettres patentes données à Fontainebleau le 12 août 1708, il prêta serment un an après, le 15 juillet 1709. Il fut remplacé par

François Martial *de Fenis*, grand prévôt de l'église de Tulle, qui est cité dans les lettres de provision de son neveu et successeur Ferrès de Laprade en faveur duquel il fut condamné à se démettre. Un arrêt du Parlement de Bordeaux, en date du 16 juillet 1712, lui ordonna de fournir dans le délai d'un mois sa procuration *ad resignandum* au dit Fenis de Laprade, faute de quoi ledit arrêt vaudrait procuration.

Un arrêt confirmatif fut rendu par le conseil du roi le 15 janvier 1714, déboutant de l'opposition le grand prévôt de Fenis et Audoul, avocat du roi en ses conseils.

Martial-François *de Fenis*, sieur de *Laprade*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres données à Versailles le 10 février 1714 qui constataient que « les
« mêmes fonctions avaient été exercées par les bisaïeul,
« père et grand-oncle du dit de Fenis de Laprade qui ont

« rempli d'autres charges fort difficiles en des temps trou-
« blés, avec la plus grande distinction..... en outre son
« trisaïeul Pierre et son aïeul Ignace ont mérité d'être
« honorés du titre de conseillers d'Etat. » Il fut remplacé
par

Martial *Borderie de Vernejoux*, qui eut lui-même comme
successeur à son décès.

Etienne *Darluc*, licencié ès lois, qui était né le 1^{er} décembre 1706 (extrait baptistère) dut obtenir des lettres de dispenses d'âge qui lui furent accordées à la condition qu'il ne présiderait pas avant d'avoir atteint la trentième année et qu'il passerait après le conseiller qui aurait le droit de présider ; il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 12 avril 1732 et prêta serment le 30 mai suivant. Il fut relevé de la restriction de ne pas présider avant trente ans par lettres du 24 mai 1733 et résigna ses fonctions le 1^{er} février 1786 et fut nommé lieutenant général honoraire par lettres du 10 mai de la même année.

Antoine *Melon*, avocat au Parlement de Bordeaux, lui succéda le 22 février 1785 et prêta serment le 27 mars.

LIEUTENANTS PARTICULIERS

Etienne *Janisson* mourut le 2 janvier 1702 et fut remplacé par

Jean-François *Jarrige, sieur de Bournazel*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres patentes

données à Versailles le 2 juillet 1602 qui portent : « In-
« formé que le dit Jarrige est fort versé dans les belles
« lettres, d'une grande érudition, d'une ancienne famille de
« la province de Limousin, recommandable par son mé-
« rite, sa grande probité et ses emplois dans les charges de
« robe et de finances ; que le dit sieur Jarrige son père
« exerce encore aujourd'hui l'office de conseiller en l'élec-
« tion de Tulle, y ayant esté continué par son mérite dans la
« dernière suppression que nous avons faicte de plusieurs
« offices..... »

Cet office appartenait à dame Marie-Thérèse de la Salvanie qui, par son testament, l'avait légué à Pierre Bardoulac du Plazanet son frère. Ce dernier en avait fait pourvoir Dominique de Bardoulac de la Salvaine, son frère, qui avait présenté Jarrige.

Jacques *Meynard de Lafaurie* est cité dans un procès pendant devant le Parlement de Bordeaux en 1777.

LIEUTENANTS CRIMINELS

Martin *Darche*, avocat au Parlement de Paris, était né le 27 décembre 1668 et fut nommé sur résignation de Jean Darche, son père, par lettres patentes données à Paris le 29 mars 1690 qui portent : «Ayant esgard aux longs
« et agréables services qui nous ont esté randus, à l'Etat
« et aux roys nos predecesseurs, par ses père et ayeulx
« durant plus cent dix ans sans discontinuation dans la

« charge de nostre conseiller lieutenant général criminel
« au siège de Tulle.

« L'ayeul de Jean Darche ayant faict les fonctions de la
« dicte charge pendant trente ans, le second pendant qua-
« rante-quatre ans, en sorte que depuis plus de cent dix
« ans, ses père ou luy sans interruption nous ont randus
« leurs services, et que ses oncles ou aultres proches parents
« se sont aussy fort distingués, soyt dans la robbe, soyt dans
« l'Eglise, ayant remply les charges et dignités de président
« à Aurillac, de conseillers au Parlement et de procureurs
« généraux en la Cour des aydes de Guyenne, de professeur
« de droit en l'université et de doyen en l'église de Bor-
« deaux... accordons que nonobstant, la résignation en
« faveur de son fils Martin Darche, il puisse continuer les
« fonctions pendant le temps de cinq années. »

Il a dû se glisser une erreur dans les lettres patentes du 29 mars 1698, lorsqu'elles relatent les titres de Jean Darche à la bienveillance du roi. En effet, le premier lieutenant criminel de Tulle portant le nom de Darche inscrit sur les registres publics du Parlement de Bordeaux est Etienne Darche, père et prédécesseur immédiat de Jean Darche. Nous n'avons pu trouver la trace d'un individu du même nom ayant exercé les fonctions de lieutenant criminel à Tulle avant 1621. Celui-ci eut pour successeur après sa mort

Jean-Martin *Darche* qui fut pourvu mais non installé et résigna ses fonctions en faveur de

Joseph *Aulubert*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui

n'était à ce moment-là âgé que de vingt-sept ans et sept mois et dut obtenir des lettres de dispense d'âge ; il fut nommé par lettres données à Versailles le 12 juin 1754 et prêta serment le 24 juillet de la même année.

ASSESEURS CRIMINELS

Léonard *Dupuy*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres patentes données à Saint-Germain de Laye le 8 juillet 1662 en remplacement de son père décédé et ne prêta serment qu'un an après, le 6 juin 1653. Il résigna ses fonctions en faveur de son fils

François *Dupuy* qui fut pourvu mais non installé et résigna à son tour en faveur de

Jean Léonard *Meynard*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres en date à Versailles du 24 novembre 1718 et ne prêta serment que le 17 mars 1719. Il était né le 21 avril 1785 et il ne paraît pas qu'il ait eu de successeur, la charge ayant dû être supprimée à sa mort.

CONSEILLERS

Brossard est cité dans les lettres de provision d'Etienne Lasclue et fut remplacé à son décès par son neveu

Jean-Gabriel *Brossard*, qui fut pourvu mais non installé et résigna ses fonctions en faveur de

Pierre *Darluc*, qui fut nommé le 21 octobre 1688, qui fut également pourvu mais non installé et résigna en faveur de

Etienne *Lasclue*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 3 février 1689 et prêta serment le 24 mars 1689.

Martial *de la Garde*, conseiller clerc est cité dans les lettres de provision de son successeur en faveur duquel il résigna ses fonctions ; ce fut

Jean *Melou*, curé de Saint-Julien de Tulle et avocat au Parlement de Paris, qui fut nommé conseiller clerc par lettres en date à Versailles du 1^{er} mai 1699 et ne prêta serment que trois ans après, le 6 février 1702.

Charles-Antoine *Melou* est cité dans les lettres de provision de son successeur :

Léger *Braquilanges*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 16 février 1704 et qui portent : « A été nommé en même temps
« conseiller au présidial et conseiller premier assesseur de
« la maréchaussée. En cette dernière qualité il a prêté ser-
« ment à Paris le 21 février 1704 à la Table de Marbre au
« Palais, au siège de la conestablie et maréchaussée de
« France, signé : de Vendosme ». Il prêta serment en qua-
lité de conseiller le 23 avril 1704.

Jean-Léonard *de la Fagerdie* est cité dans les lettres de provision de son fils qui lui succéda après sa mort :

Blaize *de la Fagerdie*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 29 septembre 1709 et prêta serment le 2 juillet de l'année

suivante. Son extrait baptistère est du 26 décembre 1682.

Jean *Desprès* est cité dans les lettres de provision de Jean Duron, qui lui succéda après sa mort.

Jean *Durou*, avocat au Parlement de Bordeaux, était né le 26 mars 1692 et avait été reçu avocat le 19 juillet 1712. Il dut obtenir des lettres de dispense d'âge qui lui furent accordées à la condition qu'il n'aurait voix délibérative qu'à partir de l'âge de vingt-cinq ans et fut nommé le 5 octobre 1714 par lettres données à Fontainebleau. Il prêta serment le 4 octobre 1714.

Darluc *Delpy* est cité dans les lettres de provision de Martial de Lagarde.

Pierre *Dubal*, *sieur de Souries*, chanoine de la cathédrale de Tulle, est également cité dans les lettres de provision de Martial de la Garde en faveur duquel il résigna ses fonctions.

Martial *de la Garde*, avocat au Parlement de Grenoble, avait été baptisé le 25 novembre 1676 et fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 3 février 1715 ; il ne prêta serment que le 17 mars de l'année suivante.

Joseph *Lespinas* est cité dans les lettres de provision de Léonard Loyac, il fut remplacé à son décès par

François *Farge* qui fut nommé le 8 janvier 1722 mais ne fut pas installé et résigna ses fonctions en faveur de :

Jean-François Léonard *Loyac*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Paris le 15 février 1723 et prêta serment le 16 juillet de la même année.

François *Jarrige* est cité dans les lettres de son fils en faveur duquel il résigna ses fonctions.

Pierre *Jarrige de la Majourée*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui était né le 21 septembre 1691 et fut nommé par lettres en date à Paris du 18 mars 1723.

Martin *Rivierre* est cité dans les lettres de provision de Bernard Lagarde qui le remplaça après sa mort.

Bernard *Lagarde, sieur du Suc*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres données à Paris le 11 septembre 1724 et ne prêta serment que deux ans après, le 6 décembre 1727. Il était né le 30 novembre 1685 et fut remplacé vers 1734 par :

Bernard *de Lagarde*, qui est cité dans les lettres de provision de son fils et successeur après sa mort :

Jérôme de *Lagarde Daubertie*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres en date à Paris du 5 novembre 1750 et prêta serment le 28 du même mois. Il résigna le 18 janvier 1758 ses fonctions en faveur de

Jean *Dubois du Moutet de Lavergne* avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 14 avril 1758 et prêta serment le 25 juillet de la même année. Il reçut le titre de conseiller honoraire par lettres du 20 octobre 1779. Il avait auparavant le 3 février 1779 résigné ses fonctions en faveur de :

Jean *Lachaud da Lanoailhe*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres en date à Paris du 12 juin 1779 et prêta serment le 23 juillet suivant.

Peyrat de Mallet, conseiller clerc, remplaça vers 1734

Jean Melon après le décès de celui-ci ; il fut pourvu mais non installé et résigna ses fonctions en faveur de

Antoine *Fortier*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui n'étant pas dans les ordres dut obtenir des lettres de dispenses qui lui furent accordées le 8 mai 1740 et qui fut nommé conseiller clerk le 24 mai 1740 à Paris ; il prêta serment le 21 juillet suivant.

Jean *Desplaces de Chassin* est cité dans les lettres de provision de Jean-François Melon et fut remplacé après sa mort par

Jean *Martin de la Selve*, qui est également cité dans les lettres de provision de Jean-François Melon et également pourvu et non installé. Il résigna ces fonctions en faveur de son fils.

Gabriel *de la Selve* également cité dans les lettres de Jean François Melon et également pourvu et non installé. Il résigna ces fonctions en faveur de :

Jean-François *Melon du Pradou*, avocat au Parlement de Bordeaux qui n'était à ce moment-là âgé que de vingt-deux ans et dut obtenir des lettres de dispense d'âge. Il fut nommé par lettres données à Versailles le 31 décembre 1750 et prêta serment le 20 avril de l'année suivante.

Il nous est connu par sa correspondance avec Baluze (Cf. René Fage, Correspondance de Baluze à Melon du Pradou).

François-Martial *Melon* lui succéda et fut remplacé à son décès par son fils :

François-Joseph *Melon*, avocat au Parlement de Bor-

deaux, qui dut demander des lettres de dispense de parenté, son beau-frère de la Fajerdie du Leyris étant titulaire d'un office au même siège, qui lui furent accordées à la condition que leurs deux voix ne compteraient que pour une seule lorsqu'ils seraient du même avis dans une délibération. Il fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 13 décembre 1754 et prêta serment le 18 août 1755. Il fut remplacé après sa mort par :

Jean Pierre *Lacombe*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui dut demander des lettres de dispense d'alliance, son beau-frère Melon de Pradou, étant avocat du roi au même siège, qui lui furent accordées le 14 mars 1787 en même temps que les lettres patentes de sa nomination qui furent données à Versailles.

Léonard *du Fraysse*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé le 26 juin 1759 sur résignation en date du 21 octobre 1758 de la Fajerdie et prêta serment le 23 juillet 1759.

Jean François *Jarriq*e, seigneur de la Mazourie, du Bouchetel et de Beronie était titulaire d'une office de conseiller vers 1770. Il est cité dans un procès soutenu par sa veuve devant le Parlement de Bordeaux, contre le baron de Poissac, un des conseiller du Parlement en 1779.

Pierre *Dumas des Combes* est cité dans les lettres de provision de Jacques de Braconat et fut remplacé après sa mort par :

Antoine *Dumas* qui fut pourvu mais non installé et résigna ses fonctions en faveur de :

Jacques de *Braconat*, *sieur de Sepes*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Paris le 5 décembre 1770 et prêta serment le 11 décembre 1771. Il épousa la fille d'Antoine Fortier, conseiller au même siège, et obtint des lettres de dispense d'alliance, qui lui furent accordées le 19 avril 1775.

Charles-Blaize *Loyac de la Sudrie* était conseiller en 1777 et soutint à cette époque devant le Parlement de Bordeaux un procès contre le baron de Poissac, un des conseillers du Parlement, procès qui dura plusieurs années.

Pierre Gabriel *Duclaux* était également conseiller en 1777 et soutint contre le baron de Poissac avec Loyac de la Sudrie et la veuve Jarrige le procès dont nous venons de parler.

Jean-Augustin *Borie Dessenandes* était conseiller en 1778.

PROCUREURS DU ROI

Antoine de *Fenis sieur de la Boindère* fut condamné par arrêt du grand conseil du roi en date du 25 septembre 1655 à se défaire de sa charge dans le délai d'un an et déclaré incapable d'exercer à l'avenir aucun office de judicature.

Il se démit seulement de sa charge en 1675 en faveur de son fils.

Martial de *Fenis*, sieur de Lacombe, qui était né le 5 jan-

vier 1645, ainsi qu'il résulte de son acte de baptême et reçu licencié en droit civil le 17 octobre 1665. Il fut admis par le Parlement de Bordeaux à passer son examen de majorité, à la charge par lui de désintéresser un sieur Chatanes, bourgeois et banquier de Tulle, qui avait fait opposition à sa prestation de serment. Il fut nommé en 1675 et prêta serment la même année. Ses lettres de provision le condamnèrent à payer pour obtenir sa nomination 23 livres, 6 sols et 8 deniers pour l'annuel, 1100 livres pour résignation de l'office, 432 livres pour droit de marc d'or. Parmi les droits qui lui furent conférés on remarque des gages de 250 livres pour deux quartiers.

Antoine de Ferrès son père ayant, après la résignation de sa charge, pris sans permission royale le titre de conseiller et procureur de Sa Majesté vétérân, défense lui fut faite par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 26 février 1677, rendu sur les réquisitions du procureur général, de ne plus prendre ce titre à l'avenir à peine de cinq cents livres d'amende et autre peine telle que de droit.

Il présenta alors requête au conseil du roi et fut autorisé par lettres patentes en date du 10 mars 1718 à conserver son titre de procureur du roi, ses droits de préséance, entrée en nom et voix délibérative « ...en considération de
« ses services et de ceux de François de Ferrès, sieur de la
« Boissière, lieutenant-colonel du régiment de Beauce, che-
« valier de Saint-Louis, Antoine de Ferrès de la Boissière,
« capitaine dans le régiment de la Marine, Pierre de Ferrès
« de Lacombe, sous-lieutenant des grenadiers des gardes

« françaises, chevalier de Saint-Louis, Louis de Ferrès, « sieur de Fusanges, escuyer de nostre tante la duchesse « de Berry, et Jean de Ferrès, capitaine au régiment de « Beauce... »

Martial de Ferrès résigna ses fonctions en faveur de son fils

Jean-Martial *de Fenis de Lacombe*, licencié ès-lois, qui fut nommé au mois de juin 1704 et fut remplacé à son décès par :

Jean-Martial *de Fenis de Lacombe*, licencié ès-lois qui n'avait que vingt et un ans, étant né le 3 octobre 1711, et dut demander des lettres de dispenses d'âge pour quatre ans qui lui furent accordées le 6 juillet 1732. Il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 2 août 1723 et résigna ses fonctions le 27 avril 1745 en faveur de :

Raymond-Sébastien *Ceyrac, sieur Dubouchatel*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres du 3 décembre 1745 et prêta serment le 31 janvier 1746. Il fut remplacé par :

Joseph *Brival* qui était en même temps titulaire à l'office d'avocat du roi. Il résigna son office d'avocat du roi en faveur de François Melon de Pradou et presque en même temps il résigna sa charge de Procureur du Roi en faveur de son fils

Jacques *Brival*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Paris le 19 juin 1776 qui contenaient : « Le roi agrée et confirme les provisions délivrées par le comte d'Artois, apanagiste des pro-

vinces d'Auvergne, Angoumois et Limousin ». Il fut obligé d'obtenir des lettres de dispenses de parenté, son père étant encore avocat du roi au même siège.

AVOCATS DU ROI

Guillaume *Espinet* résigna le 10 mars 1723 ses fonctions en faveur de :

Joseph *Brivat*, avocat au Parlement de Bordeaux qui n'avait à cette époque que dix-neuf ans et onze mois et obtint malgré son jeune âge des lettres de dispenses pour cinq ans et un mois, il fut nommé par lettres patentes en date à Paris du 22 mai 1723 et prêta serment le 8 février 1724. Il était en même temps procureur du roi et résigna ses fonctions d'avocat du roi en faveur de :

François *Melon du Pradou*, avocat au Parlement de Bordeaux et fils du conseiller Jean-François Melon de Pradou qui dut obtenir des lettres de dispenses d'âge, n'ayant que 24 ans et de parenté et fut nommé par lettres données à Fontainebleau le 17 novembre 1776 ; il prêta serment le 16 janvier 1777 et eut pour successeur après sa mort par :

Léonard *Vialle*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui n'avait que vingt-trois ans et dix mois et dut obtenir des dispenses pour un an et deux mois et fut nommé par lettres données à Versailles, en 1783.

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX DE POLICE

Cette charge héréditaire fut créée par un édit de 1699 qui instituait un siège semblable à Uzerche et à Brive. Le premier titulaire fut :

Martial *Borderie de Verrejoux*, dont le fils fut nommé en 1708 lieutenant-général au siège de Tulle et qui fut remplacé après sa mort par :

Jean de *Saint-Priech de Saint-Mur*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut présenté à la nomination royale par Geneviève Dousseau, veuve de Martial Borderie, tant en son nom qu'au nom de sa fille mineure. Il dut demander des lettres de dispenses de parenté, ses deux beaux-frères étant l'un Martial de Lagarde de Pralioux, conseiller au Présidial, et l'autre de Chabaines, conseiller au siège de police, qui lui furent accordées le 18 décembre 1731 à la condition que leurs trois voix ne compteraient que pour une seule dans le cas où ils seraient du même avis dans une délibération. Il fut nommé par lettres en date à Paris du 11 janvier 1732, et prêta serment le 14 janvier. Il résigna ses fonctions le 25 septembre 1732 en faveur de son fils

François de *Saint-Priech*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 20 janvier 1753 et prêta serment le 11 avril de la même année.

Voici en quels termes s'exprime le mémoire de de Bernage, intendant de la généralité de Limoges «... Il s'étend « sur cent quarante petites villes, bourgs ou paroisses. Les « principales juridictions. »

« Les principales justices seigneuriales sont celles de « Soudeilles, Lieutrey, Saint-Yrieix, Lascaux et La Roche, « Montagnac, Barde, Malauze, Saint-Projet, Saint-Cha-
« mant, Lossignac et Roussille. »

Le marquisat de Saint-Chamant appartenait au marquis d'Hautefort de Saint-Chamant et valait six mille livres de revenus.

La baronnie de la Roche appartenait au marquis de Canillac d'Auvergne.

Sedières et la baronne de Gimel étaient au chevalier de Lantillac et Bar était au marquis de ce nom.

Roussille appartenait au marquis de ce nom, « La duchesse de Fontanges en était ».

La terre de Malène appartenait au maréchal de Noailles.

Celle de Saint-Victour était au marquis de Saint-Victour de la maison de Sénéchuc. Il y avait en outre les seigneurs de Monront Saint-Fortunade, Favars, Reillac, Tarnac, La Chapelle au Plas, La Chapelle Saint-Gérant et La Gasse qui appartenaient à différents seigneurs.

Telles étaient les terres titrées situées dans le ressort du Présidial de Tulle, moins celle de Ventadour et celles qui étaient situées dans la sénéchaussée d'Uzerche.

Celles de Soudeilles, le Lieutrey et Saint-Yrieix le Dé-

jalat qui appartenait au marquis de Soudeilles, lieutenant du Roi et Bas-Limousin et valaient dix mille livres de rente.

« Ce présidial, ajoute ce mémoire, a peu de sujets
« dignes de quelque estime. Les présidents sont peu
« habiles en jurisprudence. Le lieutenant général s'appelle
« de Chasbannes, homme dont la teste est pleine de plus de
« loix qu'il n'en faut pour faire un bon jurisconsulte, mais
« dont l'esprit est faux et confus, très suspect de peu de
« droiture, peut être plutôt par facilité que par vice de
« cœur ; à tout prendre mauvais sujet.

« Le sieur de la Combe de Ferrès, procureur du Roy du
« présidial est celui des officiers qui mérite le plus de con-
« fiance. Il n'est pas fort assidu aux fonctions de sa charge
« en ayant été détourné par l'entreprise qu'il a faite d'une
« falisque de mousquets et fusils qu'il fournit au Roy pour
« la marine et dont il sera parlé à l'article de cette ville, ce
« qui l'engage à différents voyages à la Cour et dans les
« ports du Pouant. Il a l'esprit vif et peut-être un peu trop,
« mais le cœur bon ; adroit, affectionné au service du roy
« et zélé pour l'exécution de ses ordres. Il était un délégué
« de M. de Bouville (intendant de la généralité de Li-
« moges). Ses longues absences et ses occupations ont
« obligé M. de Bernage à se servir du sieur Delpy, con-
« seiller en l'élection.

« Il y a encore dans le Présidial de Tulle un conseiller
« nommé Chalay, qui a quelque réputation de science. Mais
« c'est un génie dangereux et factieux, conseil ordinaire

« des partisans de brigade, faisant publiquement la profession de consultant, assez incompatible ou du moins très peu décente à l'état de juge, suspect même de ne pas refuser son conseil aux parties qui plaident dans le siège dont il est officier, homme intéressé et dont les mauvaises qualités passent si fort les bonnes qu'il ne mérite ny louange ny considération. »

Le Présidial avait son siège sur le bord du ruisseau La Solane et de l'autre côté de ce ruisseau et les officiers du siège avaient fait construire un pont en bois à leurs frais pour s'y rendre directement. La prison était attenante au tribunal mais le tout était au XVIII^e siècle en mauvais état.

Parlant de la ville de Tulle de Bernage dit en 1698 :
« c'est la capitale du bas Limousin et la plus considérable de la province après Limoges. Elle est située... dans un fond environné de très hautes montagnes ; son circuit est d'une bonne demi-lieue. La petite rivière de Corrèze passe au milieu. Le nombre des feux qu'elle contient monte à mille deux cents. Elle est au moins aussy ancienne que Limoges et après de cinq mille âmes.

« Les habitants ne font de commerce particulier que celui du papier dont il y a quelques moulins dans ce canton.

« Le sieur de la Combe de Fenis procureur, du Roy, y a établi anciennement (en 1674) une manufacture d'armes, où il fait travailler un grand nombre d'ouvriers à des fusils boucaniers (c'est-à-dire qui servent à chasser des

« bêtes sauvages) et autres qu'il fournit pour la marine. »

« Tulle porte le titre de vicomte et l'évêque en est seigneur. On juge aisément que le revenu n'en est pas considérable, puisque celui de tout l'évêché n'est que de huit mille livres au plus. »

Le Présidial de Tulle fut supprimé en 1790 et remplacé par un tribunal de district qui devint par la suite un tribunal de première instance.

SÉNÉCHAUSSEE D'UZERCHE

Nous avons étudié en parlant du Présidial de Brive et de celui de Tulle les différentes luttes que soutint la ville d'Uzerche pour conserver le siège royal qu'elle prétendait lui avoir été accordé par Pépin le Bref.

Pendant le *xviii^e* siècle la sénéchaussée d'Uzerche n'eut plus à subir aucun assaut des sièges des villes voisines. Détachée du Présidial de Brive, elle fut en 1607 rattachée à celui de Tulle et y resta jusqu'à la Révolution.

Son ressort qui ne varia pas pendant cette période s'étendait sur les justices suivantes.

Celle d'*Allassac*, qui comprenait la paroisse d'Allassac ville et appartenait à l'évêque de Limoges. Les officiers en 1761 étaient Serre, juge ; Guillen, greffier ; quant au siège du procureur d'office, il était à cette époque vacant. Les noms que nous donnons ci-dessous sont ceux des officiers ou des seigneurs de la moitié du *xviii^e* siècle.

Celle de *Blanchefort* s'étendait sur les paroisses de Lagraulière, Perpezat-le-Noir, et celle de Saint-Jal en partie. Le seigneur en était le comte de Bonneval. Officiers : La-

borde, juge; Mondat, greffier. L'office de procureur d'office était vacant.

Celle de *Bret* avait pour ressort la paroisse de Vigois et appartenait à la marquise de Pompadour : — Officiers. Bigorie, juge; Trimouliar, procureur d'office; Lespinas greffier.

Celle de *Chabrignac* s'étendait sur la paroisse du même nom et avait pour seigneur le comte de Lubernac de Chalignac. — Officiers : Largouts, juge, les offices de procureur d'office et de greffier étaient vacants.

Celle de *Chamberet* comprenait les paroisses de Chamberet, Rillac en partie, et une partie de celle de Meilhards et d'Eyburie et appartenait au marquis de Linards. — Officiers : de la Vareille de Lachaux, juge; Cazebonne, lieutenant; Materre procureur d'office; Urettas, greffier.

La justice de *Chamboulive* étendait son ressort sur des paroisses de Chamboulive, Saint-Jal, Pierrefitte et une partie de celle d'Espartignac et avait pour seigneur le marquis de Saint-Jal. — Officiers : Serre, juge; Morioles, procureur d'office; Durieu, greffier.

La Prévôté de *Champsat* étendait son ressort sur une partie de la paroisse d'Espartignac. — Officiers : Besse juge; Besse, greffier; la charge de procureur d'office était vacante.

La justice de *Chanat* qui avait pour ressort la paroisse de Saint-Bonnet le Sadran avait comme seigneur Lausade, secrétaire du roi. — Officiers : Maueyras, greffiers. — Les offices du juge et du procureur d'office étaient vacants.

Celle de *Charliat* qui avait pour ressort la paroisse de Vigeois avait pour seigneur de Lamaze, lieutenant général de la sénéchaussée d'Uzerche. Officiers : Guindre, juge ; les charges de procureur d'office et de greffier étaient vacantes.

Celle de *Combourn*, comprenant la paroisse d'Estivaux et une partie de celle d'Orniat. Le seigneur en était le comte du Saillant. Officiers : Laveyne, juge ; La Cheze, procureur d'office ; Bardou, greffier.

Celle de *Juillac* qui avait pour ressort la ville et la paroisse du même nom, appartenait au puissant marquis d'Hautefort. Officiers : La Guerenne, juge ; Chomont, procureur d'office ; Chastain, greffier.

Celle de *La Chapelle-Geneste*, comprenait une partie de la paroisse de Saint-Bonnet-le-Sadran, de celle de Saint-Pardoux et de celle de Perfiezat le Noir ; elle appartenait aux chartreux de Glandier. C'est dans cette chartreuse qu'habitait M^{me} Lafargue, la célèbre héroïne d'un procès sensationnel lorsque se commit le crime. Officiers : Germain, juge ; les offices de procureur d'office et de greffier étaient vacants.

La justice de *La Grange de Serre* étendait son ressort sur une partie de la paroisse de Chamboulive et de celle d'Aulouzac, elle appartenait à l'abbaye d'Aubazine. Officiers : Lajobertie, juge ; Pommier, greffier. Il n'y avait pas de procureur d'office.

Celle de la *Grolière* qui s'étendait sur la paroisse du même nom avait pour seigneur l'évêque de Limoges. Offi-

ciers : Fagerdie, juge ; Bourguet, greffier. L'office de procureur d'office était vacant.

Celle de *Lascaux* qui avait pour ressort la paroisse de Lascaux appartenait à M. de Pompadour de Marchat. Officiers : Desmemes, lieutenant du juge ; Combescot, greffier ; les offices de juge et de procureur d'office étaient vacants.

La prévôté de la Valette avait pour ressort la paroisse d'Olouzat. Officiers : Labernardie, juge ; Faye, procureur d'office ; Pommier, greffier.

La justice de *Lavinadière* appartenait à l'ordre de Malte. Il ne nous a pas été possible de retrouver et le nom de ces officiers et la composition du tribunal de la justice.

Celle du *Saillant* comprenait une partie de la paroisse d'Allassac et une partie de celle de Voutezac et avait pour seigneur le comte du Saillant. — Officiers : Lavergne, juge ; La Chaise, procureur d'office ; Bardon, greffier.

Celle de *Magouttière* appartenait au seigneur de Majoutière et avait pour ressort la paroisse de Soudène, Officiers : Berse, juge, un procureur d'office et un greffier.

Celle d'*Objat* s'étendait sur la paroisse d'Obfat et appartenait au comte du Saillant. Officiers : Lavergne, juge ; La Chaise, procureur d'office ; Cournil, greffier.

Celle d'*Orniac* comprenait la paroisse d'Orniac et une partie de celle de Beyssac ; elle appartenait également à la chartreuse du Glandier. Officiers : Maleix, juge ; du Faure, greffier ; l'office de procureur d'office était vacant.

Celle du *Bigeardel* qui avait pour ressort la paroisse de

Perpezat le Noir et pour seigneur M. de Bouchat du Bi-geardel comptait trois officiers : Maret, juge ; Gautier, procureur d'office ; Berse, greffier.

Celle d'*Uzerche* avait un vaste ressort et comprenait les paroisses d'Uzerche-ville, Saint-Nicolas, Sainte-Eulalie et Espartignac. Elle appartenait à l'abbaye d'Uzerche qui était de l'ordre de Saint-Benoît non réformé et possédée par l'abbé d'Urfé, frère de l'évêque de Limoges. Officiers : Pontier, juge ; Acdat, lieutenant ; Maret, procureur d'office ; Berse, greffier.

Celle de *Voutezat* qui avait pour ressort la paroisse du même nom appartenait à l'évêque de Limoges. Officiers : Dufaure, juge ; La Chaise, greffier ; l'office de procureur d'office était vacant.

Celle de *Vigeois* comprenait seulement la paroisse de Vigeois et appartenait à l'abbaye de ce lieu qui était de l'ordre de Saint-Benoît, non réformé et possédé par l'abbé de Pompadour. Officiers : Pontier, juge ; Nauche, procureur d'office ; Burgeron, greffier.

Celle de *Treignac* était très importante et avait été autrefois une haute et basse justice. Son ressort comprenait les paroisses de Treignac, Affieux, Mauzanes, La Celle et Peyrissac, elle appartenait au comte de Boisse. Officiers. Le juge prenait autrefois le titre purement honorifique de juge d'appaux qui ne correspondait à rien dans la réalité : Lavareille de Larchaux, juge ; La Croisille, lieutenant ; Arademia, procureur d'office ; Palier, greffier. Il y avait à Treignac une sorte de coutume analogue à celle des sept

cas à Beaulieu (consulter Decour-Lagoutte : « Quelques droits seigneuriaux à Treignac »).

Celle de *Ségur* où se trouvait également la cour d'appaux du même nom comprenant les paroisses de Bayssenac, Saint-Cyr et des Chamfragnes. Ses officiers étaient les mêmes que ceux de la Cour d'appaux, c'étaient : Teytut, juge ; Dumas, lieutenant ; Lascaux, procureur d'office ; Guy, greffier.

Celle de *Pompadour* était très importante, son ressort comprenait les paroisses d'Aurac, Concèzes, Saint-Arnin-Lavaux, Bayssac et Saint-Solve et elle appartenait à la marquise de Pompadour. Son personnel était en raison de son importance : Brigorie, juge ; Affaure, lieutenant, Combredet, procureur d'office ; Tugeat, greffier.

Celle de *Roffiniat* avait pour ressort la paroisse d'Allanac et appartenait à M. du Pouget. Tous les offices, juge, procureur d'office et greffier étaient vacants.

Celle de *Saint-Pardoux* s'étendait sur la paroisse du même nom et avait pour seigneur M. du Bouquet de Saint-Pardoux. Officiers : Bruel, juge. — Il y avait en outre un procureur d'office et un greffier.

Celle de *Saint-Laurent* avait pour ressort une partie de la paroisse d'Alanac et appartenait à M. de Lamorelle. — Officiers : Vialle, juge ; un procureur d'office et un greffier.

Celle de *Sadioc* avait pour ressort la paroisse du même nom et appartenait à l'évêque de Limoges. — Officiers : Bruel, juge, Fontaine, greffier : l'office de procureur d'office était vacant.

Celle de *Saint-Bonnet* comprenait seulement la paroisse de Saint-Bonnet la Forêt et avait pour seigneur le comte des Cars ou d'Escars. — Officiers : Lasgoutas, juge ; Grand, procureur d'office et Langelie, greffier.

Celle de *Saint-Cyr-la-Roche* appartenait à la marquise de Pompadour et avait pour ressort la paroisse de Saint-Cyr-la-Roche. — Officiers : Cabanès, juge ; La Roge, greffier, et un office de procureur d'office qui était vacant.

Et enfin la justice de *Saint-Robert* qui comprenait les paroisses de Saint-Robert, Saint-Maurice et Rozier et appartenait au duc d'Agen. Son personnel était le même que celui de la Cour d'appels du même nom qui, plus heureuse que celle de Ségur, dura jusqu'à la révolution. — Villeneuve, juge ; Farge, procureur d'office ; Toulemon, greffier.

Tel était le ressort de la sénéchaussée d'Uzerche qui s'étendait, dit le rapport de de Bernage, intendant du Limousin (1698) « sur cent cinquante paroisses environ. La justice du lieu appartient à l'abbé. Les autres justices particulières appartiennent la plupart à des religieux de Saint-Benoist et de Saint-Maur qui ont des biens considérables en ce païs et sont en nombre de cent cinquante en tout. »

Le personnel de la sénéchaussée qui siégeait dans un immeuble à côté de l'église se composait d'un lieutenant général, d'un lieutenant criminel, d'un lieutenant particulier, d'un lieutenant assesseur, de deux conseillers jusqu'en 1700, après quoi leurs offices furent supprimés d'un lieutenant général de police qui fut également supprimé à la

mort de son titulaire et qui avait été créé en même temps que ceux de Brive et de Tulle par l'édit d'octobre 1699, d'un procureur du Roi et d'un avocat du roi. Son personnel ne subit pas d'autres modifications au cours du XVIII^e siècle que celles que nous avons indiquées. Nous donnons ci-dessous la liste des magistrats de ce siège d'après les documents des archives de la Gironde, de la Haute-Vienne et de la Corrèze du commencement de ce siècle à 1790.

LIEUTENANTS GÉNÉRAUX

Le premier des lieutenants généraux de la sénéchaussée fut ce *Jean de Bormet* ou de *Bonnet* dont il a été parlé au sujet des luttes entre Brive et Uzerche et qui est cité dans l'édit de rétablissement du siège d'Uzerche en 1557.

Il faut aller ensuite, pour trouver un autre lieutenant général, jusqu'à *Jacques de Pradel*, sieur de *La Maze*, lieutenant général au Présidial de Brive, puis lieutenant général à Uzerche qui fut ennobli par lettres patentes du mois d'août 1700. — Le mémoire de de Bernage, intendant de la généralité de Limoges, est assez dur pour lui. « Le lieutenant général de ce siège, dit-il, s'appelle de la Maze et il est aussi maire de la ville : bon homme et de probité mais d'une capacité très bornée ». — Il mourut le 7 octobre 1723 « et fut accompagné à sa sépulture de tout le public qui témoigna en cela avoir la dernière reconnaissance de son mérite. » (Nobiliaire de la généralité.) Il

avait auparavant résigné ses fonctions en faveur de son fils.

Charles *Pradel de La Maze*, avocat au Parlement de Paris, qui fut nommé par lettres patentes en date à Paris du 29 septembre 1718 et prêta serment le 17 décembre de la même année ; il résigna ses fonctions le 5 juillet 1759 en faveur de son fils

Jean *Pradel de La Maze*, avocat au Parlement de Bordeaux qui fut nommé par lettres données à Versailles le 23 juillet 1759 et prêta serment le 11 janvier de l'année suivante. Il résigna son office le 11 mars 1776 en faveur de

Pierre *Chiniac de la Bastide*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes en date à Versailles du 12 mars 1776 signées par Charles-Philippe, fils de France, frère du roi, comte d'Artois, duc et comte d'Auvergne, duc d'Angoulême et de Mercœur, comte et vicomte de Limoges et fut agréé par le roi.

LIEUTENANTS CRIMINELS

Le premier lieutenant criminel ne fut nommé que le 23 juin 1586. « Comme par nostre edict du mois de fev-
« vrier 1577, veriffié en nostre court de Parlement de Bor-
« deaulx, nous ayans par les remonstrances faictes par
« aucuns depputés de vostre pais et duché de Guienne aux
« Estats generaux tenus à Bloys..... remys et restably en

« nostre ville d'Uzerche, le siège de senesibal dudict païs
 « auparavant supprimé avecq le nombre d'officiers y neces-
 « saires, estant à pressans besoing de pourveoir à l'estat et
 « office de lieutenant criminel..... » Suivent les lettres pa-
 tentes données à « Saint-Maur-des-Foussés ».

Jean-Baptiste *de Chabannes* est cité dans l'acte de prestation de serment de son gendre qui lui succéda après sa mort.

Jean-Baptiste *Meynard*, avocat au Parlement de Bordeaux, fut nommé par lettres patentes données à Paris le 10 novembre 1722 qui portent en marge : « Nota qu'en
 « conformité des lettres de Monseigneur le garde des sceaux,
 « cette officier a été reçu sans examen, et n'a payé aucun
 « droit d'honorifique ni aultrement. » Il prêta serment le 16 avril 1725 et fut remplacé à son désir par son fils.

Joseph-François *Meynard*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres en date à Versailles de 4 mai 1756 et prêta serment le 22 avril de l'année suivante.

LIEUTENANTS PARTICULIERS

Anthoine *de Grenailles* succéda à son père Anthoine de Grenailles après la mort de celui-ci. Il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 6 août 1654 et ne prêta serment que trois ans après, le 3 août 1657.

Le seul lieutenant particulier dont on trouve la trace ensuite est :

Delort, qui possédait cet office vers 1779 et dont le nom est cité dans un procès devant le Parlement de Bordeaux.

LIEUTENANTS ASSESSEURS

Blaise *Theyssier de Régis*, qui est cité dans l'acte de prestation de serment de son successeur, mourut le 10 juin 1721 et fut remplacé par :

Martial *Besse-Dupeyrat*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut présenté par Raymond Theyssier de Régis, fils du titulaire et fut nommé par lettres patentes données à Paris le 12 juin 1722, qui portent en marge. « Nota, que « suivant la recommandation de Monseigneur le garde des « Sceaux, la cour lui a fait part du droit de la compagnie et « des honorifiques. » Il prêta serment en 1724, le 22 mars, et fut remplacé par :

Pontier qui est cité au cours d'un procès pendant devant le Parlement de Bordeaux en 1779.

CONSEILLERS

Jusqu'en 1700, il y eut au siège d'Uzerche deux conseillers. Les deux derniers furent :

Léonard Besse, avocat au Parlement de Bordeaux, qui

fut nommé par lettres patentes données à Paris, le 8 avril 1663, sur résignation de son père Joseph Besse.

Et François *Guyon*, conseiller vérificateur et rapporteur de défaut qui fut pourvu le 18 janvier 1700 de l'office de lieutenant général de police.

LIEUTENANT GÉNÉRAL DE POLICE

Cette charge héréditaire fut créée ainsi que la même aux présidiaux de Tulle et de Brive par un édit en date du mois d'octobre 1699. Nous avons déjà vu que ce premier titulaire en fut :

François *Guyon*, conseiller vérificateur et rapporteur de défaut, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 17 janvier 1700 et prêta serment le 24 mars de la même année.

Cet office fut supprimé à son décès.

PROCUREURS DU ROI

Pierre *Besse* fut présenté par les héritiers de son prédécesseur Jacques de La Noailhe qui mourut le 23 octobre 1653; il fut nommé par lettres patentes données à Paris le 13 avril 1654 et prêta serment le 13 août de la même année.

Gabriel *Cledat* exerça ses fonctions pendant quarante cinq ans, jusqu'à sa mort, et fut remplacé par son fils.

Henri *Cledat*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes en date à Paris du 9 février 1763 et prêta serment le 27 juin suivant.

Par arrêts du conseil du roi des 4 mai 1700 et 24 septembre 1754, les fonctions d'avocat du roi au siège de police furent réunies à celle de procureur du roi.

AVOCATS DU ROI

Les trois derniers avocats du roi en la sénéchaussée d'Uzerche, charge qui fut supprimée nous venons de le voir successivement le 4 mai 1700 et le 24 septembre 1754 sont :

François *Guyon*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut présenté par la veuve et les héritiers de Manche son prédécesseur et fut nommé à Paris le 14 mai 1663.

René *Guyon* est cité dans l'acte de prestation de serment de son successeur qui le remplaça après sa mort.

Jean-Louis *Chevalier*, avocat au Parlement de Bordeaux, qui fut nommé par lettres patentes données à Versailles le 25 février 1741 et prêta serment le 24 avril de la même année. La charge fut supprimée par « arrest du conseil du roi » du 24 septembre 1754 et réunie à celle de Cledat, procureur du roi.

La ville d'Uzerche où siégeait la sénéchaussée était située

sur la route de Limoges à Brive et Toulouse et comptait, au commencement du XVIII^e siècle, deux cent dix feux et environ mille habitants (consulter l'histoire de la ville et du canton d'Uzerche par Combet, 1853-64).

La sénéchaussée d'Uzerche fut supprimée en 1790. Elle ne devait plus reparaître ; son ressort fut partagé entre les deux sièges nouveaux ; le tribunal de district de Brive et le tribunal de district de Tulle qui hérita de la plus grande partie.

III

LE SIÈGE DUCAL DE VENTADOUR

OU SÉNÉCHAUSSEE DE VENTADOUR

Le Présidial de Tulle qui venait de soutenir contre les deux sièges voisins, la sénéchaussée d'Uzerche et le Présidial de Brive, une lutte si longue et si pénible pour sauvegarder son existence et étendre ses prérogatives ne devait pas jouir longtemps de son triomphe ; son autorité naissante devait se heurter à celle d'un des trois grands feudataires du Limousin qui dominant toute l'histoire de cette province au Moyen Age, le vicomte puis duc de Ventadour, qui, en raison des services qu'il avait rendus à la couronne, était en droit d'exiger des compensations.

Anne de Levis, duc de Ventadour, avait obtenu du roi la création d'un siège de justice, ce qui faisait subir une diminution de compétence territoriale à la sénéchaussée de Tulle. Les habitants de cette ville et les officiers du siège ne pouvaient laisser s'accomplir une pareille mesure sans protester et entamèrent devant le Parlement de Paris un procès qui ne prit fin que par un arrêt de 1601 et qui fut enregistré par le Parlement de Bordeaux. Cet arrêt autori-

sait le duc de Ventadour à établir un siège de justice dans une des villes de son duché. Ce tribunal était composé d'officiers nommés par lui ; le premier magistrat du siège était autorisé à prendre le titre de sénéchal du duché de Ventadour « par devant lequel (siège) toutes causes civiles « et criminelles ressortiront par appel, tant des juges ordi- « naires du dict duché, que des officiers des terres, juris- « dictions et seigneuries des vassaux et arriervassaux estans « au dedans du dict duché ou que rellevent en fief et ar- « rierfief ou autrement en foy et hommaige. Come aussy « les causes civiles et criminelles des vassaux et seigneu- « ries de bannerets rellevans en fief et arrier fief du dict « duché qui seront intentées en première instance par « mesme degré de jurisdiction que saulleront ressortir par « devant le senechal de Limosin en les appellations du dict « senechal ou dict duché seront rellevées en la Cour du « Parlement de Bourdeaux sans que le dict sénéchal de « Limosin ou son lieutenant au siège de Tulle puyse « prendre aucune court, jurisdiction ny cognoissance, soyt « en première instance, soyt en appel, sur les sujets, vas- « saux ou arriervassaux du dict duché, sinon en cas « royaux... »

Des avantages aussi considérables devaient être accordés au duc de Ventadour, exigeaient une contre partie. Si les magistrats du siège de Tulle et les habitants de la ville furent complètement sacrifiés, il n'en fut pas de même pour le trésor royal. Par le même arrêt de 1601 qui donnait gain de cause au duc de Ventadour, le Parlement imposait à

celui-ci le versement annuel d'une somme de 150 écus entre les mains du receveur du domaine de la sénéchaussée du Bas-Limousin. Cette somme était destinée à représenter la diminution des droits des greffes civil et criminel de Tulle. A cette époque, en effet, les charges des greffiers n'étaient pas encore héréditaires et les produits des greffes revenaient à la Couronne. L'arrêt disait en outre qu'en cas de non paiement tous les revenus du duché étaient affectés à l'extinction de cette dette.

Les habitants de Tulle et les officiers du siège ne purent pardonner au duc de Ventadour d'avoir réussi à diminuer et leurs revenus et leur importance et l'irritation occasionnée par ce procès dura fort longtemps. De plus, il y avait en présence des magistrats de deux ordres différents, représentants des principes nettement opposés : la royauté centralisatrice et la féodalité. De là des tiraillements sans nombre qui ont laissé comme un écho dans deux procès qui furent jugés par le Parlement de Bordeaux au cours de la seconde moitié du xvii^e siècle.

Le juge ordinaire de Lagarde qui relevait du sénéchal de Ventadour et le sénéchal de Tulle tenaient leurs audiences le même jour, le mardi de chaque semaine. Le juge de Lagarde pensa qu'il y aurait avantage à siéger le jeudi, parce que beaucoup de plaideurs pouvaient appelés le même jours devant les deux juridictions à raison de la proximité des deux sièges. Cette mesure si sage pourtant ne fut pas du goût du sieur Villot, lieutenant du juge à Lagarde, qui se pourvut devant le sénéchal de Ventadour pour faire

maintenir les audiences au mardi. Les magistrats ducaux pensèrent potablement que s'ils rétablissaient les anciens usages ils seraient désagréables à leurs collègues de Tulle et donnèrent raison au lieutenant du juge.

Le Procureur général près le Parlement de Bordeaux releva d'office appel de ce jugement, et sur ses réquisitions, un arrêt du Parlement en date du 17 mai 1673 confirma définitivement la décision prise par le juge ordinaire de Lagarde.

C'est également sur réquisition du Procureur général que fut rendu le second arrêt qui a trait à des faits plus graves. Les officiers du siège ducal de Ventadour, ou des sièges inférieurs de ce duché, se considéraient comme indépendants. Ils tenaient leur nomination et leur investiture d'une personne autre que le roi et ils n'admettaient pas qu'ils dussent soumettre leurs décisions aux magistrats nommés par lui, et qui n'étaient à leurs yeux que des égaux. Dans la lutte pour la centralisation de tous les pouvoirs, les ordonnances royales, chaque jour plus complètes et plus précises, cherchaient à limiter l'autorité des officiers nommés par les seigneurs et leur interdisaient la connaissance de certaines affaires appelées « cas royaux ». Par contre, ces magistrats cherchaient par tous les moyens possibles à éluder les dispositions qui portaient atteinte à leur orgueil et à leurs intérêts. En 1676, ces manœuvres avaient pris des proportions considérables et les plaintes du procureur du roi à Tulle étaient si vives que le Procureur général près le Parlement de Bordeaux fut obligé d'intervenir et obtint

contre eux l'arrêt suivant qui est à citer en entier. « Sur
« ce qui a esté représenté par le Procureur général du Roy
« qu'il a reçu diverses plaintes de son substitut au Prési-
« dial de Tulle, sur ce que les officiers du siège ducal de
« Ventadour qui est dans les enclaves de la sénéchaussée
« du dict Tulle, par une entreprise sur la jurisdiction
« royalle, prennent cognossance de toutes sortes de cas
« royaux en matières civiles et criminelles mesures de faire
« et opposer cellée et faire les inventaires des nobles qui
« descendent dans leurs jurisdictions, quoy que par les an-
« tiennes et nouvelles ordonnances il soit très expressément
« deffandeu aux officiers subalternes de prendre cognois-
« sance de semblables affaires et des cas royaux, et en
« oultre les greffiers des juridictions dépendantes desdiis
« juges ducaux reffusent d'obéir aux ordonnances quy sont
« données sur les requestes de son substitut en la dicte se-
« nechaussée, de porter au greffe d'icelle les procedures
« criminelles qui demeurent impoursuyvies au moyen des
« compositions d'entre les parties où la collusion et conni-
« vance des officiers des dictes justices subalternes, pour
« estre poursuivis à la requeste du dict substitut et en
« rendre compte à la Cour aux termes de l'ordonnance. »

« Attendu que le Procureur général requiert qu'il plaise
« à la Cour faire deffances aux susdits officiers ducaux de
« Vantadour de prendre cognoissance des cas royaux,
« scellés, inventaires, tutelles et curatelles des nobles à
« peyne de nullité, cassation de procédure, despans, dom-
« mages et intérêts et d'en repondre en leurs privés noms

« et enjoindre aux greffiers des dites juridictions subal-
« ternes du dict duché de porter au greffe de la dite séné-
« chaussee de Tulle les extraicts des procédures criminelles
« de six en six mois, a peyne de cinq cents livres d'amende
« et d'y estre contrains par corps : de Pontac.

« La cour faysant droit à la réquisition du dict procu-
« reur général du Roy faict inhibitions et deffances aux
« officiers ducaux dudit Ventadour de prendre cognoissance
« des cas royaux, scellés, inventaires, tutelles et curatelles
« des nobles, à peine de nullité cassation de procédure,
« despans, dommages et intérêts et d'en répondre en leurs
« privés noms enjoint aux greffiers des dites juridictions
« subalternes dudict duché de porter au greffe de la dite
« sénéchaussée de Tulle les extraicts des procédures crimi-
« nelles de six mois en six mois à peyne de cinq cents livres
« d'amende et d'y estre contrains par corps : d'Aulède. »

Cet arrêt fut rendu le 24 mars 1676 et bien qu'on ne trouve pas trace de nouveaux procès entre les deux sièges, il ne mit pas fin au mauvais vouloir des officiers ducaux qui persista jusqu'à la Révolution. On voit à chaque instant les intendants de la généralité de Limoges où le Procureur du Roy près le Présidial de Tulle se plaindre d'eux et les accuser. Il ne fallut rien moins que la suppression des deux sièges pour mettre fin à ces disputes.

Nous avons vu que le ressort du siège ducal de Ventadour s'étendait sur tout le territoire du duc. Il est intéressant de le délimiter, d'autant plus que la procédure variait suivant que le duc de Ventadour était seul propriétaire des

justices ou était le suzerain des seigneurs les possédant.

Il comprenait les justices suivantes :

Celle d'*Egletons, Lagarde et Cerilhac* qui comprenait en partie les paroisses d'Egletons, Le Moustier, Dannes, Lamazière, Sondeilles, Moussal, Palisses, Grand-saignes, Pradines, Bonnefond, Chaumeil, Lafaye, Champagnac, Saint-Merd, Marcillac, Lagarde. Le duc de Ventadour en était seigneur. Nous avons vu que le lieutenant du juge de cette justice occasionna un procès entre le sénéchal de Ventadour et le Présidial de Brive. Au milieu du xviii^e siècle il n'y avait plus de lieutenant. Nous donnerons ci-dessous les noms des magistrats en 1762 (1). Spinasse, juge; Guilebos, procureur fiscal.

Celle de *Meymac*, avec, en partie, les paroisses d'Ambrugeat, Meymac, Ventefoux, Leyral, Combrossol, Saint-Serlier, Peyrelevade, Saint-Sulpice, Freytet, appartenait au duc de Ventadour. Elle comprenait deux magistrats, un juge et un procureur fiscal. En 1762 du Boucheron, juge, et Mary, procureur fiscal.

Celle de *Neuvie et Peyroux* s'étendait sur les paroisses de Neuvie, la Trouche, Saint-Hilaire, Luc, Poursac, Lamazière, Seraudon, Legignac, Sainte-Marie, Roche-les-Peyroux, Saint-Etienne, Saint-Julien, Sarroux et Bon en partie et appartenait également au prince de Soubise, duc de Ventadour : La Costé du Giroudeix juge; Boy, procureur fiscal.

(1) Almanach historique et ecclésiastique de Guienne pour l'année 1762.

Celle d'*Aix* avait comme ressort la paroisse du même nom et appartenait également au duc de Ventadour en toute souveraineté. Demichel, juge; Valette, procureur fiscal.

Celle de *Corrèze* et *Boussac* qui comprenait les paroisses de Corrèze et de Vitral en partie et dont le seigneur était le duc de Ventadour : Terrioux, juge; La Brousse, procureur fiscal.

Celle de *Bonnaygue* appartenait à l'abbaye de l'ordre de Cîteaux de Bonnaygue. Son ressort comprenait les paroisses de Saint-Fréjoux-le-Riche et de Saint-Bonnet : Seigneur; Dulac, abbé régulier; Demichel, juge; Monloiers, procureur fiscal.

Celle de *Bonnesaigue* appartenait également à une abbaye, mais de femmes, de l'ordre de Saint-Benoît. Cette abbaye était très noble, l'abbesse en était toujours une Ventadour ou une d'Ussel; en 1760 la dame d'Ussel était abbesse, du Boucheron, juge, Contenfrusas, procureur fiscal.

Celle de *Port-Dieu* appartenait au prieuré. Son ressort s'étendait sur les paroisses de Port-Dieu, Saint-Etienne aux Clos et Saint-Fregoux en partie. Son personnel était le même que celui de la justice de Bonnaygue, Demichel, juge; Monloiers, procureur fiscal; de la Chataigneraye, prieur.

Celle de *Charlus le Pailloux, Le Bech et Chabannes*, appartenait au marquis de Blateauver et s'étendait sur les paroisses de Saint-Frejeou, Ussel et Saint-Pupery en partie : Delay juge, Giraud, procureur fiscal.

Celle de *Saint-Exupery* appartenait au comte Dapchier, seigneur du lieu, et comprenait dans son ressort les paroisses de Saint-Exupery, Saint-Frejeou et Saint-Bonnet en partie : Duteil, juge ; Mondon, procureur fiscal.

Celle de *Lagane* avait pour seigneur le marquis de Sondeilles, la terre la plus importante de la vicomté de Ventadour. C'est dans la chapelle du château du Lienteret, résidence du marquis de Sondeilles, que fut déposé le corps décapité du connétable de Montmorency. La justice avait comme ressort les paroisses de Saint-Exupery et de Veyrières en partie : Barrol, juge ; Chabannes, procureur fiscal.

Celle de *Confolent* s'étendait sur les paroisses de Saint-Pardoux-le-Vieux et Sornac en partie, elle appartenait en seigneurie du comte Daulezy : Delmas ; juge ; Demichel, procureur fiscal.

Celle de *La Garde-Guilauty* avait comme ressort la paroisse de Merlines ; elle appartenait au marquis de Salvus : Monloiers, juge ; Mondon, procureur fiscal.

Celle de *La Motte* s'étendait sur la paroisse de la Tourrette en partie et avait pour seigneur M. de Castres : Barrol, juge ; Chabannes, procureur fiscal.

Celle de *La Borde* avec comme ressort les paroisses de Courteix et d'Unel en partie appartenait au seigneur du lieu, Chabanes, juge ; Mondon, procureur fiscal.

Celle du *Basaneix* contenait la paroisse de Saint-Frejeou-le-Riche, en partie le marquis de Sardeilles en était supérieur, Monloriss juge ; Chabanes procureur fiscal.

Celle de *Marcerides Fleural* était au seigneur du lieu, M. de Magerides, elle avait comme ressort les paroisses de Magerides et de Saint-Julien en partie. Porte, juge ; Chabanes, procureur fiscal.

Celle de *Mirambel* comprenait les paroisses de Saint-Remy et de la Tourette en partie. Le seigneur en était M. de la Courtine. Duteil, juge ; Vallat, procureur fiscal.

Celle de *Montroux* avait comme ressort la paroisse de Mestes ; elle appartenait en seigneurie à M. de Bonnal ; Lageneste, juge ; Mondon, procureur fiscal.

Celle de *Lespinasse* s'étendait sur les paroisses de la Tourette et de Saint-Pardoux-le-Neuf en partie ; le seigneur en était la dame Chassain : Chabanes, juge ; Mondon, procureur fiscal.

Celle de *Saint-Prieuch, Bimel, Sedière*, comprenait les paroisses de Gimel, Saint-Martin-de-Gimel, Saint-Prieuch en partie ; elle ne comprenait qu'un juge et pas de procureur fiscal. M. Villeneuve, juge.

Celle de *Saint-Chamans* avait pour ressort les paroisses de Saint-Chamans, Lagarde, Aubussal, Saint-Bonnet, la Valouse, Saint-Bonnet à l'ouest, Foures en partie. En 1760 la seigneurie de Saint-Chamans était en contestation. Fregefou, juge ; Migon, procureur fiscal.

Celle de *Maumont* s'étendait sur les paroisses de Saint-Hyppolyte, La Chapelle, Spinasse et Eyrem en partie et avait pour seigneur M. de Saint-Mexan : Chabrière, juge ; Rosier, procureur fiscal.

Celle de *Vedrenne* qui comprenait la paroisse du même

nom appartenait au prieuré de Vedreusse ; l'abbé de Courros, prieur ; Spinasse, juge ; Rosier, procureur fiscal.

Celle de *La Faye* appartenait également à un prieuré, celui de La Faye, et avait comme ressort la paroisse du même nom ; de Rocquemaurel, prieur, elle ne comprenait qu'un seul magistrat : Chabrière, juge.

Celle d'*Ambrugeac* avait comme ressort la paroisse du même nom, elle ne comprenait qu'un seul magistrat et appartenait à M. Darche : Treich, juge.

Celle d'*Anglors* appartenait à M. de Castre et comprenait les paroisses de Roche et de Sainte-Marie ; Lestable, juge ; La Case, procureur fiscal.

Celle de *Saint-Etienne la Geneste* était la propriété du prieuré du même nom et avait pour ressort les paroisses de Saint-Etienne la Geneste et de Sainte-Marie, en partie seigneur : abbé Chamflou, Diduredron, juge ; Vige, procureur fiscal.

Celle de *Rochefort* comprenait les paroisses de Sornac, Saint-Certiers, Peyrelevade, Millevaches et Saint-Dediers en partie et appartenait au marquis de Rochefort, elle ne comprenait qu'un seul magistrat ; le juge : Treich.

Celle de *Davignal* avait comme ressort la paroisse du même nom et appartenait au duc de Ventadour ; elle ne comprenait également qu'un seul magistrat : Serwentès, juge.

Celle de *Chambon* comprenait les paroisses de Saint-Hilaire, Luc, et Lamazière en partie. Le seigneur en était le marquis de Fontanges : Lacombe, juge ; Darluc, procureur fiscal.

Celle de *Saint-Victour* s'étendait sur les paroisses de Saint-Victour, Saint-Julien et Saint-Sapens en partie et appartenait à M. de la Combe : Vialles, juge : Vase, procureur fiscal.

Celle de *Lascoux et Boucheron* ne comprenait qu'un seul magistrat, elle s'étendait sur la paroisse de Palines et appartenait à M. de Saint-Angel ; Treich, juge.

Celle de *Montagnac* avait pour ressort les paroisses de Rouen et de Saint-Hippolyte. Le seigneur en était M. Devain de Montagnac : Torfeix, juge ; Rosier, procureur fiscal.

Celle de *Marsillac* avec les paroisses de Marsillac et d'Eyrem en partie ne comprenait qu'un seul magistrat, le juge. Le seigneur était M. de Monestier : Dumas, juge.

Celle de *Penacor* comprenait la paroisse de Neuvie en partie et appartenait à Merigonde de Saint-Messan. Le Masson, juge ; Rigal, procureur fiscal.

Celle de *Sainte-Fortunade* s'étendait sur la plus grande partie de la paroisse du même nom ; elle avait pour seigneur celui du lieu et ne comptait qu'un seul magistrat. Daurieu, juge.

Celle de *Lagarde* comprenait la paroisse de Lagarde de, Sainte-Fortunade en partie et d'Albrunac en partie ; elle avait pour seigneur de Laubertie de Lagarde et Dufaure comme juge. Elle ne comptait que ce seul magistrat.

Celle de *Bar* avait pour ressort les paroisses de Bar, d'Orliac et de Merinchal. Le seigneur en était M. de Bar. Elle n'avait qu'un seul magistrat. Dubech, juge.

Et celle de *Roussille* comprenant les paroisses suivantes : Lamazière, Darnets, Saint-Hilaire, Luc, le Moustier, Ventadour, Grand-Saigues, Sondeilles et Chaumeil en partie. Elle appartenait au seigneur de Roussille. La Combe, juge ; Laporte, procureur fiscal.

Tel était le ressort du sénéchal de Ventadour et il ne varia pas dans le courant du *xviii^e* siècle.

Le sénéchal de Ventadour avait son siège à Ussel. Il avait d'abord été établi à Egletons, petite ville située à peu de distance du château de Ventadour (les titres disent « les Gloutons ») et fut transporté de là à Ussel qui était la ville la plus importante du duché. Elle contenait en effet un commencement du *xviii^e* siècle cinq cent cinquante feux et environ deux mille habitants. C'est, dit le mémoire de Bernage, intendant de la généralité de Limoges (1698) « le chef « lieu et le siège de la justice du duché de Ventadour qui « appartient présentement à M. le prince de Rohan par son « mariage avec M^{me} la princesse de Turenne, fille de « M. le duc de Ventadour. Ce duché fut érigé par Henri III « (en 1578) avec le titre de pairie (il n'obtint ce dernier « qu'en 1589). Le château est situé à quelques lieues « de la ville : il y a beaucoup de terres et seigneuries qui « en dépendent et il peut valoir quinze mille livres de rentes ».

Le sénéchal de Ventadour avait son local dans une maison située à côté de l'église paroissiale (maison Laviolle). On comptait à ce siège quatre magistrats, un lieutenant général, un lieutenant particulier, un avocat ducal, un procureur

ducal A cette liste il faut ajouter un greffier et son commis greffier, 4 procureurs cinq avocats et trois huissiers.

Voici les noms de ces officiers en 1760 : Duplantadès, lieutenant général ; Délincès, lieutenant particulier pourvu et non installé ; Chaminade, avocat ducal, et Duteil, procureur ducal.

La réputation des officiers ducaux du siège de Ventadour était déplorable. Les bénéfices que ces magistrats pouvaient retirer de leurs charges étaient si minimes en raison des exigences du duc de Ventadour que les candidats qui auraient pu réunir les conditions de capacité et de moralité étaient devenus fort rares. On était obligé de prendre ceux qui se présentaient. De là ces scandales trop fréquents que signalait le procureur général près le Parlement de Bordeaux en 1676 dans ses réquisitions qui y fit droit et fit « inhibitions et « deffences aux officiers ducaux du dict Ventadour de « prendre cognoissance des cas royaux, scellés, inventaires, « tutelles et curatelles des nobles, à peine de nullité, cassation « de procédure, dispences, dommages et intérêts et d'en « répondre en leur privés noms, enjoint aux greffiers des « dictes juridictions subalternes dudit duché de porter au « greffe de la dite sénéchaussée de Tulle les extraicts des « procédures criminelles de six mois en six mois à peyne de « cinq cens livres d'amande et d'y estre contrains par corps. »

Il faut croire que cet arrêt n'eut pas grand effet sur ces magistrats dont nous voyons à chaque instant se plaindre les procureurs du roi au Présidial de Tulle et les intendants de la généralité de Limoges.

Le siège ducal de Ventadour fut supprimé en 1790 et remplacé par un tribunal de district dont le ressort fut à peu près le même que celui du sénéchal.

IV

LA SÉNÉCHAUSSEE DE MARTEL

La plus grande partie de la sénéchaussée de Martel ressortissait au présidial de Tulle. Nous ne la citons ici que comme mémoire puisqu'elle n'était pas comprise dans le Limousin.

Vu, le doyen,
P. CAUWÈS.

Vu : Le Président,
E. CHÉNON.

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
LIARD,

TABLE DES MATIÈRES

Le Limousin au xviii ^e siècle	4
I. — Le Parlement de Bordeaux	5
Les juridictions ordinaires du Limousin.	13
II. — La Cour d'appaux de Ségur.	17
III. — La sénéchaussée de Saint-Yrieix	35
I. — Le présidial et la sénéchaussée de Brive.	47
II. — La Cour d'appaux de Saint-Robert.	79
III. — Le siège de Turenne ou sénéchal de Turenne	81
IV. — Le juge des sept cas de Beaulieu	91
I. — Le présidial et la sénéchaussée de Tulle.	95
II. — Sénéchaussée d'Uzerche	137
III. — Le siège ducal de Ventadour ou sénéchaussée de Ventadour.	151
IV. — La sénéchaussée de Martel.	167

